

# ÉTUDE SUR LA VULNÉRABILITÉ DE LA JEUNESSE DES COMMUNAUTÉS DANS LES ZONES FRONTALIÈRES DU HODH CHARGUI, MAURITANIE





ÉTUDE SUR LA VULNÉRABILITÉ  
DE LA JEUNESSE DES  
COMMUNAUTÉS DANS LES  
ZONES FRONTALIÈRES DU  
HODH CHARGUI, MAURITANIE

Marco CORDERO  
Juillet 2021

# ÉDITEUR

## ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS

Lot 551 E Nord Tevragh Zeina  
Nouakchott  
Mauritania

Téléfax: +222 45 24 40 81

E-mail: [iomnouakchott@iom.int](mailto:iomnouakchott@iom.int)

<https://www.facebook.com/iommauritania/>

---

© 2021 Organisation internationale pour les migrations (OIM)

---

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée dans un système d'extraction ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre, sans l'autorisation écrite préalable de l'éditeur.

## PHOTO DE COUVERTURE

Rassemblement devant le bureau d'enregistrement du HCR au camp de réfugiés de M'Bera. © Geoffrey Reynard / 2019

# TABLE DES MATIÈRES

|  |    |
|--|----|
| LISTE DES ACRONYMES _____                                | 6  |
| INTRODUCTION _____                                       | 7  |
| Contexte et objectifs de l'étude                         | 7  |
| Approche méthodologique                                  | 7  |
| Limites  | 7  |
| Périmètres lexicaux et considérations initiales          | 8  |
| Milieus  | 10 |
| RÉSULTATS DE LA RECHERCHE _____                          | 12 |
| Eléments structurels                                     | 12 |
| Dynamiques conflictuelles                                | 13 |
| Extrémismes violents                                     | 13 |
| Structures sociales                                      | 15 |
| Crispations identitaires et logiques de marginalisation  | 17 |
| Tensions autour de la terre                              | 22 |
| Modalités de participation                               | 23 |
| Saving groups et AVEC                                    | 25 |
| Comités villageois                                       | 27 |
| Parcours d'insertion professionnelle                     | 28 |
| Trajectoires éducatives                                  | 29 |
| Le meilleur est ailleurs ?                               | 32 |
| Les jeunes et l'emploi                                   | 34 |
| Les métiers de la terre                                  | 37 |
| Les AGR, un début d'emploi ?                             | 40 |
| CONCLUSIONS _____  | 41 |
| ANNEXES _____  | 47 |
| Méthodologie - pratiques de ciblage et d'échantillonnage | 47 |
| Matrice analytique simplifiée                            | 49 |
| Données quantitatives brutes (non croisées)              | 53 |
| Bibliographie essentielle                                | 59 |

# LISTE DES ACRONYMES

ACF : Action Contre la Faim

ADICOR : Appui au Développement Intégré des Communautés Rurales

AGR : Activités génératrices de revenus

ANAPEJ : Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes

AVEC : Association Villageoise d'Épargne et de Crédit

BAF : Brigades Anti-feux

BIT : Bureau International du Travail

CCC : Comité de Concertation Communal

CICR : Comité International de la Croix-Rouge

COOPI : Cooperazione Internazionale

CRGF : Commission Régionale de Gestion des Frontières

CSA : Commissariat à la Sécurité Alimentaire

FAO : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

GIE : Groupement d'intérêt économique

HCDH : Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme

HD : Centre pour le Dialogue Humanitaire

HEC : Hodh (Ech) Chargui

IMF : Institution de MicroFinance

MAIEO : Ministère des Affaires Islamiques et de l'Enseignement Originel

MOUDOUN : Projet d'appui à la Décentralisation et au Développement des Villes intermédiaires Productives

MRU : Ouguiya mauritanienne

NTIC : Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication

OIM : Organisation internationale pour les migrations

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONS : Office National des Statistiques

OP : Organisation professionnelle

OSC : Organisation de la société civile

PAM : Programme Alimentaire Mondial (WFP)

PAMJ : Programme d'Action Mondial pour la Jeunesse

PDC : Plan de Développement Communal

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PSME : Programmation saisonnière basée sur les moyens d'existence

RIM : République Islamique de Mauritanie

SCAPP : Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée

SNU : Système des Nations Unies

TDR : Termes de référence

UE : Union européenne

UN : United Nations (Nations Unies)

(UN)PBF : Fonds pour la consolidation de la paix du Secrétaire général des Nations Unies

(UN)HCR : Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

VRPC : Volontaires Réfugiés pour la Propreté du camp

VSLA : Village Saving and Loans Associates

# INTRODUCTION

## CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

1. L'étude sur la vulnérabilité de la jeunesse des communautés dans les zones frontalières du Hodh Chargui en Mauritanie s'inscrit dans le cadre d'une intervention financée par le Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) et mise en œuvre par l'OIM, l'Organisation internationale pour les migrations et le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés au bénéfice des groupes vulnérables. Le projet a pour objectif principal de renforcer la cohésion sociale grâce à une meilleure inclusion des jeunes et des femmes dans la prise de décision locale et dans la vie socio-économique.

L'étude porte principalement sur les facteurs de vulnérabilité des jeunes vis-à-vis des sources de conflictualité ainsi que sur les marqueurs de précarisation qui limitent leur intégration dans le tissu social (via la participation à des initiatives locales de gouvernance ou dans le monde associatif) et économique (à travers des emplois et des activités rémunératrices). L'étude fait également un repérage initial de leurs aspirations et, au prisme de la diversité des difficultés rencontrées dans les trajectoires d'autonomisation, identifie les quelques mesures et dispositifs (publics et humanitaires) qui se traduisent dans des logiques d'action des politiques nationales d'insertion (voire d'inclusion)<sup>1</sup> des jeunes.

## APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

2. Le processus méthodologique de l'étude s'est développé à cheval entre le premier et le deuxième trimestre 2021 autour de trois phases successives: une revue bibliographique (qui a permis d'approfondir le corps de la recherche, valoriser les conclusions les plus probantes et identifier les lacunes d'information), une enquête ponctuée par des exercices d'entretiens (avec les groupes cibles, notamment les jeunes des différents groupes et catégories mais aussi avec les autres acteurs clés et les porteurs des politiques publiques et des dispositifs d'aide) et un temps de recomposition de l'information finalisé à l'élaboration du rapport d'étude (finalisé au courant du mois de juillet).

3. L'approche de la recherche était mixte et prévoyait l'articulation d'un socle quantitatif (autour des principaux thèmes de recherche) avec un corps résolument qualitatif (et fondé sur la valorisation des voix des participants à l'étude).<sup>2</sup>

Ainsi, à une enquête construite autour de deux échantillons représentatifs des deux groupes cibles (réfugiés et populations hôtes)

et centrée sur les perceptions autour de l'emploi et des dispositifs de gouvernance et de participation, s'est adjoint un procédé qualitatif qui mirait plus spécifiquement à confirmer la pertinence de certains déterminants à l'origine des dynamiques de conflictualité (identifiés par les travaux précédents), à recueillir les perceptions des jeunes sur les voies de l'engagement citoyen et à identifier les moteurs et les mécanismes d'intégration (ou d'exclusion) sociale et économique.

4. Afin de préciser le champ de l'étude, un référentiel d'analyse (matrice analytique) posant les repères théoriques et permettant de compartimenter la recherche dans des unités maîtrisables avait été élaboré. Ainsi, l'étude a été construite autour de trois axes principaux (les facteurs de vulnérabilité des jeunes à l'extrémisme violent et aux autres formes de conflictualité, les dynamiques d'intégration communautaire et le degré de participation dans la prise de décision, et enfin l'insertion professionnelle et les modalités d'accès à l'emploi et aux autres opportunités économiques). A chacun de ces axes un certain nombre de facteurs clés (ou de déterminants) ont été attachés et pour chacun de ces facteurs des hypothèses (susceptibles d'être révisées voire réfutées lors de la phase de collecte de données) ont été formulées. Chacun de ces facteurs a été ultérieurement décliné dans un certain nombre de questionnements qui ont informé le caractère des entretiens et des enquêtes menés au cours du travail de terrain.

## LIMITES

*Le danger n'est pas de s'appuyer sur une simplification, mais plutôt d'oublier qu'elle a été faite.*

5. L'ampleur du champ d'étude (et la complexité des dynamiques qui parcourent le territoire) n'aurait pas permis une posture vouée à la production systématique de données à validité empirique. Par ailleurs, la démarche méthodologique ne pouvait pas s'accorder avec une perspective sociologique qui aurait requis des chemins d'imprégnation lents et continus (incompatibles avec le temps imparti et les contraintes d'ordre logistique et sécuritaire). **Le parti pris a donc été celui de se reposer amplement sur la littérature disponible sans perdre pour autant l'ancrage « terrain ».** Il a fallu parfois parcourir une ligne de crête subtile, et à la « fatalité de l'approximation » nous n'avons pas pu opposer de manière méthodique « la rigueur du qualitatif ».<sup>3</sup>

<sup>1</sup> La discrimination entre ces deux termes n'est pas toujours aisée ; on pourrait toutefois avancer que si l'insertion sociale consiste à préparer les individus pour la société, l'inclusion sociale dénoterait plutôt les mesures que la société adopte afin de s'adapter à l'individu.

<sup>2</sup> Pour plus de détails, voir en annexe les explications concernant l'approche mobilisée dans le cadre de l'enquête sur le terrain.

<sup>3</sup> Voir à ce propos les travaux de J.P Olivier de Sardan.

Ainsi, certaines de nos conclusions se doivent d'être confrontées à des analyses ultérieures, basées sur des configurations méthodologiques plus pointues.<sup>4</sup>

Pour ces mêmes raisons nous avons été contraints parfois à **opérer des synthèses forcées** et à restreindre le domaine d'analyse aux éléments qui nous ont paru les plus pertinents pour expliquer les déterminants (et les effets) de certains modes opératoires des jeunes.

Sans aucune prétention d'exhaustivité, nous avons surtout essayé d'identifier des dénominateurs communs, des points de repère, **et proposer un mode d'intelligibilité, un cheminement vers une meilleure compréhension des facteurs de vulnérabilité sociale** des jeunes (et de la manière dont ils s'enchevêtrent).

A cet effet, les données récoltées dans le cadre de l'enquête (et qui supportent la plupart des propos) ont été cantonnées de manière systématique aux notes de bas de page afin de ne pas alourdir la lisibilité du texte et faciliter des modalités de lecture simplifiées.

6. L'exploitation de la bibliographie contextuelle et thématique qui a précédé la phase de collecte de données sur le terrain a permis la formulation d'un cadre théorique général et la rédaction d'un certain nombre d'hypothèses. L'objet de la recherche a ainsi été perimétré par une matrice analytique qui s'est parfois montrée redondante dans ses prétentions de complétude. Par conséquent, les rétroactions / itérations entre les phases en aval du processus de recherche et les phases en amont (conception) ont été fréquentes et ont parfois déterminé des réorientations des approches comme dans le cas des déterminants des engagements criminels sur fond doctrinaire. A l'envers, **les dynamiques identitaires et d'autochtonie (et plus généralement les facteurs de conflictualité) nous ont souvent paru déterminantes pour expliquer la centralité de certains faits sociaux** en lien avec la vulnérabilité des jeunes.

7. Nous avons souvent été confrontés à **un objet de recherche fuyant et à des contextes stériles, avec des fortes réticences à la participation qui se manifestaient par des faibles dispositions discursives, ou, simultanément, par un formatage politique des**

**récits qui laissait entrevoir des modalités de consignation.**<sup>5</sup> Cela a été d'autant plus marqué dans le cadre de nos interrogations relatives à l'extrémisme violent. Ce sujet (et ses corollaires) s'est parfois révélé une impasse de recherche et nous avons en vain essayé d'investir des espaces d'échange murés où la marge pour extraire la matière nécessaire à la production de savoir s'est révélée extrêmement réduite.<sup>6</sup> Le travail interprétatif en a inévitablement souffert.

8. **Les objectifs de la recherche se sont irrémédiablement inscrits dans les représentations collectives, ont influencé les pratiques et déterminé les interactions.** Dans ce cadre, **la place de l'action humanitaire a acquis dans les discours une centralité qu'à notre sens est souvent injustifiée.** Des dynamiques qui lui sont étrangères (et qui pourtant structurent les territoires et les trajectoires des individus et des groupes) sont passées inexorablement en arrière-plan ou ont été tuées.<sup>7</sup>

9. Par ailleurs, dans une société parcourue par des profondes lignes de fracture, **tout dispositif de recherche est sujet à des interprétations d'encliquage,**<sup>8</sup> qu'induisent parfois des ouvertures, autres fois des censures dans les échanges. L'analyse de ces réactions a participé bien entendu à la construction des savoirs mais a parfois surchargé la dimension interprétative.

## PÉRIMÈTRES LEXICAUX ET CONSIDÉRATIONS INITIALES

10. **Qu'est-ce que la jeunesse ?** Comme le rappelait Pierre Bourdieu « la jeunesse n'est qu'un mot. C'est par un abus de langage formidable que l'on peut subsumer sous le même concept des univers sociaux qui n'ont pratiquement rien de commun »<sup>9</sup>. Plusieurs dynamiques de différenciation sociale marquent des lignes de fractures déterminantes entre individus n'ayant que l'âge comme seul dénominateur.

<sup>4</sup> A notre sens, cela serait particulièrement pertinent dans le cadre des dynamiques conflictuelles autour des ressources naturelles ainsi que pour les questions liées à la perception des modes violents de contestation politique dans le camp de M'berra.

<sup>5</sup> D'autant plus dans le camp de M'berra, où la consultation des différents acteurs suit des trajectoires uniformes dont il est difficile de s'extraire. Des difficultés ont également été rencontrées dans la prise de contact avec l'association des migrants maliens qui a refusé tout entretien afin de préserver une posture revendicative visant l'obtention de plus de « considération » de la part de l'OIM et de l'UNHCR.

<sup>6</sup> A cet égard, il serait possible de formuler plusieurs hypothèses : celle d'une marginalisation progressive de ces enjeux de la sphère publique mauritanienne en est une. Néanmoins, la réalité demeure mouvante et le camp de M'berra continue de représenter un espace politique convoité par toute mouvance ayant ses implantations au-delà de la frontière.

<sup>7</sup> Autrement dit, les participants aux entretiens et aux enquêtes ne pouvaient raisonnablement pas faire abstraction des objectifs de la recherche qui étaient intrinsèquement liés aux dispositifs humanitaires ; c'est donc à partir de ce prisme qu'ils ont déterminé le périmètre de leurs propensions discursives.

<sup>8</sup> Le fait d'être assimilé à une clique ou faction locale (Jean-Pierre Olivier de Sardan).

<sup>9</sup> Cité par Anne-Marie Métaillé, *Les jeunes et le premier emploi*, dans *Questions de sociologie*, Éditions de Minuit, Ed. 1992. pp.143-154.



De plus, indépendamment de tout essai ou besoin classificatoire<sup>10</sup>, la jeunesse n'existe pas en soi : elle est avant tout une réalité sociale ; autrement dit la génération est une catégorie socialement construite et non chronologique.

A la fois âge et passage, la jeunesse s'inscrit donc dans une volonté de stratification de la société qui fixe les calendriers et les modalités de transition d'un âge à un autre et qui sur cette base organise les statuts et les rôles sociaux.<sup>11</sup> Et pourtant, au-delà de toute impossibilité théorique de recoudre à partir d'une trame temporelle des singularités irréductibles et réticentes à une narration unique, **l'observation de certaines récurrences remarquables** (et donc des pluralités et des régularités) **nous permet de produire des assertions de portée générale sur la jeunesse** (ou du moins sur les jeunes) et sa vulnérabilité.

**11. La notion de vulnérabilité** occupe de manière persévérante et insidieuse<sup>12</sup> le vocabulaire de l'Aide. **Intrinsèquement polysémique (et polymorphe), elle se doit d'être déclinée de manière sectorielle ou systémique** pour être mobilisée en tant que catégorie analytique. En effet cette potentialité d'être atteint<sup>13</sup> recouvre des domaines assez vastes qui traversent aisément la plupart des disciplines.<sup>14</sup>

Dans le domaine social (qui circonscrit les frontières de notre exercice), **le concept de vulnérabilité vient compléter d'autres notions comme celles de précarité ou d'exclusion<sup>15</sup>** et permet de traduire les menaces qui pèsent sur les trajectoires individuelles et collectives ; il offre donc un champ d'application pour interroger les manifestations de fragilisation du lien social ou encore les mécanismes de disqualification (ou désaffiliation) sociale générant de la marginalisation et de la mal-intégration.<sup>16</sup>

<sup>10</sup> Dans le cadre de notre recherche nous avons accueilli (comme prévu d'ailleurs dans le cadre des Termes de Référence de l'étude), la catégorisation retenue par la Charte Africaine de la Jeunesse (adoptée par la Septième Session Ordinaire de la Conférence de l'Union Africaine tenue le 2 juillet 2006 à Banjul) qui définit comme jeune toute personne âgée de 15 à 35 ans. Malgré ses faiblesses (les divisions entre les âges sont en effet arbitraires et c'est plutôt le franchissement de certaines étapes qui détermine la transition vers l'âge adulte), cette délimitation permet une comparabilité des données.

<sup>11</sup> Bernard Roudet. Qu'est-ce que la jeunesse ? Fondation Seligmann, « Après-demain » 2012/4 N ° 24, pages 3,4.

<sup>12</sup> « Le véritable danger de la vulnérabilité est précisément de rendre tous les objets de recherche « vulnérables », c'est-à-dire de subsumer sous un même vocable des situations, des populations, qui n'auraient pour seul dénominateur commun un état de fragilité déjà connu, ou en voie de l'être ». Soulet, 2014.

<sup>13</sup> Selon le Petit Robert (ed. 2021) le vulnérable est celui qui peut être blessé, ou celui qui peut être facilement atteint et qui se défend mal. Cette définition mérite d'être développée. En effet il conviendrait d'opérer une distinction entre une conception naturelle de la vulnérabilité (dérivant donc des limites intrinsèques de chaque individu - le corps comme premier lieu de manifestation de notre fragilité) et une vision qui comprend la vulnérabilité comme la résultante d'une dépendance structurelle de l'identité du sujet de la reconnaissance sociale ou encore comme l'effet des dynamiques (échouées) d'insertion des individus dans les corps collectifs (prisme relationnel de la vulnérabilité).

<sup>14</sup> On parle de vulnérabilité psychologique, éducative, environnementale, sociale, juridique, économique, génétique, etc. Mais la vulnérabilité peut aussi concerner une gamme très large de difficultés dont le handicap, la maladie, la précarité, l'isolement, etc.

<sup>15</sup> Marc-Henry Soulet clarifie par ailleurs comme la notion d'exclusion s'est implantée à côté de celle de pauvreté (et a précédé celle de vulnérabilité). « En proposant de substituer la compréhension d'un processus (l'exclusion) aux déterminations d'un état (la condition de pauvre), en proposant de faire de ce processus la conjonction de facteurs économiques, sociaux et symboliques (la non-insertion sur le marché du travail, la non-intégration dans des réseaux denses de relations sociales et la non-occupation d'une place socialement signifiante) plutôt que chercher les seuils de possession ou d'accès à des biens en deçà desquels les individus chutaient inexorablement dans une condition de pauvreté, le recours sociologique à l'exclusion a ouvert une brèche considérable dans l'appréhension des situations de non-intégration et de marginalité ». Marc-Henry Soulet. Reconsidérer la vulnérabilité. *Ères*, « Empan » 2005/4 no 60, pages 24 à 29.

<sup>16</sup> Il s'agit ici de la vulnérabilité sociale abordée dans les travaux de Robert Castel. « La vulnérabilité est donc comprise comme une position sociale objective, située à mi-chemin de l'intégration et de la désaffiliation, et dont les déterminants sociaux comme les figures varient en fonction des formes historiques d'intégration et de protection qui prévalent dans une société donnée. ... celle-ci se traduit ainsi par l'incertitude du lendemain, la crainte de l'avenir et un sentiment d'impuissance ; en outre, elle compromet la possibilité pour l'individu de se conduire en individu autonome, c'est-à-dire de parler et d'agir en son nom. » (Garrau 2013). Castel souligne par ailleurs comme le manque d'ancrage social durable (déterminé par la combinaison d'un réseau relationnel fragile et d'un emploi précaire) peut générer une situation de désaffiliation. Serge Paugam précise ultérieurement cette notion en soulignant comment la vulnérabilité peut résulter d'un affaiblissement des liens sociaux, mais aussi être produite par certains types de liens sociaux : en effet des formes de dépendance de l'assistance peuvent engendrer des processus de dégradation statutaire et de disqualification sociale. Voir à ce propos : Marie Garrau. Regards croisés sur la vulnérabilité. « Anthropologie conjonctive » et épistémologie du dialogue. *Tracés* n.13/2013.

**Les formes de fragilité sont généralement corrélées entre elles** et souvent enracinées dans des situations de pauvreté. Cependant, la vulnérabilité renvoie à une situation mouvante caractérisée par « l'insécurité ou la faiblesse à l'exposition à des chocs et non à un état de manque comme la pauvreté ».<sup>17</sup>

Enfin, la vulnérabilité (qui sous-entend en quelque mesure une forme de passivité) dispose d'un envers théorique (ou un antidote positif<sup>18</sup>). Ainsi, toute expression de fragilité implique souvent une forme – engendrée par une volonté associée à une opportunité – de réversibilité. C'est en s'appuyant sur ces dynamiques que se dessinent les stratégies, à caractère plus ou moins endogène, d'intégration socio-économique des jeunes.

12. En partant de ces délimitations théoriques, nous pouvons constater, à l'est de la Mauritanie comme ailleurs au Sahel, **les difficultés des jeunes à accéder au statut d'adulte qui suppose ordinairement le franchissement d'un certain nombre de seuils** (quitter le domicile parental, acquérir une indépendance économique, se marier, fonder un foyer, avoir des enfants). « Condamnés à entrer dans l'âge adulte de plus en plus tardivement en raison des contraintes qui pèsent sur leur autonomisation, les jeunes sahéliens sont prisonniers de cet état transitoire qui ne leur convient pas. Une situation qui génère un sentiment d'exclusion : de la vie économique et sociale, mais aussi politique, civique, dans des sociétés marquées par de fortes hiérarchies intergénérationnelles ».<sup>19,20</sup>

**Les jeunes se retrouvent alors enfermés dans une contradiction: ils représentent un avenir qui se caractérise par un manque évident d'opportunités** : la précarisation croissante retarde inévitablement les parcours d'autonomisation.<sup>21</sup> Les jeunes disposent de peu de moyens pour s'extraire des trajectoires de stagnation sociale et déverrouiller les paradigmes qui **les confinent dans les injonctions et les ordres sociaux traditionnels**.

Ainsi, les dynamiques d'exclusion sont souvent directement liées à des sentiments d'inutilité sociale et de dévalorisation de soi qui pourraient conduire sur des parcours déviants fondés sur la violence. Aussi, le manque d'opportunités fertilise les terreaux d'instabilité et favorise des revendications et des mouvements qui prennent parfois des formes agressives.

Les jeunes générations deviennent ainsi une main-d'œuvre facilement mobilisable et manipulable par toutes sortes d'entrepreneurs politiques (ou par des réseaux criminels).

C'est ce que nous essayerons d'explicitier par la suite après une exposition sommaire des enjeux qui traversent le territoire de l'étude.

## MILIEUX

13. Avec plus de 400.000 habitants, le Hodh Chargui est au niveau national la région la plus peuplée après la capitale Nouakchott, avec une part de 11% malgré la très faible densité. Le territoire est en large partie désertique, même si le pastoralisme transhumant et les itinéraires nomades garantissent des paradigmes de densité « dynamiques ».



<sup>17</sup> « Certains soulignent comme pauvreté et vulnérabilité sont deux mesures du bien-être réalisées à des moments différents : ex-post pour la pauvreté (centré donc sur les résultats) et ex-ante pour vulnérabilité (centré donc sur les perspectives) ». Voir à ce propos : Shubham Chaudhuri. *Assessing vulnerability to poverty: concepts, empirical methods and illustrative examples*. Department of Economics, Columbia University. June 2003.

Pour ces raisons dans le cadre de notre étude il ne s'agissait pas d'interroger les formes de pauvreté (vulnérabilité économique, ou les formes d'incertitude ou de privation relatives aux moyens nécessaires pour assurer la survie) mais plutôt de les tenir en considération comme toile de fond des parcours de désaffiliation et de disqualification et des chemins de résilience.

<sup>18</sup> « Généralement comprise comme la probabilité de voir son niveau de bien-être se dégrader à la suite d'un choc, la vulnérabilité rend compte des pressions extérieures auxquelles les personnes sont soumises. Cependant ces dernières ne sont pas démunies de toute capacité de réaction, comme le souligne le concept de résilience ». Sophie Rousseau. *Vulnérabilité et résilience, analyse des entrées et sorties de la pauvreté : le cas de Manjakandriana à Madagascar*. 2007/4.

<sup>19</sup> Clara Arnaud. *Jeunes sahéliennes : dynamiques d'exclusion, moyens d'insertion*. Notes Techniques N° 15, Mars 2016. AFD, URD.

<sup>20</sup> « Alors que jusque dans les années 1980, les analyses situées pour l'essentiel en milieu rural portaient sur les relations entre les générations ou les rapports entre les aînés et les cadets, l'émergence de la catégorie « jeune » a conduit à « rendre compte de la situation d'une catégorie sociale particulièrement vulnérable aux crises désignées par référence à l'âge, mais considérée comme largement détachée des dispositifs traditionnels de régulation intergénérationnelle ». Florence Boyer, Charlotte Guénard. *Sous-employés, chômeurs ou entrepreneurs : les jeunes face à l'emploi*. Presses de Sciences Po, « Autrepart ». 2014/3 N° 71, pages 3 à 31.

<sup>21</sup> Notre enquête confirme la tendance bien installée des jeunes à franchir de plus en plus tard les seuils vers l'âge adulte. Cela est bien entendu d'autant plus vrai pour la population du camp de M'berra mais le même phénomène concerne de près également la population locale.

Parmi les jeunes résidents majeurs, 54 sur 90 vivent encore avec leurs parents (60%). Entre 18 et 26 ans, cela concerne 73% des jeunes. Parmi ces derniers 65% n'ont pas d'enfants (sur l'ensemble des jeunes majeurs seulement 47% ont des enfants). Parmi les jeunes réfugiés majeurs, 64% vivent encore avec leurs parents. Entre 18 et 26 ans, cela concerne 72% des jeunes. Parmi ces derniers seulement le 36% ont des enfants et sur l'ensemble des majeurs de l'échantillon seulement 52% ont des enfants.

L'analyse de la structure démographique montre qu'environ une personne sur cinq est âgée de 15 à 24 ans et qu'une personne sur trois est âgée de 15 à 34 ans.<sup>22</sup>

Sur les 7 départements régionaux, celui de Bassikounou compte plus de 90.000 habitants (majoritairement des réfugiés d'origine malienne) répartis sur 4 communes : Bassikounou, Fassala, El Megve et Dhar. Le département fait face à des niveaux élevés de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.<sup>23</sup>

A la vocation historique agro-pastorale s'ajoutent des dynamiques commerciales intenses (et des échanges malgré tout plutôt soutenus avec le Mali) fortement impulsées entre autres par la présence d'un nombre important d'organisations internationales.<sup>24</sup>

Le contexte géographique et social du département demeure tendu avec une ruralité soumise à des fortes contraintes climatiques et naturelles. Le faible couvert végétal et les limites importantes de sa régénération engendrent une forte pression sur les ressources naturelles locales au sein d'un milieu fragile où l'accès à l'eau et aux pâturages est crucial (et à l'origine de rivalités qui donnent parfois lieu à des disputes violentes).

14. Le camp de M'Berra abrite une population de plus de 60.000 personnes (dont un tiers de jeunes) venant principalement de zones frontalières et arrivées en Mauritanie par vagues successives (dont les principales furent celles de 2012 et 2013).<sup>25</sup>

Territoire humanitaire par excellence, cette agglomération n'est plus seulement un camp sans pour autant être tout à fait une ville.<sup>26</sup> Destiné à devenir un lieu de vie de moins en moins transitoire (avec une majorité des réfugiés n'envisageant pas un retour au Mali à court terme<sup>27</sup>), l'espace camp sera progressivement assimilé dans les politiques publiques à d'autres contextes urbains (villes moyennes) et pourra éventuellement disposer à part entière du statut de collectivité territoriale.<sup>28</sup>

15. L'arrivée des réfugiés maliens en 2012 a certainement été un facteur de perturbation des dynamiques productives et des écosystèmes locaux, contribuant à exacerber les dynamiques de surexploitation des (maigres) ressources disponibles (en premier lieu la matière ligneuse) et en pesant sur des services sociaux de base déjà défaillants. Par ailleurs, ces enjeux se sont plaqués sur un contexte sécuritaire fragile en raison de la porosité des frontières et de la présence de groupes armés aux alentours du territoire mauritanien.

<sup>22</sup> En Mauritanie plus de 70% de la population a moins de 35 ans. Selon les projections démographiques de l'ONS (basées sur le recensement de 2013), en 2018 le Hodh Chargui comptait 151.943 personnes avec un âge compris entre 15 et 34 ans (31% de la population) alors que la base de la pyramide des âges (0-14 ans) comptait à elle seule 217.747 personnes (44,5% de la population total du Département). Dans le Hodh Chargui un ménage compte, en moyenne 5,8 personnes. La grande majorité des ménages (83,9 %) compte de 4 à 7 personnes. Les chefs de ménages sont en majorité des hommes (62,8 %) âgés surtout entre 35-64 ans (64,3 %). On note aussi que seulement un ménage sur sept a à sa tête un chef de ménage âgé entre 18-34 ans. Statistiques issues de : ONS, Service Régional du Hodh Echargui. Le Hodh Echargui en chiffres 2014-2018. 2019. Ministère des Affaires Économiques et de la Promotion des Secteurs Productifs. ONS. Enquête régionale sur le suivi des indicateurs de performance. Rapport d'analyse Hodh Echargui. 2020.

<sup>23</sup> « Les populations vivent avec un niveau moyen d'insécurité alimentaire chronique de l'ordre de 30,3 % en post-récolte et de 46,4% en soudure sur la période 2013-2017. Sur cette même période, la prévalence moyenne de la malnutrition aiguë globale a atteint 7,7 % en post-récolte et 14,4 % en soudure (compilation enquêtes FSMS et SMART) » Nations Unies. Stratégie des Nations unies pour le renforcement des moyens d'existence des communautés hôtes et réfugiés de la Moughataa de Bassikounou 2018-2022.

<sup>24</sup> La ville de Bassikounou (mais aussi les autres centres) a radicalement changé de visage au cours de cette dernière décennie. En prenant en compte le fait qu'en 2010 la ville ne comptait quasiment pas de maisons en dur, il serait intéressant, afin de mesurer l'ampleur des échanges commerciaux, d'analyser la progression dans la vente du ciment qui constitue le plus fort symbole social de la réussite de l'individu. « Plus qu'une simple matière inerte, il (le ciment) se charge d'affect et de valeurs et redéfinit les pratiques et les imaginaires de sociétés en quête d'émergence économique et de réussite sociale ». Armelle Choplin. Matière grise de l'urbain: la vie du ciment en Afrique. Metis Presses, 2020.

<sup>25</sup> En février 2021 le camp de M'berra comptait 62.709 individus et hors camps la population était de 1.383 individus répartis dans 14.620 ménages et avec une majorité significative de femmes (54%) et d'enfants (58%). Les jeunes compris entre 15 et 35 étaient 19.228.

Il s'agit en grande partie d'individus venant des zones limitrophes de la frontière mauritanienne et principalement des cercles Niafouké (et en particulier de la ville de Leré) et Goundam, au sud-ouest de la région de Tombouctou (dont sont originaires le 86,6% des réfugiés). En 2012 la Mauritanie vu l'arrivée de 34.950 réfugiés suivis l'année suivante par 30.452 individus. Statistiques UNHCR, mars 2021.

Le camp de M'berra a été installé sur le même territoire de l'ancien camp occupé par les populations maliens venues se réfugier en Mauritanie en début des années '90 qui est encore aujourd'hui occupé par un nombre significatif de ménages (et connu sous le nom de M'berra 2).

<sup>26</sup> Rony Braumann. Quand les camps deviennent des villes. Dans Alternatives Économiques 2017/3 (N° 366), 39.

<sup>27</sup> Comme le prouve la récente enquête de l'UNHCR relative aux intentions de retour : « Plus de 79% des participants n'envisagent pas un éventuel retour au Mali à l'avenir. 16% ne sont pas sûrs de leur avenir, principalement à cause de la situation sécuritaire au Mali, et en quelque sorte du manque de solution durable. Les 5% restants qui pensent à un éventuel retour, le voient principalement comme une option à long terme ; d'autres ne savent même pas quand cette option peut se concrétiser. » Bref aperçu. Enquête sur les intentions de retour au Mali. UNHCR, février 2021. Ces chiffres mériteraient d'être analysés à front de l'amélioration (certes inégale d'un point de vue territoriale) des conditions sécuritaires au Mali.

<sup>28</sup> Il s'agit notamment du Projet MOUDOUN de la Banque Mondiale dont l'objectif est « de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations des villes intermédiaires ciblées et pour principaux objectifs spécifiques : (a) d'améliorer la productivité des villes intermédiaires et (b) de renforcer les institutions locales afin que ces villes jouent pleinement leur rôle dans le développement économique des territoires de la Mauritanie. Cet objectif serait réalisé à travers le financement d'infrastructures, l'amélioration de l'accès aux services urbains, l'amélioration des finances locales et le renforcement de capacités pour faciliter la transformation de ces villes en véritables outils du développement local. »

*Il convient de ne pas se tromper de combat: c'est d'abord la société qui vulnérabilise les individus, et non l'inverse.*  
Axelle Brodiez-Dolino

1. La présentation des résultats de la recherche a été structurée en trois parties : les dynamiques conflictuelles, les modalités de participation et les parcours d'insertion professionnelle. Cette architecture ne reflète pas tout à fait la matrice analytique qui avait été élaborée dans la phase qui a précédé la mission sur le terrain. En effet, l'extrémisme violent, initialement déterminé comme risque principal et donc premier exutoire des fragilités des jeunes, n'a pas paru constituer un dénominateur commun suffisamment solide pour fonder l'analyse. Il a donc fallu reconstruire le schéma interprétatif, ce qui nous a conduits à élargir le champ lexical de la violence pour y inclure les principaux vecteurs de conflictualité (qui vont donc au-delà du fait religieux et de la prise d'armes et regardent principalement les crispations identitaires et les paradigmes de marginalisation) dans la conviction que ce sont ces derniers qui alimentent les divisions et les antagonismes et qui pourraient hypothétiquement conduire à une exacerbation des tensions.

2. L'imbrication des facteurs et des risques à l'origine des fragilités des jeunes se situe dans un système d'interactions et de causalités complexes. Ainsi, au lieu de présenter singulièrement les vulnérabilités, nous avons préféré les consigner au sein des enjeux qui parcourent le territoire en question et qui structurent les dynamiques d'exclusion (ou d'inclusion) des jeunes.<sup>31</sup> De ce fait, elles deviennent des thèmes qui s'inscrivent sur une toile de fonds de manière mouvante et dans un enchevêtrement difficilement démelable et qui, sur la base d'actions et de rétroactions, défient en permanence la rigidité des paramètres interprétatifs.<sup>32</sup> Ainsi, les archaïsmes des structures sociales pourraient favoriser des vocations et des parcours d'affiliation à des groupes armés, mais aussi impacter les opportunités d'ascension sociale ou encore déterminer les modalités d'implication dans la sphère publique.

Cependant, ces bouleversements sont accompagnés par le déploiement d'un dispositif d'assistance qui a permis un élargissement de l'offre des services et la construction de nouvelles infrastructures qui ont progressivement transformé la région en véritable pôle urbain.<sup>29</sup> Des nouvelles configurations sociales ont ainsi émergé de manière parfois brutale et pourtant relativement maîtrisée.

**16. Par-delà les différences statutaires, les jeunes du camp sont soumis aux mêmes fragilités que les jeunes résidents.** Les trajectoires de vulnérabilité se construisent ainsi en parallèle et marquent la difficulté des jeunes à s'émanciper de leur famille et à acquérir une autonomie économique, résidentielle et conjugale.

Les hiérarchies générationnelles s'additionnent à la rigidité des structures sociales ou l'ascension sociale est souvent déterminée par l'ascendance familiale et lignagère. Les fortes inégalités sont ainsi vécues comme des fatalités et restreignent l'imaginaire des jeunes dans la détermination de leur avenir.

Les figures de participation à la sphère publique demeurent marginales et limitées à la jeunesse urbaine et dénotent généralement un même sentiment d'exclusion.

Une exclusion qui se ressent aussi dans l'accès au travail. De plus en plus éduquée (et pour autant pas toujours mieux formée)<sup>30</sup>, la jeunesse voudrait abandonner les « métiers de la terre » mais se heurte à la carence de débouchés sur le marché de l'emploi. Ainsi, les modalités de sortie du sous-emploi, de la précarité ou de l'inactivité se dessinent souvent autour des projets migratoires ou encore au sein des parcours d'accompagnement des projets d'avenir offerts par les dispositifs humanitaires.

## RESULTATS DE LA RECHERCHE

<sup>29</sup> « En termes d'opportunités économiques, l'arrivée des réfugiés représente un changement des équilibres antérieurs mais aussi un potentiel de nouvelles opportunités pour les populations locales dans la mesure où l'augmentation de la population augmente la taille et les besoins du marché local ainsi que les compétences disponibles localement. L'arrivée des réfugiés aiguise la compétition pour les emplois dans le secteur informel entre réfugiés et populations hôtes avec comme effet potentiel une érosion de la coexistence pacifique et une détérioration des moyens d'existence des populations hôtes ». UNHCR. Analyse des chaînes de valeur. Avril 2018.

<sup>30</sup> « La Mauritanie a réalisé des progrès appréciables en termes d'accès à l'éducation dans les dernières décennies. Les Taux Brut de Scolarisation (TBS) pour tous les niveaux d'enseignement (préscolaire, primaire et secondaire) ont augmenté au cours des dernières années ... Au niveau primaire, le TBS a crû de 17 points pourcentage entre 2000 et 2018 pour atteindre 100%, alors qu'au niveau secondaire, le TBS a plus que doublé à 36,8% » (il était en 2000 à 17,8). Banque Mondiale. Rapport sur la Situation Économique en Mauritanie. 2020.

Néanmoins l'accès à une éducation de qualité continue de représenter un défi majeur surtout dans le camp de M'berra, où le TBS est de 37% au primaire et de seulement 5% au secondaire (source HCR).

<sup>31</sup> Pour reprendre à nouveau l'approche analytique de Castel « il est moins question de décrire ou de caractériser une condition individuelle, de mesurer des niveaux ou facteurs de risque, que de repérer des sphères de l'existence collective en fonction des modes d'intégration de la société ».

<sup>32</sup> Dans ce sens nous essayerons d'aller au-delà de la vulnérabilité sociale individuelle pour intégrer la dimension territoriale. En effet les approches trop centrées sur les individus « tendent à faire oublier les contraintes qui les enserrant. Changer d'échelle et observer les territoires permet de rappeler que chaque individu se définit aussi par le milieu dans lequel il évolue, qui est à la fois un environnement physique et une collectivité humaine ». Marion Borderon et Sébastien Oliveau. Vulnérabilités sociales et changement d'échelle. L'espace compte ! Espace, populations, sociétés. 2016/3. Ce même concept est aussi précisé par M. Soulet (2005): « Le danger d'un recours aveugle à la vulnérabilité comme forme de lecture des situations sociales problématiques serait en effet de sous-estimer les limites à la disposition de soi et de ramener les problèmes relevant du système social à des considérations strictement individuelles en leur ôtant leur dimension politique ».

Similairement, les trajectoires éducatives pourraient représenter un facteur d'exposition à des dérives doctrinaires mais aussi constituer un facteur explicatif des difficultés d'insertion professionnelle qu'à leur tour pourraient générer des frustrations et alimenter ainsi des réflexes identitaires et communautaristes.

3. Il faut enfin noter que nous ferons ici souvent référence à l'espace sahélien,<sup>33</sup> afin d'inclure tant bien que mal les logiques transnationales qui traversent le territoire mauritanien indépendamment de la nationalité d'origine des groupes qui l'habitent.

## DYNAMIQUES CONFLICTUELLES

### EXTRÉMISMES VIOLENTS

4. Si le terme "terrorisme" renvoie généralement à l'usage systématique et indiscriminé de la violence pour atteindre un but politique ou idéologique, l'extrémisme violent fait plutôt référence à une pensée teintée de dogmatisme qui prône des modes d'action violents.<sup>34</sup> Néanmoins, « le concept d'extrémisme violent est loin de faire consensus. Malgré son emploi récurrent, il garde en effet un degré considérable d'ambiguïté ».<sup>35</sup>

5. Les facteurs à l'origine de l'extrémisme violent sont nombreux et spécifiques aux différents contextes et comportent des dimensions religieuses, idéologiques, politiques, économiques et historiques.<sup>36</sup> Par notre grille d'analyse, nous avons émis plusieurs hypothèses à caractère cumulatif et d'interaction pour expliquer la vulnérabilité des jeunes à l'est de la Mauritanie à l'extrémisme violent, qui vont de l'adhésion doctrinaire au déterminants socio-économiques.

<sup>33</sup> Par son origine arabe le « sahel » ne serait qu'un rivage « quelconque ». Ici nous l'entendons – de manière sans doute simplificatrice – plutôt comme un espace géopolitique traversé par des enjeux communs (et donc comme un lieu qui transcende les frontières déterminées par les isohyètes et la précarité des ressources naturelles). Voir à ce propos : Retailé, D. Sahel, sahel. L'Information géographique, 1/82, pp. 34-81.

<sup>34</sup> La notion d'extrémisme violent est rarement définie. Dans ce sens la volonté interprétative de l'OSCE constitue une exception: « The term "violent extremism" is rarely defined but generally refers to acts of violence that are justified by or associated with an extremist religious, social, or political ideology. The concept of violent extremism is broader and more expansive than terrorism, because it accommodates any kind of violence, as long as its motivation is deemed extremist ». A Whole-of-Society Approach to Preventing and Countering Violent Extremism and Radicalization That Lead to Terrorism. OSCE (Organisation for Security and Co-operation in Europe), 2020. Cette définition a le mérite d'élargir la notion d'extrémisme violent à des idéologies politiques et sociales et non seulement à celles ancrées dans le fait religieux.

<sup>35</sup> L'auteur poursuit : « Pour désigner la nébuleuse des groupes que l'on pourrait qualifier d'extrémistes violents, les communautés de la région de Mopti se servent plutôt de la notion prudemment ambiguë de « gens de la brousse », qui dénote à la fois une prise de distance et un refus de jugement de valeur ». Si les victimes deviennent bourreaux. Facteurs contribuant à la vulnérabilité et à la résilience à l'extrémisme violent au Sahel central. (Raineri) International Alert, 2018.

<sup>36</sup> Malgré des généalogies géographiquement déterminées de l'extrémisme violent (ou des extrémismes violents), on fait souvent référence aux niveaux d'analyse micro, méso et macro ainsi qu'aux facteurs d'ordre politique, idéologique et religieux, socio - psychologique individuel et social, culturel et identitaire.

<sup>37</sup> Voir à ce propos les travaux de René Otayek.

<sup>38</sup> Clara Arnaud (2016).

<sup>39</sup> « Les mouvements « islamistes » ne sont pas principalement salafis (au sens wahhabi du terme), et que l'opposition soufisme/salafisme n'est pas absolue, car bon nombre d'ordres soufis militants, des XVIIIe et XIXe siècles, brouillent la distinction entre le soufisme et le salafisme ». Ousmane Kane. L'« islamisme » d'hier et d'aujourd'hui. Cahiers d'études africaines [En ligne], 206-207, 2012.

<sup>40</sup> Xavier Crettiez. Penser la radicalisation. Une sociologie processuelle des variables de l'engagement violent. Presses de Sciences Po | « Revue française de science politique ». 2016/5 Vol. 66 | pages 709 à 727. En opérant une comparaison dramatique il affirme plus tard « Si l'islamisme d'obédience salafiste est considéré en France comme radical, c'est bien la pensée laïque et républicaine qui peut faire l'objet, en Arabie saoudite ou en Iran, d'un tel qualificatif ! ... On le comprend, le concept de « radicalisation », parce qu'il renvoie à une forme de pensée déviante, peut rapidement s'apparenter à un outil étatique de stigmatisation de toute « vision non conventionnelle » ».

6. En Mauritanie, l'enseignement traditionnel (ou originel) est central dans les parcours de construction identitaire de l'individu et a toujours constitué un facteur d'unité culturelle imprégnant en profondeur représentations, valeurs et pratiques sociales.

Cependant, les structures d'instruction populaire n'ont pas toujours su préserver le modèle religieux conventionnel (fondé sur le rite malékite) face aux nouvelles articulations et pratiques liées à la « renaissance islamique ».<sup>37</sup> L'émergence d'autres formes de dévotion - et notamment de la mouvance salafiste dans sa déclinaison « sahélienne » - a souvent généré des peurs : le risque perçu étant celui « d'une forte adhésion des jeunes à des courants religieux qui se constitueraient en « fédérateurs de frustrations » et porteurs de solutions, prônant l'intolérance, voire la violence, et mettent en péril des équilibres sociaux et politiques déjà précaires ».<sup>38</sup>

Néanmoins, d'un point de vue idéologique, il a été montré qu'aucune frontière hermétique ne pouvait raisonnablement être instituée entre un islam soufi et les courants salafistes.<sup>39</sup>

Ainsi, l'essor de la mouvance « réformatrice » dans l'espace sahélien ne laisserait en soi prédire aucune dérivation violente. A cet égard, il a été souvent souligné l'importance d'**opérer des distinctions entre des faits foncièrement différents comme le fondamentalisme, l'extrémisme et le terrorisme**, et ainsi entre ferveur doctrinaire (radicalité cognitive) et passage à l'acte (radicalité comportementale). Autrement dit, « tout comportement radical n'est pas forcément violent et établir un lien d'automatisme entre conduite religieuse stricte (le salafisme) et activisme violent (le djihadisme) relève d'un dangereux raccourci qui ne tient pas compte de la multiplicité des formes de l'engagement salafiste ».<sup>40</sup>

7. Néanmoins, si l'essor de la mouvance salafiste violente a été flagrant au Mali, la Mauritanie a opéré, au cours de ces dernières années, un contrôle très strict sur les propensions «déviantes».<sup>41</sup> Cela s'est rendu possible grâce à la capacité de mobiliser (ou d'encadrer) « les oulémas (docteurs de la loi religieuse) et les fuqhahas (juristes religieux) afin de contrecarrer les propagandes des salafistes djihadistes et corriger leurs fausses perceptions religieuses ».<sup>42</sup> Ainsi, malgré le dispositif institutionnel parfois impalpable,<sup>43</sup> le travail de contrôle s'est poursuivi sur plusieurs plans et à travers plusieurs canaux. Dans le camp de M'berra, des dynamiques semblables ont été à l'œuvre. Les autorités du camp, principalement à travers l'association des maitres-coraniques, opèrent un contrôle régulier sur les éventuelles dérives idéologiques dans les mahadras ou dans les mosquées.<sup>44</sup> Par conséquent, s'il est possible que des phénomènes d'embrigadement doctrinaire persistent, ils se déploient vraisemblablement sur une échelle nationale et non autour de dynamiques frontalières.<sup>45</sup>

8. Plusieurs travaux ont toutefois mis en évidence qu'au Sahel l'idéologie est un moteur accessoire de l'affiliation aux groupes armés.<sup>46</sup> Si certains mettent en exergue le besoin pour la population locale d'identifier des mécanismes de protection ainsi que l'alimentation d'un sentiment d'appartenance face à la présence endurent d'une opportunité,<sup>47</sup> d'autres insistent sur la superposition entre réseaux criminels et groupes djihadistes et sur la prise des armes comme modalité d'ascension sociale. Ainsi, les trajectoires d'engagement ne seraient pas déterminées par une adhésion doctrinaire des recrues (et donc à une radicalisation de l'islamisme), mais plutôt par un appât du gain (ou une islamisation de la radicalité) que se teinte parfois de nuances communautaristes.<sup>48</sup> En effet, dans l'enchevêtrement des dynamiques à l'origine de la crise malienne, les insurrections armées à fondement ethnico-nationaliste et les mouvements terroristes agissent souvent sur la trame d'un réseau consolidé de trafic. De ce fait, au Mali les trajectoires de la criminalité deviennent parfois parallèles (si non coïncidentes) avec celles du djihadisme et de la lutte armée.<sup>49</sup>

<sup>41</sup> La manière dont le maillon faible de la chaîne (premier pays à être frappé par des attaques terroristes en 2005, souvent considéré le berceau des jihadistes) est devenu l'un des plus résilients, est souvent prise à exemple dans la sous-région.

<sup>42</sup> Cheikh Mohamed Lemine Bellal. *Contre le terrorisme en Mauritanie : la déradicalisation des extrémistes*. Comité d'études de Défense Nationale | « Revue Défense Nationale » 2015/4 N° 779 | pages 47 à 52. « Les autorités s'appuient désormais sur les imams et les érudits pour renforcer la tradition musulmane mauritanienne, fondée sur le rite malékite plus souple dans l'interprétation des textes. À cette fin, 800 imams ont été recrutés dans le cadre d'un programme ambitieux qui vise à accroître le contrôle sur les chaires des mosquées et à empêcher d'y tenir des prêches radicaux. Ces imams contribuent à combattre l'idéologie terroriste sur le terrain des idées. Les sermons des prières du vendredi et les prêches sont dorénavant soigneusement encadrés par les autorités religieuses. Dans ce même ordre d'idées, le ministère de l'Orientation islamique, responsable des affaires religieuses multiplie les colloques et les congrès avec des thèmes explicites : « Islam modéré, application et compréhension », « Pour une interprétation correcte de l'Islam ». Ces forums de discussion qui réunissent des oulémas, des imams et des intellectuels visent à exalter les vertus réelles de l'Islam. »

<sup>43</sup> Par exemple à Bassikounou (et donc pour l'ensemble du Département) il n'y a qu'un seul représentant du MAIEO.

<sup>44</sup> Entretien avec les représentants de l'Association des Maitres coraniques du camp de M'berra.

<sup>45</sup> « La maîtrise des textes religieux, érigée en culture et/ou identité dans ce pays, a un effet à double sens : elle fait œuvre de protection contre les dérives dans certains cas (individus trop imbibés de savoir dogmatique pour être attirés par les discours extrémistes) mais, dans d'autres cas, elle fait office de faire-valoir pour les détenteurs de ce savoir. Ils seront propulsés dans les sphères de décision et de conception des extrémistes violents ». Mariam Bah pour HD. René Otayek souligne aussi la transnationalisation du processus et l'importance du phénomène des « oulémas sans frontières » : « (en Mauritanie) l'imprégnation de la société par l'islam y est telle qu'on a pu le qualifier de « civilisation nationale ». Entretenant des rapports complexes, souvent ambigus avec l'Etat, l'islam mauritanien s'exporte très bien, notamment dans les pays du Golfe où l'on ne compte plus les imams, cadis, universitaires, marabouts et prédicateurs mauritaniens, tous très prisés pour leur maîtrise des sciences religieuses ». René Otayek. *Une production islamique de la mondialisation. Les relations Afrique-monde arabe à l'ère du transnationalisme contemporain*. Dans *Confluences Méditerranée* 2014/3 (N° 90), pages 23 à 37.

<sup>46</sup> Voir à ce propos Raineri / *International Alert* (2018). « S'il est vrai qu'au Sahel les groupes armés se réclamant du djihadisme présentent leur action comme étant ancrée dans une interprétation des écritures islamiques inspirée du salafisme (quoique de façon souvent assez floue et imprécise), nombre d'observateurs locaux considèrent que « l'appel au djihad armé n'est qu'une simple couverture pour amuser la galerie », et que les vrais mobiles de l'extrémisme violent n'ont rien d'idéologique. »

<sup>47</sup> United Nations University. *Bercés par le conflit : l'implication des enfants au sein des conflits armés contemporains*. Résumé analytique. 2018. L'analyse met en évidence que la plupart des enfants ne « choisissent » pas de participer, mais bien qu'ils « grandissent » au sein de ces conflits. Les conflits structurent les informations qu'ils voient et les choix qu'ils font. ... De nos jours, certains facteurs spécifiques qui influencent le niveau d'engagement coïncident de façon significative avec ceux qui ont, dans le passé, contribué à l'implication des enfants au sein de contextes conflictuels (notamment, la sécurité physique et alimentaire, le réseau familial et social, les incitations financières, la coercition, le statut et l'identité) ».

<sup>48</sup> On reprend ici la thèse d'Olivier Roy qu'en employant le terme de radicalité fait surtout référence à la déviance terroriste : « Tous ces prétendus djihadistes, on ne les a pas vu pratiquer un islam « communautaire ». ... Leur servir un « islam modéré » ne sert donc à rien car c'est la radicalité qui les attire. ... Le salafisme n'est pas seulement une question de prédication financée par l'Arabie saoudite, c'est bien le produit qui convient à des jeunes en rupture de ban. ... rejoindre Daech c'est la certitude de terroriser ».

<sup>49</sup> « Il importe donc de penser différemment le terrorisme islamiste, comme un « djihadisme de circonstance » ou un avatar de la criminalité ordinaire, et qui se drape des oripeaux de l'idéologie extrémiste pour légitimer et rendre plus profitables ses activités criminelles ou exactions ». Catherine Van Offelen. *Le vrai visage du terrorisme Sahélien : le grand banditisme et la criminalité ordinaire*. *Conflits*, 28 juillet 2020. Une étude récente du PNUD dans le Hodh Chargui certifie l'association du terrorisme à la criminalité dans la perception des jeunes. « Les mots que les populations associent le plus au terrorisme est le crime... La très grande majorité des gens font le lien entre crime et terrorisme (86.4%) et c'est révélateur du rejet de ce phénomène. Notons que seuls 2.2% associent le terrorisme à l'islam ou au jihad ». MID/DGAT, PNUD. *Enquête sur les perceptions du terrorisme et les conflits dans la zone de Hodh Echargui*. 2019.

Cependant, « l'implication dans les réseaux de trafics et leur protection semblent s'exécuter moins sur la base d'une cooptation libre et individuelle que par le biais des appartenances communautaires ».<sup>50</sup> Ainsi, au Mali, les frontières entre les différents groupes sont souvent dictées par des logiques tribales et « ethniques ».<sup>51</sup>

9. Si ces mêmes réseaux de banditisme se déploient au sud-est du territoire mauritanien, ils restent peu visibles (puisque marginaux ou invisibilisés) et dans tous les cas peu décrits par la population locale.<sup>52</sup> Au sein d'un milieu où les armes circulent peu, les trajectoires de déviance vers l'extrémisme violent ou le banditisme de grand chemin perdraient ainsi la tendance à « s'autonomiser » de ses déterminants et acquérir une logique de reproduction indépendante.<sup>53</sup> Dans ce contexte, la notion de frontière, trace d'un héritage colonial historiquement négligé dans les relations entre groupes et devenu secondaire à l'heure de l'intégration régionale, semble réacquérir, comme souvent en période de crise, tout son sens et redéfinir, malgré ses porosités, la séparation entre ces deux territoires;<sup>54</sup> elle rematérialise la souveraineté de l'État et son autorité qui veut souligner et faire valoir politiquement – principalement vis-à-vis de la communauté internationale – sa capacité à préserver l'ordre. Par simple inscription dans la déclinaison territoriale, les instances de gouvernance du camp de M'berra ne pourraient que s'aligner sur cette orientation.

10. Par ailleurs, il a été souligné à plusieurs reprises que « l'extrémisme violent au Sahel central semble répondre bien davantage à des problématiques locales spécifiques qu'à des logiques globales ». A cet effet, nous avons voulu élargir le spectre de l'analyse et nous concentrer sur les facteurs qui pourraient constituer les éléments déterminants d'une trajectoire axée

sur la violence. Notre regard se portera donc sur les éléments qui agitent la jeunesse locale dans sa quête de participation et d'émancipation et donc sur la perception d'abus, d'exactions ou de discriminations subis par le système.

## STRUCTURES SOCIALES

11. Dans la littérature sur l'extrémisme violent on rencontre souvent la théorie selon laquelle les dynamiques de servilité puissent constituer l'un des facteurs principaux des risques de « radicalisation ».<sup>55</sup> En effet, face à une société sclérosée ou les rapports sociaux et intergénérationnels se construisent sur des lignes de fracture qui réduisent les marges d'action individuelles et contraignent les jeunes dans la condition et le métier de leurs parents (surtout lorsque l'extraction sociale est inférieure), l'affiliation à des mouvances qui prônent des nouvelles formes de recomposition sociale (qui transcendent donc les différences entre lignages nobles et anciens captifs) pourrait être perçue comme une modalité de contestation des ordres établis. Mais le rejet des champs sociaux pourrait également engendrer des phénomènes de contestation violente sur un fond non-doctrinaire des systèmes de pouvoir en place.

12. Il est fort probable que les logiques d'appartenance à une classe sociale (ou à une caste) n'aient plus le poids qu'elles avaient autrefois mais les principes à la base de la stratification demeurent toujours présents dans les esprits : « même si les États contemporains n'ont pas ménagé leurs efforts – notamment au niveau constitutionnel – pour effacer les différences de caste, même si les sociétés se transforment rapidement, les structures mentales médiévales perdurent et l'actuelle radicalisation est un des révélateurs de cette crise sociétale sans précédent ».<sup>56</sup>

<sup>50</sup> G. Zanoletti. *Sahel : pourquoi prendre les armes ? Une revue de littérature*. AFD Papiers de recherche. N.134. Juillet 2020.

<sup>51</sup> « Au Mali, l'évocation de l'extrémisme violent et de la radicalisation ne rencontre aucun écho au sein des populations locales pour lesquelles les conflits intercommunautaires au sujet des ressources et du bétail (exacerbés par le changement climatique et la corruption, la faiblesse et le repli de l'État) sont des préoccupations plus prioritaires ». PNUD, 2018.

<sup>52</sup> Il n'est pas anodin que, dans les échantillons de notre enquête, la situation sécuritaire soit jugée bonne par 87,5% des jeunes résidents (et moyenne par 11,4%) et par 96,9% des jeunes réfugiés (et moyenne pour le restant 3,1%). Si l'on regarde les événements les plus redoutés parmi les jeunes résidents ce sont surtout changements climatiques et sécheresse (38,5%) ainsi que la crise sanitaire (32,3%) à inquiéter alors qu'insécurité banditisme et criminalité (4,2%) sont beaucoup moins redoutés tout comme l'instabilité politique et les conflits armés (5,2%) ou encore la perte d'emploi (4,2%) ou des moyens d'existence (4,2%). Ces chiffres sont bien différents auprès de la population réfugiée qui craint surtout les accidents de la vie (53,1%), l'insécurité, le banditisme et la criminalité (39,6%), l'instabilité politique et les conflits armés (41,7%) ainsi que le fait de ne pas pouvoir rentrer au pays (32,3%) beaucoup plus que la perte d'emploi (8,3%) ou des moyens d'existence (5,2%) ou encore la crise sanitaire (19,8%) et la sécheresse et les changements climatiques (11,5%). Cela confirme la solidité du lien des réfugiés avec leur pays de provenance et la manière dont les événements au-delà de la frontière affectent les représentations des jeunes.

<sup>53</sup> Zanoletti (2020).

<sup>54</sup> Il se peut que les fréquentes fermetures des frontières de ces deux dernières années du principalement à la crise sanitaire aient contribué au phénomène. Les dynamiques transnationales de circulation, si elles sont prégnantes, comme le démontrent les travaux menés ailleurs dans le monde (Péraldi, 2001; Tarius, 2001), se heurtent aux cadres étatiques rigides. La connaissance des organisations terroristes est par ailleurs un autre indicateur de séparation : « La connaissance des organisations terroristes par les populations cibles de l'enquête est insignifiante. Ils ne sont que 6% à déclarer connaître des organisations terroristes. Par ailleurs, 98,5% des personnes interrogés disent que ces organisations n'ont pas raison et que donc leurs actes sont injustifiés ». Voir MID/DGAT, PNUD (2019).

<sup>55</sup> « La question de l'esclavage et de la servilité sont en réalité des variables cachées des mouvements sociaux et des insurrections qui se déploient au XXIe siècle dans les différents pays de la région. Certes la question est plus vive dans un pays comme la Mauritanie où l'abolition de l'esclavage date de 1981, mais en réalité les discriminations liées à la caste et à l'ascendance servile sont implicitement toujours à l'œuvre dans les autres pays de la région ». Centre for Humanitarian Dialogue, PNUD. *Radicalisation, violence et (in)sécurité. Ce que disent 800 sahéliens*. 2016. Par ailleurs il a souvent été souligné qu'aucun des principaux groupes « ethniques » présents de deux côtés de la frontière ne se présente comme bonne élève de l'idéal d'une société moins stratifiée et hiérarchisée.

<sup>56</sup> Ibidem.

Ainsi les anciens liens de vassalité (parfois manifestes, parfois plus voilés) continuent de constituer un facteur d'identification et de subjectivation et les dynamiques de servitude politico-économiques « se reproduisent, sous une forme altérée, en coexistant avec les ruptures incontestables que l'abolition et l'émancipation ont apportées au système esclavagiste ».<sup>57</sup>

**13. Dans des sociétés si solidement hiérarchisées (sur des bases tantôt claniques tantôt ethno-raciales), l'asymétrie de naissance détermine souvent les parcours de vie.** Il n'est ainsi pas anodin de retrouver auprès des jeunes de Bassikounou et de M'Berra une confiance restreinte dans les formes de mobilité ascendante.<sup>58</sup> La rigidité des structures sociales est souvent comprise par les jeunes dans sa fatalité ou le rôle et le poids de l'individu (tout comme ses opportunités de progression) se déterminent souvent par son le lignage ; **ainsi les stigmates inhérents à l'origine servile continuent d'alimenter les pratiques de démarcation sociale.**<sup>59</sup>

**14. Néanmoins, la persistance de ces structures mentales archaïques fondées sur les valeurs hiérarchiques des groupes statutaires est parfois contestée par les jeunes** (surtout les plus urbains) qui ne se reconnaissent pas dans une société qui semble toujours légitimer des positions de dépendance et des modalités de fonctionnement communautaristes,<sup>60</sup> et appellent à un renouveau qui passe par une évolution des structures de pouvoir. A leur sens c'est donc la gérontocratie qui est productrices de hiérarchies et

de divisions et « c'est seulement en accordant une place sociale plus importante aux jeunes que la société pourra évoluer ».<sup>61</sup>

**15. En dépit des avancées importantes enregistrées au cours de ces dernières années, la position des femmes en Mauritanie demeure en enjeu crucial de développement.**

La construction et la distribution des rôles sociaux assignés aux femmes reposent sur des systèmes de valeur peu mouvants qui réitèrent des inégalités de genre et qui vont au-delà de toute idéalisation contingente.<sup>62</sup>

Très jeunes, les femmes sont confrontées à des problématiques de maternité ou de mariage qui restreignent fortement leurs perspectives dans le domaine de l'éducation et de l'accès à l'emploi.<sup>63</sup> **Confinées aux rôles reproductifs et de gestion du foyer dans le cadre marital, le poids des normes sociales est souvent vécu comme une prédestination inaltérable.**

Néanmoins des progrès notables se produisent, même en milieu rural, dans le domaine de l'éducation<sup>64</sup> et l'implication des femmes dans la vie associative locale (que cela soit dans le camp de M'berra ou dans les autres espaces urbains), bien que marginale, et significative.

<sup>57</sup> Lecocq et Hahonou cités par : G.Zanoletti. (2020). Dans ce même sens l'auteur fait aussi référence au fait que « l'adhésion au « djihadisme » représenterait aussi une opportunité d'ascension sociale et de rupture des liens féodaux, qui permettrait aux bergers peuls ayant des animaux en gestion de se (re)constituer un cheptel. »

<sup>58</sup> Dans nos échantillons seulement 37,5% des jeunes résidents pense pouvoir s'en sortir mieux que les parents, 45,8% des résidents croit que leur situation sera similaire et 16,6% qu'elle sera moins bien. Parmi les jeunes réfugiés le degré de confiance est bien plus élevé avec 52,1% de jeunes pensant pouvoir s'en sortir mieux que les parents. Ces chiffres sont toutefois à mettre en relation avec le déplacement forcé des parents.

<sup>59</sup> « La distinction centrale dans la société mauritanienne, tous groupes ethniques confondus, est celle qui sépare les personnes en fonction de leur statut de liberté et de servilité. Cette distinction se fonde sur l'opposition forte entre la pureté et l'impureté du sang, c'est-à-dire des origines paternelles. La pureté se rapporte au statut des hommes libres et nobles, qui ne portent pas dans leurs généalogies la tache de la servitude (Ennaji 1997, Seating 1993). L'impureté des groupes serviles perdure pendant une ou plusieurs générations, selon les coutumes locales. Ils connaissent ainsi divers degrés de dépendance, allant de l'extrême dépendance qui caractérise les esclaves licites, à une autonomie discriminée socialement ». Mariella Villasante Cervello. Les formes extrêmes de dépendance dans la société hassanophone de Mauritanie et les revendications d'égalité sociale. L'idéologie du pur et de l'impur.

<sup>60</sup> « Plus d'un demi-siècle après l'indépendance du pays, les Mauritaniens continuent à vivre selon un mode de fonctionnement communautariste qui ne dit pas son nom. En dehors de certains aspects de la vie religieuse (communautés confrériques), il n'existe pas d'espaces publics communs aux différents groupes ethniques, ni de véritables passerelles culturelles et sociales entre eux. La cohabitation des divers groupes est, sauf quelques exceptions (mariage mixte, voisinage dans quartiers riches), figée dans l'ignorance de l'autre et la méfiance réciproque. Dans les périodes de calme, les Mauritaniens vivent dos à dos, enfermés, chacun dans sa bulle communautaire. Dans les moments de crise, ils sont face à face, dressés les uns contre les autres. » Mariem Baba Ahmed. Radicalisation et citoyenneté. Ce que disent 800 sahéliens. Rapport National Mauritanie. Centre for Humanitarian Dialogue, 2016.

<sup>61</sup> Cette phrase a été prononcée de manière récurrente dans nos entretiens.

<sup>62</sup> « Les femmes ont leur rôle qui est celui de la valorisation des représentations hiérarchiques et de la constance de l'ordre qui en échange les « sublime » en quelque sorte. Le subtil avec la perception de la femme en Mauritanie, c'est ce jeu qui place le statut féminin « noble » au-dessus de tout, dans la symbolique, mais qui reprend autrement la part de patriarcat dans une auto-restriction gérée par les femmes elles-mêmes et qui dans sa finalité les assigne dans un espace maîtrisable dont elles n'ont de droit de mouvement conséquent qu'en son sein ». Ibidem.

<sup>63</sup> Sur 51 femmes résidentes interviewées dans le cadre de notre enquête seulement 9 ont un travail (17%, contre un 57% des hommes) et seulement 2 sont salariées. Parmi ces 9, 8 ont été aidé par le clan ou la famille élargie à trouver un travail. Parmi celles qui n'ont pas d'emploi 32 sur 42 ne sont pas optimistes par rapport à la possibilité d'en trouver un sur le court terme (76%).

Pareillement, parmi les femmes réfugiées seulement 11 ont un travail (21%, contre 34% des hommes) et seulement 3 sont salariées. Là aussi 7 sur 11 ont été aidé par la famille pour trouver un emploi. Parmi celles qui n'ont pas d'emploi 28 sur 41 (68%) ne sont pas optimistes par rapport à la possibilité d'en trouver un sur le court terme.

<sup>64</sup> A titre d'exemple dans notre échantillon sur la population locale malgré des modèles d'accès de l'école tendant vers l'égalité, seulement 17% des femmes interviewées inscrite au cycle primaire ont poursuivi dans le cycle secondaire contre 34% au niveau des hommes.

## STATISTIQUES ETHNIQUES

Si la question des origines demeure centrale en Mauritanie, elle risque de le devenir aussi au camp de M'berra ou les tensions intercommunautaires de l'autre côté de la frontière pourraient trouver un terrain fertile pour proliférer. Et si les acteurs humanitaires travaillent avec obstination afin de favoriser la coexistence pacifique, l'utilisation d'outils de catégorisation sur base ethnique pourrait nuire aux efforts. Il faudrait en effet se demander dans quelle mesure la production de statistiques ethniques est un acte de division éthique. L'usage de classifications statistiques, surtout lorsqu'elles touchent, de près ou de loin, la question des origines, ne constitue pas un fait politiquement neutre et socialement anodin.<sup>65</sup> En effet, **plus que décrire la réalité, les statistiques contribuent à la façonner.**<sup>66</sup>

Toute démarche d'identification ethnique engendre inévitablement des pratiques de différenciation de la société fondées sur des marqueurs identitaires incertains : **l'ethnie demeure en effet un concept culturellement instable** et les « catégories dites "ethniques" ne peuvent être qu'à la fois hypothétiques, temporaires, évolutives et réfutables ». <sup>67</sup>A l'échelle du camp de M'berra, il s'agit donc des risques découlant des usages qui sont faits des représentations catégorielles de la population réfugiée et **de la nécessité de sortir définitivement d'une approche ethniciste** (évitant ainsi que ces représentations soient réinvesties par un entrepreneuriat politique sans scrupules qu'à des fins électoralistes préfère nier la souplesse qui a toujours entouré le concept d'ethnie en Afrique tout comme l'ancienneté des « logiques métisses »).<sup>68</sup> L'enjeu principal demeure celui **d'éviter de creuser les ornières par un recours excessif à la référence identitaire, souvent porteuse de divisions et, potentiellement, de dynamiques conflictuelles.**<sup>69</sup> La coordination du camp a pris

parfaitement la mesure des risques ; cependant il reste difficile de contrer les dynamiques représentatives à base ethno-raciale (cela est déjà le cas pour les jeunes<sup>70</sup>) qui se sont consolidées dans le camp et qui marquent sensiblement les divisions. Dans ce sens il nous semble qu'il **conviendrait faire la distinction entre les informations collectées lors des procédures d'enregistrement et le périmètre de leur utilisation.** Si d'un côté la prise en compte des "variables d'origine" » (ou le sens d'appartenance à un groupe indépendamment de la pertinence ou de la légitimité du récit)<sup>71</sup> s'avère souvent essentielle pour identifier des enjeux sociétaux et d'éventuels dynamiques persécutives ou discriminatoires (tout comme les informations sur le genre, l'âge, la religion, l'origine sociale, la présence d'handicap, etc.), l'utilisation des catégories ethniques à des fins discursives et explicatives serait à proscrire.

### CRISPATIONS IDENTITAIRES ET LOGIQUES DE MARGINALISATION

16. Dans notre cadre paradigmatique les dynamiques de cohésion sociale et d'élargissement des modes d'appartenance désamorcent les facteurs de vulnérabilité des jeunes.<sup>72</sup> Au contraire l'émergence d'appréhensions identitaires (qui se manifestent généralement dans le rejet ou l'exclusion de l'autre - le réfugié, l'allochtone) génère des contractions dans le champ du lien social et produit des formes de marginalité imposée. C'est à partir de là qui pourraient prendre origine **des dynamiques d'affiliation sociale manquée**, basée sur une construction écartée (ou une rupture progressive) des relations et de la sociabilité et un **affaiblissement des liens de proximité (et de solidarité horizontale)** entre individus qui déterminent, à leur tour et par reflexe, des replis communautaires parfois porteurs de violence.<sup>73</sup>

<sup>65</sup> Vincent Geisser. "Statistiques ethniques", statistiques éthiques ?. Dans *Migrations Société* 2007/6 (N° 114), pages 3 à 11.

<sup>66</sup> « La statistique n'est pas simple enregistrement de données qui seraient inscrites dans la réalité, elle contribue à créer la vie sociale en donnant une forme à la conscience que les sociétés prennent d'elles-mêmes. En d'autres termes, les données élaborées par les statisticiens, comme toute politique et toute connaissance, deviennent une part de la réalité elle-même ». Schnapper Dominique. Allocution d'ouverture au thème 'Construire des catégories statistiques ethniques', sujet : État des lieux, état des problèmes. Dans Centre d'Analyse stratégique. Actes du colloque Statistiques 'ethniques'. Paris 19 octobre 2006, pp. 6-9.

<sup>67</sup> Ibidem. C'est d'ailleurs pour ces raisons que dans l'enquête quantitative le prisme ethnique n'a pas été mobilisé. Cela aurait en effet apporté aux résultats une variable d'interprétation difficile.

<sup>68</sup> D'après l'ouvrage de Jean -Loup Amselle.

<sup>69</sup> « À quel niveau d'une politique de population intervient l'information chiffrée ? Comment interagissent décision et enregistrement ? Dans quelle mesure la statistique a-t-elle démultiplié l'efficacité, l'impact de politiques de déplacements forcés et génocidaires ? Répondre précisément à ces questions est encore difficile, bien qu'il existe des faits qui attestent ces usages de façon indiscutable : l'identification par le régime nazi des Juifs du Reich avec le recensement de 1939, ou encore la localisation des citoyens japonais à des fins d'internement par le recensement américain de 1940 ». Morgane Labbé. Statistique ethnique, légitimité politique et changement de régime. Dans *Critique internationale* 2009/4 (n° 45), pages 9 à 18.

<sup>70</sup> Derrière la coordination des jeunes, les « communautés » principales (arabes, peuhls) ont en effet leurs représentants (focus groupes avec les jeunes).

<sup>71</sup> « Tout groupe, quelle que soit sa nature, bénéficie de deux systèmes d'appellation, l'un endogène et fondé sur des désignations de proximité, l'autre exogène et caractérisé par des traits, plus ou moins typés, voire méprisants ou dévalorisants. Cela permet de consacrer l'opposition « eux/hous » dont la valorisation excessive peut parfois entraîner des relations conflictuelles entre groupes composant la société politique. » Serge Paulin Akono Evang. Contribution à une science africaine de l'ethnie à partir de l'expérience camerounaise. Dans *Droit et société* 2014/1 (n° 86), pages 157 à 174.

<sup>72</sup> Souvent évoquée à cet égard, la notion de vulnérabilité relationnelle, sans prétendre à un tout social cohérent, se propose de rendre compte de l'appauvrissement des liens sociaux, de la fragilisation des réseaux locaux protecteurs et des cadres sociaux intégrateurs et donc de la perte du capital social (Pierre Bourdieu) et de ressources mobilisables pour alimenter les dispositifs et les modalités d'intégration.

<sup>73</sup> Les processus de marginalisation sont en effet réitératifs ; l'altérité et la subjectivité, lorsqu'elles butent contre un manque de reconnaissance, donnent lieu souvent à un projet émancipatoire fondé sur des catégorisations qui creusent les lignes de fracture sociales entre groupes (c'est par exemple le cas des dérives communautaires au Mali qui prennent des formes d'extrémisme violent sur fond non religieux et qui alimentent des processus de fragmentation sociale).

## EUX CHEZ NOUS

17. Par-delà les singularités territoriales, aucun conflit majeur ne semble s'inscrire dans la relation entre réfugiés et population hôte.<sup>74</sup> Les rapports sont généralement fondés sur des paradigmes de cohabitation et parfois de collaboration même si **les frontières sociales relatives aux liens intercommunautaires semblent invariablement vaciller entre logiques d'intégration et de différenciation.**

Cela se reflète par ailleurs dans les discours de la population locale qui semblent souvent s'articuler autour d'un double ressort.<sup>75</sup>

18. **Le premier ressort consiste à valoriser les dynamiques de coexistence pacifique dans une posture que, selon toute vraisemblance, paraît politiquement induite.** Ainsi **ce sont des valeurs d'hospitalité qui s'inscrivent dans les traditions coutumières des terres arides<sup>76</sup> (et ayant bénéficié d'une sublimation par l'Islam)<sup>77</sup> à être régulièrement évoquées.** Ces modèles d'accueil se conçoivent par ailleurs à partir d'une **proximité culturelle construite au cours de plusieurs siècles d'échanges commerciaux** (lorsqu'il ne s'agit pas d'une même appartenance tribale).<sup>78</sup>

19. **Le deuxième ressort, souvent tu** (quoiqu'encore visible en filigrane) **mais de temps à autre mobilisé, consiste à mettre en exergue les tensions** (rarement des conflits ouverts) **qui animent et traversent les territoires et qui sont généralement dues à la pression sur les ressources naturelles** (principalement les pâturage, moins souvent les points d'eau) ; il s'agit de postures basées sur un récit d'autochtonie mais aussi sur des rivalités

d'ordre politique ou tribal (c'est le cas du conflit qu'oppose Termoz et Oulad Ich autour de Lerneb au Mali ayant parfois occasionné des confrontations meurtrières). Mais en quelque mesure ces remontrances pourraient également être l'exutoire d'un sentiment de marginalisation dans les mécanismes de distribution de l'aide internationale (et qui puise ses raisons dans un passé récent probablement révolu).

20. **En effet les contrariétés manifestées par la population locale à l'égard des modalités d'attribution des aides dont témoignaient les travaux précédents persistent mais ne paraissent pas (ou plus) indiquer des dynamiques potentiellement conflictuelles.**<sup>79</sup>

Dans les discours des jeunes des supposées logiques volontaires de discrimination opérées par les organisations internationales dans le ciblage des appuis continuent d'être alléguées, parfois de manière purement instrumentale, comme le réflexe d'un ressentiment ayant élevé l'insatisfaction à un état chronique.

21. **En interrogeant l'historique des perceptions autour des relations, il paraît que dans les représentations sociales à la figure de l'étranger s'est adjointe celle de l'assisté qui a matérialisé toutes les frustrations de la population locale** – et notamment des jeunes – et a contribué à nourrir le sentiment d'exclusion et du manque de perspectives d'amélioration de sa condition. L'enjeu a souvent été déplacé sur le terrain des principes, voire sur la protection d'un recueil de valeurs à caractère poujadiste (travail, effort, mérite) ; d'un côté les réfugiés inactifs et pourtant titulaires de toutes les prestations sociales et bénéficiaires exclusifs de la manne de l'aide, de l'autre une population locale faisant preuve de persévérance et de volontarisme et pourtant privée de toutes assistance.

<sup>74</sup> Parmi les réfugiés, 86 jeunes (89,6%) considèrent bonnes et sans tensions les relations entre réfugiés et population hôte alors que seulement 9 considèrent qu'elles sont fragiles. Au sein de la population résidente trois quart des jeunes (75%) considèrent les relations avec les réfugiés bonnes, seulement 2 les considèrent fragiles alors qu'un bon nombre d'interrogés ne se sentent pas en mesure de répondre (il s'agit principalement de jeunes résidents dans des localités où la présence des réfugiés est marginale comme Kork et Gneiba).

<sup>75</sup> Ceci est d'ailleurs bien documenté par les travaux précédents : « D'un côté le discours, et il est certainement sincère, de l'ensemble des acteurs et des villages est de souligner cette tradition d'hospitalité et de partage des ressources liée à la transhumance, sans doute facilitée par une proximité culturelle et des modes de vie similaires des deux populations. De l'autre, cependant, les réfugiés peuvent faire l'objet d'accusations, fondées ou pas... Les accusations ... sont celles de voler du bétail, et de provoquer des feux de brousse et des querelles entre enfants... ainsi que la coupe du bois et de la paille... Ils pèsent sur les ressources en eau et en pâturage mais aussi sur la qualité de l'herbe ... Ils sont également responsables de l'apparition de maladies qui n'étaient pas connues ainsi que de la destruction des forêts. » UNHCR. Diagnostic de l'impact des réfugiés sur les populations hôtes. Analyse de l'impact des réfugiés et diagnostics participatifs auprès des populations hôtes. Octobre 2019.

<sup>76</sup> L'hospitalité a toujours occupé une place centrale dans les sociétés arabes. Souvent elle était déterminée par la rudesse des conditions et par la nécessité de préserver les liaisons commerciales (et donc la livraison continue des biens) entre communautés éloignées habitant des territoires arides et souvent traversés par des conflits tribaux. Ce n'est donc pas anodin que l'Islam déduise ses principes du droit de l'hospitalité avec les notions de *djiwar* et *d'idjara* qui signifient le voisinage, la protection.

Par ailleurs la qualité de l'accueil traduisait également le rang social de la famille hôte, que, grâce aux récits des colporteurs, se donnait l'opportunité d'inscrire dans les représentations – et donc faire valoir vis-à-vis de l'extérieur – sa position.

<sup>77</sup> « Les prescriptions coraniques concernant l'attitude vis-à-vis du voyageur (voir la Sourate XVII, 26 : « Et donne au proche ce qui lui est dû ainsi qu'au pauvre et au voyageur... »), qu'il faut protéger bien avant qu'accueillir comme hôte, font davantage allusion à des devoirs éthiques d'ordre social qu'à une véritable hospitalité théologique ». Claudio Monge. Dieu hôte : rituels de l'hospitalité.

<sup>78</sup> A ce propos il serait certainement pertinent d'interroger plus en profondeur la manière dont les solidarités avec les réfugiés s'inscrivent dans des affinités linguistiques (*hassanophones* et *kel-tamasheq*) et tribales. Nous partirions de l'hypothèse que la communauté hassanophone malienne jouisse d'une certaine bienveillance et que, au contraire, les familles d'origine *peuhles*, *bambara* et *sonrhai* puissent faire l'objet d'une mise à distance.

<sup>79</sup> Seulement 10 jeunes (10%) se sentent défavorisés par rapport aux réfugiés dans les modalités de ciblage de l'aide des organisations internationales, 44 (46%) se sentent un peu défavorisés, les restants 37 ne sentent pas défavorisés. Ce chiffre est à fortiori surprenant si l'on considère que parmi les répondants seules 13 jeunes ou leur familles (13,5%) ont été bénéficiaires d'aides provenant des organisations internationales (principalement des biens de première nécessité).

Les frictions ont donc fini par s'installer entre deux groupes sociaux défavorisés (les jeunes et les réfugiés) et s'inscrire dans un paradigme non inusuel où **le ressentiment engendre un redéploiement de la conflictualité sociale sur des catégories avec des fragilités analogues.**<sup>80</sup>

22. **Aujourd'hui une certaine inversion de perspectives semble se préciser avec un apaisement des impulsions de confrontation: ce qui était précédemment vécu comme une injustice ou un affront se réinscrit aujourd'hui dans le domaine de l'alternance.** Ceci est sans aucun doute à attribuer aux changements significatifs des modes opératoires des organisations internationales qui ont accordé au cours de ces dernières années un intérêt grandissant aux milieux d'accueil de la population réfugiée et ont travaillé à un élargissement des modalités d'accès aux biens, aux prestations et aux services.<sup>81</sup>

23. **Cependant, si la perception d'un mobile discriminatoire des formes d'assistances semble mal résister à l'épreuve des faits, elle continue malgré tout à être régulièrement entretenue par certains acteurs dans une posture foncièrement politique.** En effet, les consignes aux villages (et donc les dynamiques d'encadrement) se doivent d'être contrebalancées par des pratiques de négociation plus agressives : **des relations politiques régies par un rapport de force, souvent théâtralisé, se construisent ainsi avec les organisations internationales autour de la gestion et de l'orientation des ressources financières de l'aide.**

24. **Lorsqu'on soustrait les logiques humanitaires de l'équation analytique, l'on constate aisément que les relations commerciales entre réfugiés et population hôte semblent bien établies** (surtout en dehors du camp).<sup>82</sup> Cependant les témoignages de mariages entre les deux groupes demeurent rares. Plus que l'exogamie (union en dehors du groupe ou du lignage d'appartenance), c'est surtout l'hypogamie (union avec une personne de catégorie inférieure) à sembler proscrite pour certaines classes sociales puisqu'elle déterminerait un reclassement de l'individu - mais aussi indirectement de la famille - et une remise en cause des hiérarchies statutaires (et donc de la pureté).

**Ainsi les stratégies matrimoniales (ou d'alliance) marquent la persistance de pratiques claniques ou tribales dictées par la**

<sup>80</sup> Voir à ce propos les travaux de Robert Castel.

<sup>81</sup> En effet, globalement, les jeunes semblent apprécier le travail des organisations internationales. Au près de notre échantillon de jeunes issus de la population hôte, 15%, ont tout à fait confiance envers les organisations internationales, 63% ont plutôt confiance, 15% ont peu de confiance et 5% pas de confiance.

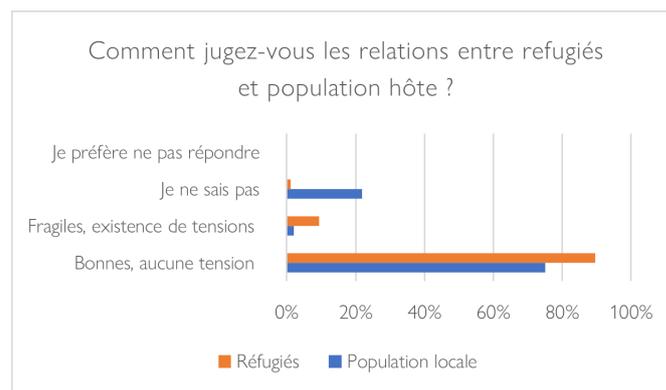
<sup>82</sup> Les typologies de collaboration sont multiples : les réfugiés vendent en général des prestations à la population hôte selon des modèles en tout et pour tout similaires à ceux des trajectoires migratoires qui ont toujours caractérisés ces lieux frontaliers (principalement garde des animaux et maçonnerie mais aussi d'autres prestations artisanales comme le pillage de mil ou encore la blanchisserie ou le transport de matériaux).

<sup>83</sup> Il faudrait une analyse bien moins superficielle que la nôtre pour déterminer l'évolution sociale des poids spécifiques de ces deux facteurs dans les modalités de validation de mariages exogamiques. A cet effet nous renvoyons aussi à la contribution de Mariella Villasante Cervello citée en début d'étude (dans le paragraphe « Structures sociales »).

<sup>84</sup> A titre d'exemple nous pouvons citer les démonstrations en face des bureaux d'Action Contre la Faim (ACF) en 2017 (accusée d'avoir recruté 26 enquêteurs sans avoir engagé des démarches qui auraient permis de faire appel – d'au moins partiellement - aux compétences locales) et de COOPI en 2019 (suspectée d'avoir sélectionné de manière non transparente une administratrice tout en excluant le dossier d'une candidate « locale »).

<sup>85</sup> La situation a été rendu particulièrement explosive à cause d'une coupure généralisée de l'électricité dans la ville en pleine période de ramadan avec des températures externes dépassant largement les 40 degrés.

**volonté de préserver des rangs sociaux mais elles se teintent aussi de logiques de sauvegarde et reproduction patrimoniale.**<sup>83</sup>



## RÉFLEXES IDENTITAIRES

25. **Au cours de ces dernières années les jeunes de Bassikounou se sont mobilisés à quelques reprises (de manière plus au moins violente et offensive) pour dénoncer de possibles discriminations dans les procédures d'embauche des organisations internationales.**

<sup>84</sup> Plus récemment, en avril 2021, quelques dizaines de jeunes ont voulu manifester devant la Préfecture leur mécontentement pour le manque d'emploi et exiger que les pouvoirs publics prennent rapidement des mesures pour freiner l'augmentation du coût de la vie. La proteste a gauchement glissé dans la violence avec des épisodes d'heurts avec les forces de l'ordre et l'endommagement par le feu de nombreux locaux administratifs.<sup>85</sup>

26. Ces agissements ne s'inscrivent pas dans des trajectoires individuelles marquées par diverses ruptures sociales (avec la famille, l'école, le travail, la loi, etc.) qui pourraient laisser croire à une jeunesse désœuvrée prête à tout pour en découdre. Au contraire ils semblent renfermer un embryon de mobilisation sociale (certes numériquement pas très consistante) ou l'aspect collectif se construit dans une logique de revendication et de défense d'un intérêt commun. Le projet et les intentions des acteurs (« la cause ») - ou plutôt sa formalisation - pourraient parfois paraître approximatifs mais, indépendamment de la pertinence des explications fournies, ces manifestations semblent surtout témoigner du profond mécontentement de la jeunesse face à la stagnation sociale dont ils sont victimes (et dont ils tiennent pour responsable les représentants de la classe politiques et parfois les organisations internationales).

En intégrant un coefficient de simplification il nous semble possible, à partir de ces événements et des entretiens avec les acteurs, d'esquisser une grille interprétative des récriminations basée sur quatre marqueurs : le déclassement identitaire, la marginalisation territoriale, la défiance vis-à-vis du politique et le manque d'emploi.

27. Les modes de décryptage identitaires sont ici mobilisés pour interpréter la grogne sociale puisque souvent évoquées dans l'appareil discursif des jeunes qui font référence à un supposé « principe de primauté » sur les autres « communautés » présentes sur le territoire (qu'il s'agisse de la population réfugiée ou de groupes « allochtones » de nationalité mauritanienne).<sup>86</sup> Inégalement interprété, le concept d'autochtonie ne semble pas se construire exclusivement à partir de l'ancienneté résidentielle; c'est plutôt une forme d'appartenance à un groupe et à un mode de vie ou facteurs culturels, symboliques, linguistiques et sociaux se mêlent et se confondent.<sup>87</sup> Les frontières retracent ainsi les fractures sociales, et le nous se distingue souvent d'eux en raison des origines tribales et de classe.

Les revendications prennent vie à partir d'une dynamique psychologique ; le réflexe identitaire semble, comme souvent, être le produit de « blessures narcissiques à l'identité des groupes; elles correspondent des déséquilibres cognitifs provoqués et alimentés par une peur chez le groupe de disparaître ou d'être diminué ».<sup>88</sup> Ces sentiments apparaissent principalement déterminés par les modifications profondes intervenues sur le tissu social au cours de deux dernières décennies avec des phénomènes explosifs d'urbanisation dans un contexte d'exode

rurale et de sédentarisation et un doublement de la population départementale entre 2012 et 2015 dû à l'arrivée massive de réfugiés maliens. La présence d'un conflit durable et d'intensité variable aux portes (et parfois débordant au sein du territoire national<sup>89</sup>) contribuent par ailleurs à accroître la sensation d'instabilité.

Dans ce cadre, d'importante réorganisation et recomposition sociale ou les hiérarchies et les équilibres en place semblent toujours en danger, il n'est pas surprenant de voir émerger la perception d'avoir été dépossédé de son territoire et d'assister impuissant à une perte inexorable du capital social et démographique. Autrement dit les mutations démo-économiques affectent profondément la vision de jeunes qui se sentent fragilisés et dans l'impossibilité de s'autonomiser et pouvoir vivre dignement d'un travail et alimentent un ressentiment réactif envers les vecteurs de changement.

28. En effet le cœur des systèmes de rationalisation pour les jeunes est systématiquement celui d'un supposé accès inégalitaire aux opportunités de travail et d'un bénéfice différentiel des privilèges qui lui sont attachés. Les convergences sur base identitaire se construisent donc à partir d'une solidarité géoculturelle pour l'obtention de dividendes.<sup>90</sup>

Il y a donc un déplacement des enjeux relevant de la sphère économique et sociale vers la sphère identitaire (autour donc d'un noyau ethno-social plus au moins fantasmé). Face au dénuement économique et aux défaillances de l'Etat, la supposée identité collective d'un groupe humain (autrement dit « la communauté imaginée ») redevient le seul point d'ancrage.

29. Il a été difficile d'identifier dans l'arène politique locale les instances (organes d'état, media, notabilités, etc.) qu'en dehors des organisations internationales<sup>91</sup> tentent de déconstruire les discours identitaires, de façon à limiter les risques politiques liés aux replis communautaristes et séparatistes. Néanmoins les autorités locales semblent foncièrement intéressées à préserver un climat de paix sociale (aussi dans le but de ne pas entraver les dynamiques économiques).

Et pourtant elles cheminent sur des lignes de crête puisqu'elles sont également dans l'obligation de défendre les intérêts de leur population face à des formes d'assistance qui ne semblent pas toujours respecter les équilibres en place (nous verrons cela par la suite).

<sup>86</sup> Ce sont surtout ces derniers (issus principalement de l'élite intellectuelle nationale non hassanophone) à être pointés du doigt. Encore une fois nous pouvons voir ici toute la prégnance de la « question nationale ».

<sup>87</sup> Ce sont des propos qu'on a entendu à plusieurs reprises dans nos entretiens : « les maliens nous amènent de la musique et des comportements lascives en plus des maladies ».

<sup>88</sup> N'Dimina-Mougala. *Les conflits identitaires ou ethnopolitiques africains au XXe siècle: caractéristiques et manifestations*. Presses Universitaires de France « Guerres mondiales et conflits contemporains » 2012/4 n° 248, 97 - 119.

<sup>89</sup> Dans les années passées les épisodes ont été fréquents mais on peut citer parmi d'autres les combats de 2011 avec une caserne de l'armée mauritanienne attaquée par des combattants d'AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique).

<sup>90</sup> Jean-Pierre Chrétien, « Les racines de la violence contemporaine en Afrique », *Politique africaine*, n° 42.

<sup>91</sup> Dans ce sens les messages prônant la coexistence pacifique issus des plateformes WhatsApp (type M'berra info) nous semblent assimilables à l'œuvre des organisations internationales.

Ainsi, et de manière assez contradictoire, **les réflexes identitaires refont parfois surface dans une perspective électoraliste et redistributive** (et que par conséquent est invariablement construite autour d'intérêts en opposition et selon les lignes d'une unité sociale animée par la 'asabiyya tribale).<sup>92</sup>

## GÉOGRAPHIE DE LA MARGINALISATION

30. **Par ailleurs un sentiment très prononcé de relégation territoriale émerge de manière récurrente.** La perception de vivre dans un territoire marginalisé et délaissé par les pouvoirs publics ne disposant pas de services publics adéquats est l'un des marqueurs qui ressortent le plus souvent dans les propos tenus par les jeunes. Ce discours est beaucoup plus prégnant chez les jeunes ruraux pour qui la capacité se déplacer pour accéder aux études, à l'emploi, aux services est un élément prépondérant et un facteur discriminant de leur émancipation.<sup>93</sup> Cependant la conception de ruralité (et donc de marges) est mouvante et le manque de services dans les contextes urbains (Bassikounou, Fassala et, en moindre mesure, M'berra) est souvent pris à témoin des phénomènes d'inégalité territoriale.

31. **L'ensemble de ces perceptions s'inscrit dans une certaine méfiance vis-à-vis de l'appareil administratif et de pouvoir en place** et laisse affleurer la sensation qu'un système de connivences autour de certains cercles permet de réitérer **des modalités de gouvernance vécues souvent comme illégitimes et abusives.**

Le reproche concerne principalement leur inefficacité et leur indifférence face aux difficultés que rencontrent les citoyens ordinaires. L'idée que la sphère politique ne prenne pas à bras-le-corps les préoccupations des gens ordinaires domine largement dans l'opinion de la jeunesse consultée.

32. **Il serait difficile de faire des prévisions sur le coefficient de risque qu'enferment ces récriminations et d'avancer des hypothèses sur le potentiel d'émergence de réactions à caractère ouvertement conflictuel.**<sup>94</sup> Néanmoins **le contexte social n'apparaît pas comme spécialement tendu et les cercles du pouvoir semblent toujours détenir les clés pour recomposer des tensions qui se construisent principalement sur la redistribution des dividendes économiques.**

Par ailleurs aujourd'hui il paraît manquer le savoir-faire militant et une conscience politique qui permettrait de construire un cadre d'interprétation et de dimensionner les revendications. Dans ce sens - comme nous verrons dans le chapitre suivant - le rôle des jeunes dans l'arène politique est encore confiné à une certaine marginalité (qui est probablement à l'origine des contestations parfois virulentes).<sup>95</sup>

33. **Dans ce cadre la violence, déclinée dans des formes d'expression contestatrices et ne se prenant pas aux individus, devient ainsi un moyen de pression et d'affirmation individuel ou de groupe, in fine de pénétration du champ politique.** Dans les discours des jeunes on a donc parfois **un certain degré de légitimation des registres de comportement offensifs** (perçues donc comme des formes de défense réactive à la violence institutionnelle ou à l'inégalitarisme) même si généralement cela semble surtout constituer un paradigme d'action purement démonstratif (et donc maîtrisé dans ses dérives potentielles plus enragées et ravageuses).<sup>96</sup>

En fin de compte ces agissements, qui serait ailleurs répertoriés comme des « désordres urbains », trahissent avant toute chose **l'inquiétude morale de la jeunesse et la peine à trouver des voies pour se faire entendre par les cercles du pouvoir institutionnels et de l'Aide.**

<sup>92</sup> Généralement traduit comme « solidarité tribale ». Voir à ce propos les travaux de Pierre Bonte. C'est aussi le lieu-noyau auquel faisait référence Clément Lechartier. « Les lieux-noyaux de la bediyya constituent une unité sociale dont le groupe suit une stratégie commune. Cela ne signifie pas qu'ils sont uniformes. Les présidentielles révèlent des conflits entre les habitants de ces localités et certains de ceux qui y sont liés et qui sont censés défendre leurs intérêts dans les lieux de convergence ». Clément Lechartier. *L'espace nomade du pouvoir politique en Mauritanie*. Géographie. Université de Rouen, 2005.

<sup>93</sup> Rares sont les jeunes que, pour les études ou pour l'emploi, peuvent se permettre une alternance résidentielle. Les transports sont souvent imprévisibles et coûteux. Cela est d'autant plus vrai pour les filles (focus groups à Kork et Kenjerlé).

<sup>94</sup> « Il y a conflit de ce type lorsqu'un groupe se persuade, à tort ou à raison, qu'il est menacé de disparaître soit sur le plan physique, soit sur le plan politique, par la domination exclusive d'un autre groupe qui lui est insupportable. En d'autres termes, on parle de ce genre de conflit lorsque « la survie réelle ou fantasmagique du groupe est en jeu, quand celui-ci se sent dépossédé non seulement d'un territoire ou de son territoire, mais plus gravement lorsqu'il se sent dépossédé de son devoir de vivre, de son identité et de sa spécificité ». Witold Rackza. *Le conflit ethnique : sa nature et les moyens de sa prévention par la communauté internationale*. *Relations internationales*, n° 88, 1996, p. 397.

<sup>95</sup> Cette assertion tend à nuancer les propos contenus dans l'analyse récente du PNUD sur les conflits régionaux (2020) et qui surestimaient à notre sens le rôle des jeunes en politique (nous avons vu cela dans le cadre du chapitre consacré à la participation). « ... Les jeunes appartiennent aux différents partis politiques qui les mettent de l'avant et la compétition entre les partis devient une compétition et un conflit entre les jeunes qui y sont parfois instrumentalisés. Les problèmes et animosités politiques entre partis politiques se répercutent sur les jeunes qui en sont les porte-drapeaux. A cela s'ajoute les conflits d'intérêt politique de plus en plus fréquents entre les jeunes d'une même structure politique. Ces nouveaux conflits sont compréhensibles et découlent des dynamiques et logiques liées à la fonctionnalité de plus en plus perçue de la politique par les jeunes qui voient dans la pratique politique un moyen de promotion économique et sociale et d'accès au pouvoir. »

<sup>96</sup> D'ailleurs, dans le cadre de nos entretiens, les jeunes membres des différentes associations locales récusent le terme « violence » (non indemne d'une confusion taxinomique lorsqu'il s'agit d'épisodes collectifs sur un fond revendicatif) et s'appellent à la nécessité d'élargir leur répertoire d'action afin que leurs voix portent ou mentionnent la nécessité de reconnaître les « faits de hasard ».

34. Les questions de l'accès aux ressources naturelles (et de leur gestion) se posent de manière cruciale au regard des enjeux de prévention des conflits et s'inscrivent (en les aggravant) sur des logiques inégalitaires dont les jeunes sont souvent victimes.

35. En Mauritanie le régime foncier est encadré par l'ordonnance 83-127 du 5 juin 1983<sup>97</sup> et par ses décrets d'application qui constituent l'ossature du cadre juridique encore aujourd'hui en vigueur.<sup>98</sup> L'objectif de cet appareil législatif était de renforcer du rôle de l'État aux dépens des systèmes de tenure traditionnels et de promouvoir l'investissement pour l'exploitation des potentiels disponibles dans une perspective de développement économique et social basé sur l'individualisation des droits.

36. Ce dispositif réglementaire rentrait inévitablement en contradiction avec les fondements religieux des systèmes traditionnels. Dans le droit islamique la propriété foncière individuelle est écartée. La terre est un bien collectif, inaliénable et transmissible et les ressources pastorales libres d'accès.<sup>99</sup> Pourtant, dans l'espace rural, la tribu et ses fractions pouvaient parfois être perçues comme des entités d'appropriation des ressources pastorales. « La plus ou moins grande régularité des déplacements et la tradition d'inventeur de puits que perpétuait la communauté pouvaient certes aboutir à l'exercice de « droits d'usage » fonciers au niveau de la tribu ou de ses fractions, mais ces droits n'étaient pas exclusifs ».<sup>100</sup>

37. Nous sommes donc confrontés à des situations plurielles, avec une variété de pratiques juridiques autour de la domanialité et de la propriété privée et un spectre assez large

<sup>97</sup> Ordonnance 83-127 du 05 juin 1983 portant réorganisation foncière et domaniale.

<sup>98</sup> Lancé en 2016 avec l'appui de la Banque mondiale, le processus de la réforme foncière de la Mauritanie devrait aboutir en 2022.

<sup>99</sup> « Dans l'islam sunnite malékite, le régime foncier pastoral relève d'un principe général s'appuyant sur la sharia et sur la sourate 79 du Coran, principe qui interdit de s'approprier les ressources naturelles, à savoir la végétation et l'eau. La propriété, individuelle ou collective, ne peut être que le fruit d'une intervention humaine, d'une vivification (ihyā'). Ces ressources naturelles sont mises à la disposition de tous par la divinité. Tous les hommes jouissent ainsi des pâturages, de l'eau et des animaux sauvages sur ces terres « vacantes et sans maître » (mawāt) dont le statut est reconnu par toutes les écoles juridiques musulmanes. Toutefois, si ces terres restent « propriété » de la umma (communauté qui en a la jouissance), elles peuvent être placées sous l'autorité de l'État, et celui-ci peut en faire délégation (iqṭāc) ou en concéder le droit d'usage (tasarruf) à tel ou tel intérêt particulier ». Pierre Bonte. Appartenances tribales et enjeux fonciers pastoraux en Mauritanie: le projet Élevage II. Etudes rurales n.184, 2009.

<sup>100</sup> Ibidem.

<sup>101</sup> Contrairement aux espaces sensibles qui font l'objet de toutes les convoitises tels que la vallée du fleuve Sénégal ou encore les territoires urbains et périurbains des grandes villes.

<sup>102</sup> Ces changements sont parfois dramatisés malgré le fait que les modèles de circulation générale prédisent certes « une poursuite de la hausse des températures et des concentrations en gaz carbonique, mais ne convergent pas sur la tendance des pluies si ce n'est pour prédire une plus grande variabilité des précipitations avec de gros orages et des épisodes secs au cours de la saison des pluies ». Pierre Hiernaux, Mamadou Diawara, Fabrice Gangneron. Quelle accessibilité aux ressources pastorales du Sahel ? L'élevage face aux variations climatiques et aux évolutions des sociétés sahéliennes. Afrique contemporaine » 2014/1 n° 249.

<sup>103</sup> « Différents mécanismes de résolution des conflits cohabitent en Mauritanie. Des instances coutumières côtoient des juridictions officielles et des commissions administratives... Il existe un système judiciaire de résolution des conflits fonciers formé par les chambres civiles des tribunaux régionaux et les tribunaux de Moughataa... L'analyse a constaté que les tribunaux coutumiers transformés en juridictions modernes sont très accessibles et les décisions prises dans le cadre de systèmes informels ou communautaires pour la résolution des conflits sont reconnues, la chari'a stipulant que l'accord des parties est «seyidou al ahkami » ou le meilleur des jugements ». Cadre d'Analyse de la Gouvernance Foncière en Mauritanie (CAGF). Banque Mondiale, 2013.

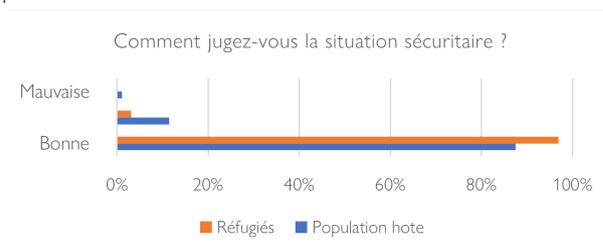
<sup>104</sup> Il faut préciser que malheureusement il n'a pas été possible d'accéder aux registres tenus par les Comités Villageois et que la Gendarmerie (de Fassala) n'a pas été en mesure de nous préciser les différends qui lui parviennent.

<sup>105</sup> Dans le contexte départemental, les stratégies d'adaptation à la contrainte fourragère invitent plutôt à opérer une distinction entre l'élevage pastoral « naisseur » et élevages d'opportunité (court-termiste et dépendant des marchés).

d'interprétations de ces dernières contribuant à une opacité globale du secteur foncier. Cependant les superpositions et les ajustements entre droit musulman, législation foncière et pratiques quotidiennes fondé sur la tenure traditionnelle ne sont pas nécessairement source de conflictualité.

38. Dans le département de Bassikounou, territoire essentiellement rural à vocation pastorale, la question foncière est probablement moins explosive qu'ailleurs.<sup>101</sup> Elle demeure toutefois centrale sous l'effet de changements institutionnels et socio-économiques considérables et dans un contexte de raréfaction des ressources due à la pression anthropique et aux changements climatiques.<sup>102</sup>

39. La légèreté de notre dispositif de recherche ne ciblant pas de manière spécifique les enjeux fonciers devrait nous induire à éviter toute conclusion hâtive. Nous nous limiterons donc à affirmer que, jusqu'à présent, les conflits autour des ressources naturelles n'ont pas tendance à dériver dans la violence et que les mécanismes (traditionnels ou administratifs<sup>103</sup>) de régulation semblent tout à fait en mesure de recomposer les différends.<sup>104</sup> Les points de fractures ne semblent pas d'ailleurs se révéler dans un supposée clivage entre agriculteurs et éleveurs (la pertinence de ces catégories est d'ailleurs remise en cause en raison de stratégies de moyens d'existence fondées souvent sur la diversification)<sup>105</sup> mais plutôt entre pasteurs transhumants et population résidente.



40. Désarmés et aux marges d'un contexte sur lequel ils ont peu ou pas prise, les jeunes vont trouver par de l'engagement sur des actions concrètes et ponctuelles un moyen d'exister politiquement et de contribuer à faire progresser la société et ses dynamiques d'inclusivité. L'inscription dans l'espace public devient ainsi une manière de contrer les facteurs d'exclusion et les pratiques participatives traduisent une demande horizontale de reconnaissance sociale.<sup>106</sup> Des trois modalités isolées par l'étude afin de déterminer les formes de participation de jeunes dans la sphère publique, ce sont surtout les associations urbaines qui dénotent une certaine vitalité. Les groupements et les associations à but économique (OP, GIE ou groupes d'épargne) sont pour l'instant cantonnées à une certaine marginalité tandis que les partis politiques et les plateformes de gouvernance (tels que les Comités Villageois) semblent souffrir d'un déficit de crédibilité (ou d'inclusion).<sup>107</sup>

41. Cependant les jeunes se montrent assez partagés dans l'appréciation des registres d'action politique. Si pour certains l'investissement dans l'arène demeure essentiel afin de changer des dynamiques sclérosées, d'autres dénoncent des **phénomènes de confiscation** et se détournent du fait politique et de toute autre forme d'engagement. Il n'est donc pas anodin que pour une partie significative des jeunes **les partis politiques** ne pourraient pas constituer une modalité de participation à la vie publique.<sup>108</sup> Dans leur perception les partis **semblent surtout voués à la défense d'intérêts particuliers et non à la promotion de projets de société** basés sur un socle d'idées et de valeurs.<sup>109</sup>

Ces données discréditent toute hypothèse sur un éventuel

<sup>106</sup> Dans ce sens il faudrait éviter la mobilisation d'un répertoire paternaliste qui tendrait à dépolitiser les actions de ces jeunes et à inscrire leurs activités dans une logique de passe-temps (même si cette dernière dimension ne peut pas être exclue des facteurs explicatifs de la participation).

<sup>107</sup> L'expérience des groupes d'épargne et des Comités Villageois est ici abordée de manière plus détaillée en raison de l'investissement de la communauté humanitaire sur ces deux dispositifs.

<sup>108</sup> Dans nos échantillons seulement 19% des jeunes interrogés parmi la population locale considèrent qu'il est important d'adhérer à un parti politique. Parmi les réfugiés ce pourcentage est nettement plus important (45%). Ces résultats sont principalement dus à l'engagement sur la scène politique (parfois indépendamment de leur statut) de la plupart des formations indépendantistes/séparatistes ou autonomistes de l'Azawad.

<sup>109</sup> Pour le 60% de la population réfugiés les partis politiques servent à défendre des intérêts individuels (30%) ou sinon les intérêts de certains groupes et clans (42%). Pour un restant 46 % des interrogés le rôle d'un parti politique est de promouvoir des projets de société. Au sein de la population locale la méfiance envers les partis politiques est encore plus marquée : pour 48% le but principal des parties politiques est de défendre les intérêts de certains clans, groupes ou réseaux et pour 6% celui de défendre des intérêts particuliers. Seulement 14,5% pensent que le but d'un parti politique est celui de défendre des projets de société. Presque 23% des jeunes résidents n'ont pas répondu à la question.

<sup>110</sup> Parmi les jeunes résidents interrogés seulement 7 personnes (7%) font partie d'une association à but social ; personne n'adhère à un groupement d'intérêt économique ou à une association à but productif. Parmi les réfugiés nous obtenons quasiment les mêmes chiffres tant pour ce qui concerne la participation à des associations à but social (6%) que pour l'adhésion à des associations à but productif (2%).

Il faut ici noter que notre analyse n'a pu que se limiter aux organisations intégrées dans les structures de coordination des associations de jeunes. L'informel, certainement présent surtout hors camp, suit des parcours qu'aurait pu apparaître avec une étude spécifique à ce sujet plus approfondie.

<sup>111</sup> « Les Sadaqâts ne sont destinés que pour les pauvres, les indigents, ceux qui y travaillent, ceux dont les cœurs sont à gagner (à l'Islam), l'affranchissement des jougs, ceux qui sont lourdement endettés, dans le sentier d'Allah, et pour le voyageur (en détresse). C'est un décret d'Allah! Et Allah est Omniscient et Sage ». Sourate 9 - Verset 60.

<sup>112</sup> Un nombre important des associations de Bassikounou livrent des repas à domicile aux ménages les plus démunies. C'est aussi auprès de ces mêmes ménages que la plupart des sensibilisations sur le COVID 19 se sont concentrées.

<sup>113</sup> Marie-Anne Cohendet. Une crise de la représentation politique ? Dans *Cités* 2004/2 (n° 18), pages 41 à 61.

<sup>114</sup> Même si les jeunes interrogés tendent à passer sous silence cet aspect, il nous semble évident que la création d'une association locale (ou l'adhésion à) puisse également relever d'une stratégie visant à terme l'(auto)création d'emplois grâce à des formes institutionnalisées de collaboration avec des organisations internationales.

ré-enchantement du politique et confirment au contraire un **processus de désaffiliation partisane et une perte de confiance à l'égard des procédures de délégation propres de la démocratie représentative**. Ce sera donc plutôt à travers l'engagement citoyen que la participation à la société s'exprimera, sur des territoires considérés comme moins clivants et éventuellement porteurs d'opportunités.

42. En effet, malgré une consistance relative, des dynamiques associatives demeurent présentes, principalement en milieu urbain.<sup>110</sup> Il s'agit principalement d'associations avec effectifs réduits (tout au plus quelques dizaines de personnes généralement avec un niveau de scolarisation plus élevé que la moyenne), souvent à vocation généraliste et engagées sur des activités d'intérêt collectif (nettoyage de la ville, assistance aux pauvres et aux personnes âgées, sensibilisations de la population sur des questions de santé et de moralité, etc.). **Ces actions collectives se composent souvent sur une trame religieuse** ; toute acte bienveillant envers les indigents et les démunies est en effet *sadaquat* (œuvre généreuse).<sup>111</sup> Il n'est donc pas anodin que la plupart des actes de ces associations ciblent prioritairement les ménages très pauvres.<sup>112</sup>

Il faut néanmoins éviter toute essentialisation des attitudes et des comportements des jeunes en les enfermant systématiquement dans une supposée identité islamique. Au contraire l'« associationisme » (voir le militantisme) s'impose comme une manière très efficace pour renouer le lien avec le politique. Loin d'être une simple remise en cause des institutions, **les associations «constituent souvent des moyens d'agir en dehors des cadres existants, mais pour rétablir un dialogue avec eux**, pour les contraindre à s'engager concrètement sur des problèmes précis».<sup>113,114</sup>

43. **Dans le camp de M'berra la vie associative prend des formes inhabituelles.** Les 14 organisations de jeunes ont toutes des fonctions assignées bien déterminées. Leur genèse a été impulsée par des organisations internationales ou encore par la coordination du camp. Le degré de formalisme est très fort (malgré l'absence d'une reconnaissance statutaire) et le périmètre d'action bien tracé. **Il s'agit donc principalement de modalités de participation « guidée »**, avec des structures imaginées (selon des modèles modérément dirigistes quoique louables), pour contribuer à la fourniture de services dans le camp (et destinées éventuellement à prendre la relève si un retrait des ONG devait avoir lieu).<sup>115</sup> La gamme des registres de contestation est accordée aux particularités du microcosme dans lequel les réfugiés évoluent; ce sont donc les structures « exogènes » de pouvoir et les différents dispositifs d'appui qui font l'objet d'une confrontation, et non les mécanismes de régulation internes au camp. Dans ce sens la marge d'action dans la prise de parole de ces associations nous semble en lien avec la verticalité des modalités de gouvernance.

44. **Globalement, pour décrire les dynamiques associatives locales, il nous semble relativement inapproprié de parler de société civile** (al moujtama' al madani<sup>116</sup>); non seulement parce que l'ambiguïté du terme tend à dissimuler l'inévitable hétérogénéité du tissu social, mais aussi parce, utilisé de manière normative, il tend à instituer la vitalité associative en sésame de la démocratisation (et de la participation).<sup>117</sup>

En évoquant précédemment les réflexes identitaires basés sur des principes d'autochtonie (décidément tangibles auprès des membres des différentes associations de Bassikounou), nous avons déjà voulu montrer que **la « société civile » n'est pas exclusivement un réceptacle de valeurs de cohésion sociale et de paix ni systématiquement un vecteur de conscience**

**morale.** Par ailleurs les expressions associatives ne sont pas imperméables aux logiques de la sphère politique par lesquelles elles sont pénétrées et influencées (et ne se hissent donc pas nécessairement en contrepoids sur des modes contestataires). Ce n'est donc pas secondaire que le militantisme des jeunes, même si parfois porteur d'une vision de transformation de la manière de faire de la politique, prenne corps souvent dans la critique des mécanismes de redistribution des ressources (et donc des acteurs humanitaires).

Néanmoins il nous semble possible d'affirmer que la présence d'associations offre le contenant pour la construction collective d'un projet de société et pour un investissement dans l'arène publique (et donc parfois porteur de capital social);<sup>118</sup> elle désigne par ailleurs un certain enthousiasme qui contrecarre le sentiment de marginalisation des jeunes et constitue tout compte fait un levier d'insertion si ce n'est pas économique d'au moins social.<sup>119</sup>

45. **La participation aux associations productives<sup>120</sup> paraît concerner subsidiairement les jeunes malgré le fait que le phénomène ne soit pas si marginal.**<sup>121</sup> Néanmoins les Organisations Professionnelles présentes sur le territoire à Bassikounou comme à M'berra « sont dynamiques et rendent des services pertinents à leurs membres (en moyenne deux services par OP), principalement pour effectuer des achats groupés et fournir des services de microfinance. De plus les femmes y sont bien représentées et ces OP constituent certainement une porte d'entrée pertinente pour les appuyer dans leurs activités économiques ».<sup>122</sup>

La faible adhésion des jeunes semble directement en ligne avec le niveau très bas d'occupation ; en effet toutes les organisations professionnelles paraissent en mesure d'offrir à ces membres des avantages, tant sur le plan social qu'économique (et surtout lorsqu'il s'agit du genre féminin).

<sup>115</sup> Il s'agit par exemple de VRPC, association de plus de 300 membres, mise en place dans l'objectif de contribuer à la propreté du camp. Mais aussi d'autres associations dont le but est principalement de remplir une fonction (Comité de Gestion des Conflits, Brigades Anti-feux (BAF), SOS Nomades pour les services de traductions, d'enquête et d'informatique, etc.) toujours dans une architecture qui n'admet pas de doublons.

<sup>116</sup> Malgré sa polysémie, il nous semble qu'ici le terme en arabe désigne surtout des mouvements sociaux structurés plus que des expressions plurielles démontrant un dynamisme associatif.

<sup>117</sup> Le terme « société civile » reflète par ailleurs une vision ternaire relativement archaïque et caricaturale de la cité avec les figures du prince (le gouvernement), du marchand (le secteur privé) et du citoyen (le troisième secteur) qui mal s'articulent entre eux et peu se confondent. Alors que depuis quelques décennies les frontières entre le public et le privé et entre travail bénévole et salariat tendent à se brouiller surtout dans des contextes occupés par des organisations locales (l'interface entre les destinataires du projet et les institutions de développement) et des courtiers locaux en développement. Par ailleurs l'essor d'un tissu associatif n'est pas toujours l'indicateur d'un engagement citoyen. Voir à ce propos les recherches au Sénégal de Giorgio Blundo selon qui « le foisonnement du mouvement associatif en milieu rural sénégalais ne serait pas le signe d'épanouissement de réseaux horizontaux de solidarité mais celui une stratégie fonctionnelle de captage des ressources d'aide qui transitent par des réseaux verticaux fonctionnant selon une logique clientéliste ».

<sup>118</sup> Et donc lieu de formation par excellence de compétences sociales, ressource indispensable aussi dans l'accès à l'emploi.

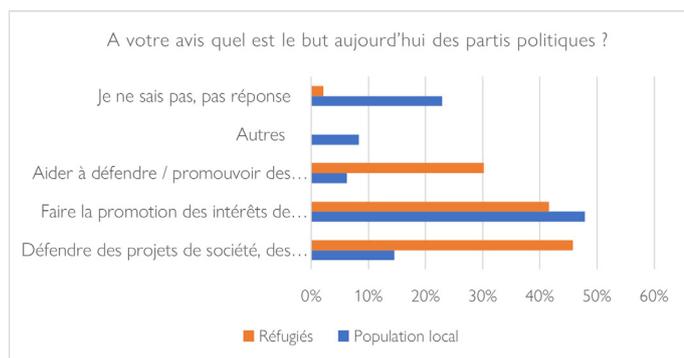
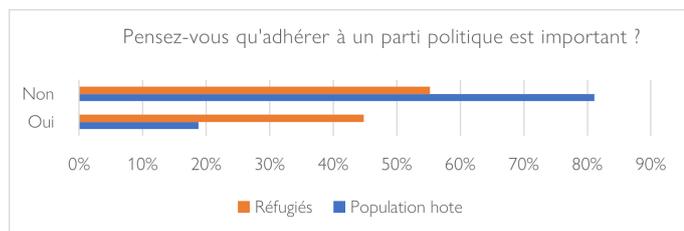
<sup>119</sup> Dans ce sens la plupart de ces associations ne semblent pas avoir un niveau de structuration interne qui permettrait de les considérer des dispositifs d'insertion professionnelle (dans le cadre par exemple d'un contrat de partenariat avec une ONG sur des prestations spécifiques). Elles pourraient toutefois bénéficier de parcours d'accompagnement dans une logique de développement de capacités et donc d'autonomisation.

<sup>120</sup> Alain Caillé avait défini cette typologie d'engagement comme "à cheval entre les logiques du pour soi et du pour autrui".

<sup>121</sup> La récente analyse de l'OIT sur le OP du Département « (Suivi et conseil pour le renforcement des filières économiques locales et l'accompagnement des organisations professionnelles locales de jeune dans la Moughataa de Bassikounou- Rapport diagnostic des OP ») avait identifié 13 OP avec un total de 1453 membres dans les filières considérées comme prioritaires : (1) Bétail sur pied, (2) Boucherie et production de viande séchée, (3) Maçonnerie terre, (4) Briqueterie, (5) Menuiserie métallique/soudure. Comme mentionnées auparavant sur les 192 personnes interrogées dans les deux échantillons nous n'avons retrouvé que 2 adhérents à des associations à but productif.

<sup>122</sup> Ibidem.

Dans le camp de M'berra un nombre significatif de ces associations productives s'appuient également sur des dynamiques d'épargne collectives (les 20 saving group), imaginées pour encourager les investissements productifs de leurs membres.



## SAVING GROUPS ET AVEC

46. Pratique ultra-centenaire, la tontine est une activité financière que l'on retrouve dans plusieurs pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. Les membres d'une tontine, en général des personnes unies par des liens familiaux, claniques, amicaux, de voisinage ou professionnels mettent en commun des capitaux (ou moins fréquemment des biens) en cotisant à une échéance régulière afin de répondre à des besoins particuliers (voire parfois collectifs). Les tontines peuvent avoir un caractère associatif (elles fonctionnent selon le principe mutualiste), purement financier ou corporatiste.

Les tontines constituent une part importante du secteur financier informel et alimentent une économie parallèle cruciale pour toutes les populations non bancarisées.

47. Contrairement à la plupart des tontines, les AVEC (pour le moins dans leur forme la plus répandue)<sup>123</sup> n'ont pas un fonctionnement rotatif. Elles opèrent sur un cycle qui va généralement de 6 à 12 mois. A chaque réunion mensuelle (voir bi-hebdomadaire dans certains cas), les membres versent leurs cotisations à la caisse de solidarité et achètent des parts (épargne) en vue de constituer un fonds de crédit. A partir du 3ème ou 4ème mois, l'AVEC permet aux membres qui en font la demande de souscrire un crédit avec intérêt (entre 5% et 10% par mois en général mais l'on retrouve des cas de figure où des intérêts ne sont pas appliqués)<sup>124</sup> d'un montant maximum trois fois supérieur à l'épargne totale du débiteur. A la fin de chaque cycle, tous les crédits sont remboursés, et toutes les épargnes et bénéfices sont distribués aux membres au prorata du nombre de parts détenues. « Les membres des AVEC apprendront à épargner régulièrement, à se faire du crédit à partir de ces épargnes et à se partager les épargnes et éventuels bénéfices (s'il y en a) proportionnellement au montant de leurs épargnes ».<sup>125</sup>

48. Dans le camp de M'berra les tontines pratiquées par certains groupes de réfugiés avaient une conformation plutôt élémentaire.<sup>126</sup> Les 20 groupes d'épargne mis en place par COOPI en 2019 autour des professionnels d'un certain nombre de filières porteuses (peaux et cuir, embouche, boucanage, cordonnerie, etc.) ont vraisemblablement introduit des éléments de formalisme qui ont permis d'accroître la confiance parmi les membres pour l'octroi des crédits plus conséquents.

Néanmoins ces groupes sont porteurs d'un statut qui les éloignent des AVEC. En effet la taille des unités est parfois largement supérieure à ce qui est généralement recommandé (15-25 membres), deuxièmement il y a eu une injection importante d'argent froid afin de motiver les membres à participer au groupe d'épargne,<sup>127</sup> et enfin aucun taux d'intérêt n'est appliqué aux prêts (dans une interprétation rigoriste de ce que la religion impose).<sup>128</sup> Par ailleurs le système de prêt dans chaque groupe est garanti par des groupes solidaires (tous les membres sont responsables d'un éventuel défaut de remboursement de la part d'un membre sur le modèle de la Grameen Bank).

<sup>123</sup> Selon la méthodologie de VSL Associates, <https://www.vsla.net/>. Il faut néanmoins mentionner l'existence d'autres déclinaison du même modèle tels que les SILC (Savings and Internal Lending communities) développés par Catholic Relief Services (CRS) et le SfC (Savings for change) créés par Oxfam au Mali ou encore les MUSO (Mutuelles de Solidarité) en RDC.

<sup>124</sup> « Les AVEC ont le libre choix d'instituer le paiement d'intérêt sur le crédit ou pas. Tout dépend de leur bon vouloir et leurs croyances. » (VSL associates)

<sup>125</sup> Ibidem.

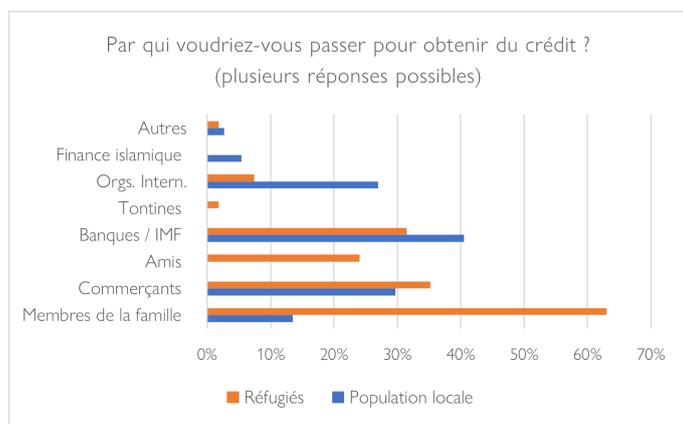
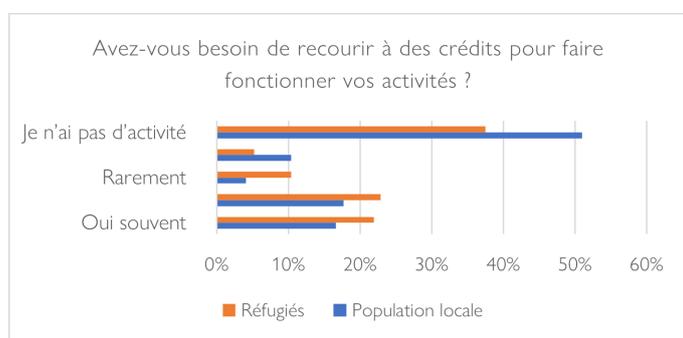
<sup>126</sup> Les tontines numériques, formes récentes d'épargne social pouvant profiter des réseaux sociaux pour opérer une déterritorialisation des dynamiques d'affiliation, se sont probablement développés dans une phase suivante l'arrivée de la plupart des réfugiés en Mauritanie. Néanmoins le développement de formes numériques du commerce via les réseaux sociaux a été mentionné à deux reprises dans les entretiens menés au cours de l'enquête dans le camp de M'berra.

<sup>127</sup> « Tous les fonds utilisés pour faire du crédit aux membres viennent des propres contributions des membres. Le programme ne fournit aucun fonds de crédit aux AVEC. » (VSL Associates). COOPI a fourni à chaque AVEC en moyenne 80.000 MRU (entretiens avec les responsables de COOPI à Bassikounou).

<sup>128</sup> Il faut noter que l'application d'un taux d'intérêt est perçue par certains participants à notre enquête comme incompatible avec la charia puisque assimilable à de l'usure (riba, voir encadré dans cette section). Néanmoins les intérêts perçus sur les crédits pourraient être utilisés pour le bénéfice collectif et non individuel.

49. Le besoin de recourir à des crédits pour financer son activité est incontestable, surtout dans le camp.<sup>129</sup> Dans la plupart des cas le crédit est utilisé pour (co)financer des petites transactions commerciales, plus rarement pour un investissement productif. Aujourd'hui les groupes d'épargne mis en place dans le camp ne semblent pas constituer un préalable suffisamment solide pour le démarrage d'activités à caractère commerciale (notamment pour les jeunes).

En effet les fonds dont disposent les groupes d'épargne sont souvent limités<sup>130</sup> ce qui laisserait entendre que le terrain pourrait être prêt pour l'installation d'un véritable service de finance formelle.<sup>131</sup> Cependant **ces groupes offrent l'opportunité aux participants de fonder des systèmes collectifs qui pourraient - à termes - constituer un banc d'essai dans l'optique d'une trajectoire de bancarisation.**



<sup>129</sup> L'enquête quantitative menée dans le cadre de cette étude nous dit que sur 60 jeunes interviewés au camp de M'berra et ayant une activité, 54 ont déjà dû faire appel à des crédits dont 44 de manière fréquente ou occasionnelle. Sur les 44 jeunes en dehors du camp ayant une activité, 31 font régulièrement appel à du crédit, mais seulement 15 de manière fréquente.

Dans le camp le recours à des banques ou à des tontines pour obtenir de l'argent paraît tout à fait anodin, les prêts sont principalement demandés aux parents (64%), à des commerçants (59%) ou à des amis (33%). En dehors du camp les parents sont moins sollicités (22%) et le recours à des commerçants est privilégié (49%). Les banques / IMF sont utilisés par le 22% des interviewés ayant déjà une activité.

<sup>130</sup> Avec des parts mensuelles à 250/300 MRU et un nombre de membres souvent limité, il résulte difficile pour la plupart des groupes d'épargne d'octroyer à chaque membre des crédits supérieurs à 5.000 MRU (entretiens avec saving groups à M'berra).

<sup>131</sup> Au camp et en dehors de celui-ci, respectivement 31,5% et 40,5% des personnes interviewés ayant recours à des crédits se disent intéressées à passer par des banques pour demander des prêts.

## LA FINANCE ISLAMIQUE ET LES PRATIQUES HALAL SUR LES CRÉDITS

De nombreux ménages et petites entreprises pourraient être laissées aux marges des dynamiques d'inclusion financière en raison de leurs convictions religieuses.

La finance islamique, via les banques et les instituts de microcrédit (IMF) islamiques, propose un nouveau paradigme financier et offre à ses clients un ensemble de contrats permettant l'achat, la vente, la location ou tous types de transactions commerciales sans avoir recours à des taux d'intérêt usuriers (riba), considérés illicites, et donc conformes à la *Charia*.

Parmi les contrats les plus couramment utilisés par les banques islamiques la Murabaha (intermédiation) prévoit une transaction d'achat-revente avec un marge bénéficiaire mais sans intérêt. Autrement dit le créancier remplace les taux d'intérêt d'un prêt classique avec deux contrats de vente qui prévoient une rémunération pour l'opération d'intermédiation de la banque entre le fournisseur du bien (premier contrat) et l'acheteur final ou client (deuxième contrat).<sup>1</sup> Certains économistes contestent ce mode de financement et assimilent la marge bénéficiaire qui découle de la revente à du riba en raison du faible risque encouru par l'institut « créancier ».

La *Moucharaka* est généralement considérée comme la forme d'assistance bancaire la plus proche des règles de la *Charia* ;<sup>2</sup> elle prévoit un contrat d'association entre la banque et l'entrepreneur ; les deux partis s'engagent à apporter les capitaux et à gérer conjointement le projet. Ce système de retour sur investissement repose donc sur le partage du profit et des pertes et permet de mieux distribuer les risques pris lors de l'investissement initial.

<sup>1</sup> Ce système est par exemple utilisé par l'IMF Djikke (présente à Bassikounou et bientôt aussi à M'berra) pour financer son fonds de roulement (échanges avec le responsable de Djikke à Nouakchott).

<sup>2</sup> «L'islam considère le temps comme un bien exclusivement divin, seul le travail peut être légitimement récompensé financièrement. Attendre un retour sur investissement sans prendre part à la gestion d'un projet ne serait donc pas compatible avec la *Charia* et constitue une injustice sociale. Selon l'islam, dès lors qu'il est rémunéré, tout créancier devrait prendre part aux éventuelles pertes». Jean-Michel Huet, Saleh Cherqaoui, Augustin Colas. La finance islamique, gisement de croissance. Dans *L'Expansion Management Review* 2014/4 (N° 155), pages 30 à 39.

*On ne stabilise la démocratie que par le mouvement.*  
Edouard Herriot

50. Constitués de manière progressive à partir de 2013 par l'OHCHR et l'OIM dans les villes et les villages du Département de Bassikounou, les **Comités Villageois**<sup>132</sup> ont été pensés comme **un mécanisme par lequel les populations rurales organisent leur vie communautaire, gèrent leurs ressources naturelles et préviennent les conflits qui pourraient surgir sur leur territoire** (notamment avec les réfugiés).<sup>133</sup> En outre ils devraient constituer un dispositif qui veille à ce que les droits des tous les habitants du village soient respectés, qui porte la voix des sans voix, et qui fait en sorte que la « communauté » respecte ses devoirs et obligations. Aussi le Comité Villageois devrait représenter la communauté rurale auprès des autorités administratives et constituer la porte d'entrée dans les villages (voir l'instance intermédiaire) pour les organisations d'aide.<sup>134</sup> Idéalement ils pourraient représenter un lieu d'élargissement des modes de gouvernance locaux aux jeunes.

51. Les **Comités villageois s'inspirent d'expériences analogues** (ou assimilables) **dans la région et notamment le « Réseau des Médiateurs »** mis en place dans le but de favoriser des mécanismes locaux de résolution des conflits sur base foncière ou encore les

« Clubs d'Ecoute » communautaires créés dans la volonté de contribuer à la consolidation de la paix et à l'élargissement de la gouvernance en milieu rural.<sup>135</sup> Ils prennent également forme à partir des principes à la base des processus de décentralisation qui voudraient que les acteurs convergent vers l'intérêt commun même lorsque les enjeux particuliers divergent.

52. Du fait de leur constitution les **Comités Villageois** devraient refléter la diversité des composantes qui animent les villages et intégrer systématiquement en leur sein les groupes défavorisés (réfugiés, personnes âgées et non valides, minorités ethniques, etc.). Cette mesure avait été imaginée afin de déverrouiller des modes de gestion du pouvoir local gangrenés par des logiques tribales et clientélistes qui tendaient invariablement à alimenter des dynamiques d'exclusion. Cependant, même s'ils s'insèrent dans un maillage institutionnel imparfaitement déterminé,<sup>136</sup> **les Comités Villageois ont fini par se calquer sur les structures préexistantes de gouvernance locale fondées sur les notabilités coutumières (les j'maa).**<sup>137</sup> Par conséquent **des phénomènes de transposition et de stratification se sont parfois produits entre anciennes et nouvelles structures** ; ainsi la composition des Comités a souvent été le fruit d'un compromis local délicat généré à partir des mêmes modalités d'exercice du pouvoir que les Comités se proposaient de dépasser.<sup>138</sup>

<sup>132</sup> Les considérations dans ces paragraphes sont issues des entretiens avec 5 Comités Villageois. Certes un petit échantillon mais qu'à notre sens demeure significatif. Une analyse plus large et spécifique au fonctionnement des Comités Villageois permettrait de mieux décliner les pistes de recherche que nous avons ici voulu esquisser.

<sup>133</sup> Par ailleurs les Comités Villageois disposent d'une instance équivalente dans le camp de M'berra - le Comité de Gestion et Prévention des Conflits. Formé en 2014, ce Comité précède en réalité la constitution des Comités villageois dont la création a été pensée afin d'offrir une contrepartie locale disposant du même poids politique et de la même légitimité au niveau des villages. Ce Comité n'a pas pu mettre à notre disposition le cahier ou seraient enregistrés les plaintes mais a affirmé être sollicité seulement quelques rares fois par an pour gérer des situations conflictuelles.

<sup>134</sup> « Le manque ou l'absence de structures d'organisation villageoises rend souvent difficile les interventions d'assistance humanitaire et de développement, marginalise les sans voix et complique la prévention et la gestion des conflits. ... ». Nations Unies, Mauritanie. *Méthodologie de création de Comités Villageois*. 2019.

<sup>135</sup> « HD a structuré et appuyé dix réseaux communautaires regroupant 321 médiateurs nomades, semi-nomades et sédentaires pour prévenir et gérer les conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles. Pour y parvenir, HD a réactivé des pratiques traditionnelles de médiation ... reconnus leaders par leur communauté d'origine, les médiateurs œuvrent également au renforcement de la cohésion sociale et à l'assistance mutuelle entre les communautés partageant le même espace et les mêmes ressources naturelles ... L'ensemble de ces actions contribue à répondre à la crise de confiance qui fragilise la cohabitation intercommunautaire dans la région depuis le conflit malien de 2012 ». Humanitarian Dialogue. *Les Clubs d'écoute sont des mécanismes d'information et de communication mis en place par la FAO – Dimitra entre autres au Mali, Niger et en République Démocratique du Congo ayant pour but de mettre en lumière les rôles en tant que producteurs et productrices des hommes et des femmes, pour que leurs intérêts respectifs soient davantage pris en compte et qu'ils puissent participer pleinement au développement de leurs communautés et de leur pays. Le projet renforce les capacités des populations rurales, des femmes en particulier, par la diffusion d'information et l'échange d'expériences à travers l'emploi des radios communautaires à vocation participative.*

<sup>136</sup> A titre d'exemple dans le cadre des conflits entre agriculteurs et éleveurs plusieurs instances ont été imaginées ces dernières années même s'il ne nous a pas été possible d'en trouver des traces. L'Art. 35 du code Pastoral prévoit en effet la création d'une Commission d'arbitrage censée régler les conflits entre agriculteurs et éleveurs : « Les litiges résultant des dégâts causés aux cultures par les animaux, ou à ces derniers par les cultivateurs, sont réglés à l'amiable entre les deux parties. Au cas où le recours amiable n'aboutirait pas, il est porté devant une commission de l'arbitrage comprenant au niveau communal : le maire de la commune, président, un représentant des organisations des éleveurs, un représentant des organisations des cultivateurs, un représentant de chaque partie en conflit. Et encore à l'Article 44 : « Les litiges résultant de l'installation de campements entre d'autres campements et leur zone de pâturage, ou leur source d'approvisionnement en eau, ou dans leur espace de pacage ou de pâturage nocturne, seront réglés par une commission présidée par l'inspecteur du Développement Rural et de l'Environnement et comprenant deux éleveurs désignés par le Hakem et représentant les unités nomades en conflit. Cette commission est créée par arrêté de l'autorité administrative territorialement compétente ».

<sup>137</sup> « Le conseil (j'maa) de chaque communauté locale (est) un organe informel composé de chefs de tente adultes (des hommes), qui se consultent sur des questions d'intérêt commun, notamment les mouvements de transhumance, les litiges concernant l'eau et les droits de pâturage, le recrutement d'un professeur chargé d'enseigner aux enfants les rudiments du Coran, l'entretien des bâtiments blanchis à la chaux servant de sépulture à leur « pieux » (salih), ou leur saint (chaque communauté locale est identifiée au moyen d'un saint), et d'autres obligations collectives similaires. » Dale F. Eickelman. *Tribus et mouvements islamiques en Afrique du Nord et au Moyen-Orient*. Demopolis, 2013

<sup>138</sup> La majorité des Comités Villageois interrogés dans les 4 communes concernés par l'enquête ont confirmé cette convergence et la place prédominante du Chef dans la détermination de la composition du Comité.

53. **D'autre part l'enjeu était de taille.** L'aide apportée par les organisations internationales constitue une véritable opportunité pour des villages (qui sont rarement maîtres des trajectoires de leur développement) mais aussi un objet de toutes les convoitises.<sup>139</sup> En plus le caractère volontaire de l'engagement des membres des Comités est une donnée purement illusoire puisque les avantages (en termes d'accès à des formations, à des voyages, à des biens) représentent à plein titre une forme de rétribution.

Ainsi, **l'hypothèse participative - qui repose sur le postulat que l'association des « communautés »<sup>140</sup> dans la gestion et la supervision des interventions est porteuse de capital social – à certainement favorisé des phénomènes de recomposition des structures de pouvoir villageoises sans pour autant garantir de manière systématique un élargissement des dynamiques de gouvernance.**

54. **Par ailleurs, au niveau communal, on assiste parfois à une superposition quelque peu chaotique de plusieurs instances**<sup>141</sup> issues de la volonté des différents intervenants de créer une interface villageoise qui puisse refléter typologie et objectifs de leurs actions. Souvent des structures cousines finissent donc par s'assembler autour des mêmes individus. Dans d'autres cas les volontés partisans des différents acteurs externes élargissent de manière unilatérale les attributions du Comité afin de façonner à leur guise.<sup>142</sup>

55. **Enfin les Comités Villageois ne peuvent pas faire abstraction du processus de décentralisation qui prévoit d'autres instances de représentation au niveau communal.** C'est le cas du Comité de Concertation Citoyenne (CCC),<sup>143</sup> composé de représentants du conseil municipal, des autorités morales et traditionnelles, des organisations économiques, sociales et culturelles du territoire, des services techniques déconcentrés, des partenaires techniques et

financiers, des coopératives et associations, qui est l'organe élargi de pilotage des Plans de Développement Communaux (PDC).<sup>144</sup> Mais aussi, en moindre mesure, de la Commission Régionale de Gestion des Frontières (CRGF).

Structures de pouvoir hybrides reposant sur des principes participatifs plus au moins compris auprès des villages, pour ces Comités aucun postulat de légitimité n'a pour l'instant été posé. Ainsi, pour garantir que leur rôle (qui va bien au-delà de l'interface projet) soit pleinement rempli, les Comités seront dans la nécessité de trouver de voies pour qu'une place leur soit reconnue au sein (ou plus probablement aux marges) du dispositif de gouvernance décentralisée.<sup>145</sup>

## PARCOURS D'INSERTION PROFESSIONNELLE

56. **Les défis de l'insertion professionnelle des jeunes en Mauritanie s'inscrivent dans une volonté politique de consolidation de la paix et de croissance économique.** En effet l'emploi est souvent considéré dans la littérature comme un remède aux phénomènes de déviance ainsi qu'un instrument de réduction des inégalités. De ce fait l'inactivité ou le sous-emploi constituent un frein au parcours d'autonomisation qui obligent souvent les jeunes à chercher par la migration ou l'adhésion à des formes d'occupation collective des modalités d'accumulation d'un capital de départ.

Mais les difficultés d'insertion que rencontrent aujourd'hui les jeunes mettent aussi en lumière l'incapacité de l'école à construire et à accompagner les parcours de vie des jeunes et à favoriser leur intégration sur le marché de l'emploi.<sup>146</sup>

<sup>139</sup> Il faudra ici noter qu'on est souvent face à un déséquilibre de moyens assez fréquents dans les contextes humanitaires et pourtant plutôt baroque avec des comités qui se retrouvent parfois à participer à la gestion d'actions dont les enveloppes budgétaires spécifiques dépassent les frais de fonctionnement des Mairies de leur territoire.

<sup>140</sup> Les opérateurs humanitaires qui travaillent en dehors des villes (et donc dans l'espace rural et dans la périurbanité), mobilisent souvent le terme « communauté » pour identifier une unité géographique (qu'en général se superpose au village). Néanmoins ce terme reste assez ambigu. Par son étymologie il laisse entendre la présence de communs, d'intérêts partagés, de dénominateurs, d'unité de vision. Il serait difficile de nier que souvent la proximité géographique génère une histoire, des coutumes et des horizons similaires ; toutefois son utilisation pourrait nous faire oublier l'autre côté de la médaille, c'est-à-dire que tout regroupement humaine (que cela soit un village, un campement, un quartier, etc.) est aussi traversé par des jeux de pouvoirs, des dynamiques d'exclusion et des fortes différences sociales.

<sup>141</sup> A titre d'exemple les membres du Comité Villageois de Fassala portent plusieurs chapeaux : Médiateurs sur les conflits agro-pastoraux (action mise en place de deux côtés de la frontière Mauritano-malienne par Humanitarian Dialogue), membres du Comité des Sages (créés par le CICR afin de gérer les approvisionnements en aliment bétail, participants au CCC, membres du Club des Jeunes soutenus par ADICOR, etc.).

<sup>142</sup> « Nous souhaitons toujours faire plaisir à celui qui vient nous rendre visite ». Habitante de Kork interrogée sur la genèse du Comité Villageois. A titre d'exemple nous pourrions évoquer la volonté de certaines organisations de créer des AGR collectives pour les membres des Comités Villageois (afin, vraisemblablement, de couvrir les frais de fonctionnement de ces derniers).

<sup>143</sup> Parfois appelée Comité de Concertation Communal.

<sup>144</sup> « Le Plan de Développement Communal (PDC) est un guide communal qui fixe les stratégies de développement du territoire de la commune, oriente les actions de développement, et donne des informations détaillées sur les projets à mener pour l'amélioration de la situation des populations ». Art.4, Arrêté 680 du 17 avril 2011, définissant les modalités de préparation et de mise en œuvre des plans de développement communal.

<sup>145</sup> Des concertations sont en cours au moment de l'écriture de ce rapport pour que le décret relatif au CRGF puisse inclure les Comités Villageois en tant que relais d'information local. Aussi, une ONG (Globe) a été chargée d'étudier de plus près les questions relatives à l'institutionnalisation des Comités.

<sup>146</sup> La plupart des considérations contenues dans ce chapitre sont issues d'un travail de reconstitution des avis et des perceptions récoltés dans le cadre de l'analyse qualitative auprès des jeunes ruraux et urbains.

57. Au cours de deux dernières décennies et malgré les progrès enregistrés, **le système éducatif mauritanien n'a pas su contrer le faible degré d'accès à l'école primaire et une qualité de l'enseignement inadéquate**, mise en évidence par des difficultés d'ordre didactique souvent déterminées par des orientations politiques parfois confuses et rarement appliqués, ainsi que par une formation approximative et une motivation insuffisante de l'ensemble du corps enseignant. Les conséquences se sont traduites par **des taux d'alphabétisation** (savoir lire, écrire et compter) **médiocres**<sup>147</sup> et **une forte déperdition scolaire** dès le premier cycle de l'enseignement.<sup>148</sup> Par ailleurs l'offre et la couverture du cycle secondaire en Mauritanie est restée parmi les plus basses en Afrique subsaharienne.

58. **Dans la région du Hodh Chargui, la couverture scolaire pour l'enseignement primaire demeure insuffisante et sujette à une dégradation constante.** La probabilité pour un enfant inscrit en première année d'arriver à la fin du cycle n'a pas significativement évolué au cours de ces dernières années et le taux d'achèvement aurait quant à lui significativement baissé.<sup>149</sup>

**L'accès aux cycle secondaire est très limité et la qualité des apprentissages est alarmante** comme l'indiquent régulièrement les résultats d'admission au baccalauréat.<sup>150</sup> **L'offre de formation technique et professionnelle et quant à elle très réduite** avec deux seuls établissements sur l'ensemble de la région (Nema et M'berra).

59. **Les qualifications des instituteurs** (et de l'ensemble du personnel des écoles) **et leur présence régulière en classe**<sup>151</sup> **sont**

<sup>147</sup> Le taux d'alphabétisation au sein de la population âgée de plus de 15 ans est de 53,5% (mais seulement de 43,4% pour les filles) avec des fortes disparités entre les milieux urbains et ruraux. 34% des jeunes entre 15 et 24 ans sont analphabètes. Dans la wilaya du Hodh Chargui l'alphabétisme est évalué à 35 % pour la population des plus de 15 ans et à 60 % pour les femmes âgées de 18 à 24 ans. UNESCO. <http://uis.unesco.org/fr/country/mr> et UNICEF.

<sup>148</sup> Les taux de survie en dernière année du primaire étaient en 2017 inférieurs aux deux tiers de la population scolaire (64,9%) et le taux de transition effective de l'enseignement primaire au premier cycle de l'enseignement secondaire général inférieur à la moitié des élèves (49,9%). L'espérance de vie scolaire de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur était en 2019 de 9,5 ans. UNESCO. <http://uis.unesco.org/fr/country/mr>.

<sup>149</sup> En passant entre 2011 et 2015 de 60 % à 46 %. « En 2018, le taux brut de scolarisation (TBS) qui rapporte le nombre d'enfants inscrits dans les écoles primaires à la population en âge d'aller à ces écoles (6-11 ans) est de 87 % en 2018 alors que la moyenne nationale est de 103 % avec des pics de plus de 120 % dans les régions du nord, d'après les données administratives du MEN ». Le taux d'achèvement du premier cycle est de 68%. UNICEF. Diagnostic stratégique de l'éducation. Wilaya du Hodh Chargui, Mauritanie. Décembre 2019.

<sup>150</sup> En 2019 en tout, 3 % des 1 703 candidats dans la wilaya ont été admis à l'épreuve du BAC. Ibidem.

<sup>151</sup> On parle souvent d'« école en veilleuse » pour définir les instituts qui - faute d'enseignants sur place - ne sont pas en mesure de garantir les cours. « L'enquête SDI de 2018 qui s'est déroulée en novembre et décembre 2017 a estimé le taux d'absentéisme à 22 % au Hodh Chargui. Ce taux est probablement beaucoup plus élevé, surtout à partir de mars » au début de la période de transhumance. Ibidem.

<sup>152</sup> « Seules 127 écoles sur les 779 que compte le Hodh Chargui ont suffisamment d'enseignants pour faire fonctionner leur structure pédagogique selon les critères standards : nombre d'élèves par classes inférieur à 60 élèves et sections multigrades destinées seulement aux petites écoles rurales incomplètes car l'enseignement de ces sections requiert des compétences spéciales que peu d'enseignants possèdent. Ces 127 écoles accueillent 10.619 élèves, soit 12 % du total des élèves de la wilaya. 233 écoles sont restées sans enseignants durant l'année scolaire 2018-2019 pour un effectif de 13.524 élèves, soit 15 % du total des élèves de la région ». Ibidem.

<sup>153</sup> Actuellement, il y a six ministères en charge de l'éducation : l'Éducation nationale et la Formation technique et professionnelle, l'Enseignement supérieur, les Affaires sociales en charge de la petite enfance, les Affaires islamiques en charge des écoles coraniques et de l'alphabétisation, l'Économie et enfin les Finances qui assure la coordination du plan sectoriel de l'éducation.

<sup>154</sup> Dans nos échantillons la grande majorité des jeunes est convaincue qu'étudier est important pour réussir dans la vie (92,6% de réfugiés et 97,8% de la population hôte). Pour plus de 80% des interviewés au sein des deux échantillons il existe une forte corrélation entre qualité de l'emploi et longueur du parcours éducatif.

**les déterminants essentiels de la qualité des enseignements dispensés aux élèves**<sup>152</sup> tout comme la fourniture d'outils pédagogiques et de supports didactiques et une supervision régulière de l'Inspection Académique.

Par ailleurs la nécessité d'élaborer une politique de restructuration institutionnelle est souvent invoquée comme mesure urgente afin de favoriser les dynamiques de collaboration entre les différentes catégories d'établissements scolaires.<sup>153</sup>

60. **Malgré l'état dont verse l'école, l'importance d'étudier n'est pas remise en question par les jeunes et le lien entre diplômes et qualité de l'emploi paraît irréfutable**;<sup>154</sup> néanmoins **la confiance vis-à-vis de l'institution scolaire et de sa capacité à favoriser l'insertion sur le marché du travail semble au contraire plus incertaine.**

61. En effet aujourd'hui **la réussite scolaire d'un enfant ne conditionnera donc pas de manière systématique sa réussite professionnelle.** Autrement dit on dénote une forte **déconnexion entre espérances subjectives et probabilités objectives d'intégration** sur le marché de l'emploi.

Cela n'est pas simplement dû à la rupture du lien entre éducation et emploi et à l'incapacité des établissements scolaires de devenir des pourvoyeurs d'opportunités professionnelles. En effet, l'évolution de la demande sociale d'éducation dans toutes les strates sociales (basé principalement sur l'hypothèse que les diplômés favorisent l'accès à des emplois mieux rémunérés) génère des phénomènes de compétition dues à l'accroissement exponentiel du nombre des diplômés.

62. Par ailleurs pour certains jeunes **l'école secondaire (publique) est une institution gangrenée** par une inadaptation croissante aux évolutions sociales **qui transmet des savoirs obsolètes** et ne garantit pas l'acquisition de compétences qui favoriseraient l'insertion professionnelle. C'est pour cela que pour des nombreux jeunes l'enseignement supérieur (et l'enseignement technique et professionnel) devraient amorcer un changement de paradigme afin de pouvoir se reconnecter avec le marché du travail et préparer les jeunes à l'emploi dans l'économie réelle.

63. Dans la perception des jeunes, **les mécanismes de reproduction de la structure des inégalités sociales (les déterminismes sociaux) affectent profondément l'institution éducative.**<sup>155</sup> Si l'école n'arrive pas à briser ce qui peut être vécu par certains comme une fatalité sociale, on pourrait donc légitimement se demander dans quelle mesure le capital scolaire peut représenter l'arme des pauvres.

En effet le constat souvent partagé par les jeunes est que l'ascenseur social est en panne et que **l'école ne compense pas ou plus les inégalités en termes de capital culturel et financier qui lui préexistent.** Les statistiques nationales le confirment : les deux tiers des enfants issus des ménages les plus pauvres quittent l'école avant la fin du premier cycle, sans avoir acquis les bases de lecture et de calcul.<sup>156</sup> Aussi, malgré les récentes améliorations,

**les inégalités de genre demeurent évidentes**<sup>157</sup> d'autant plus en milieu rural où les structures d'enseignement secondaire sont absentes et les filles se retrouvent souvent condamnées à suivre un destin ajusté autour du mariage et de la procréation.

64. Les écoles « coraniques » ou arabo-islamiques formelles et informelles, **les mahadras, s'inscrivent souvent en contrejour de l'offre séculaire.** Elles se proposent de combler les lacunes du système conventionnel en termes de formation de l'individu afin que ce dernier devienne un croyant accompli connaissant sa tradition et les normes sociales qui en découlent.<sup>158</sup>

La mahadra, malgré ses nombreuses déclinaisons, est souvent perçue comme une institution jouant un rôle symbolique décisif pour la société dans le cadre de la préservation des valeurs religieuses et spirituelles. **Sa place dans le système de l'enseignement en Mauritanie est tout simplement capitale.** Intégrées par les dispositions législatives dans la liste des structures officielles de l'enseignement fondamental,<sup>159</sup> **elles constituent souvent la seule offre éducative disponible dans le monde rural.**<sup>160</sup> Par ailleurs la modularité et la flexibilité de leur enseignement rendent les mahadras particulièrement adaptées à des contextes où les calendriers agricoles et pastoraux exigent des contenus et des rythmes spécifiques.

<sup>155</sup> Dans nos échantillons, 65,7% des jeunes résidents pensent que la réussite scolaire dépend des moyens du ménage. A M'berra ce pourcentage est nettement inférieur (37,4%). Cela semble pouvoir s'expliquer par les dynamiques de nivellement (fictives ou réelles) que les conditions de vie du camp et le statut de réfugié pourraient engendrer.

<sup>156</sup> « S'agissant de la comparaison de la scolarisation selon les quintiles de dépense, les taux bruts et net ont enregistré respectivement 51,5% et 36,7% pour le premier quintile contre 95,9% et 69,3% pour le cinquième quintile, d'où la disparité entre ces deux groupes ». RIM, Ministère des Affaires Économiques et du Développement, ONS. Profil de la pauvreté en Mauritanie – 2014. 2015.

Dans notre échantillon sur la population hôte 60,4% des interviewés pense que l'accès à l'éducation secondaire dépend des moyens de la famille. Ce pourcentage est inférieure parmi les réfugiés (50%); la gratuité totale de la scolarisation et la proximité des établissements fournissent des explications à notre sens suffisantes pour justifier l'écart de perceptions entre les deux groupes.

<sup>157</sup> Il suffirait de prendre en compte le taux d'alphabétisation. En 2017 il était de 63,7% pour les garçons et les hommes de 15 ans et plus et de 43,4% pour les filles et les femmes de 15 ans et plus.

<sup>158</sup> Les mahadras sont des institutions plus ou moins formelles d'apprentissage dédiées à l'enseignement des sciences de l'Islam. Elles peuvent regrouper plusieurs dizaines d'élèves (voire des centaines dans certains cas) mais en général on considère comme mahadra tout lieu consacré à l'enseignement des concepts religieux et du Coran et accueillant plusieurs élèves (le seuil est fixé à 13 élèves à M'berra et à 20 élèves sur le territoire national ; il faut néanmoins noter qu'un grand nombre de mabets n'exercent que pour quelques individus dans des structures informelles). Elles relèvent de la responsabilité du ministère des Affaires Islamiques et de l'Enseignement Originel (MAIEO). Le MAIEO établit une classification des mahadras formelles sur la base de leur capacité à garantir la progression de l'enseignement généralement catégorisé en trois étapes : le premier niveau est consacré à l'apprentissage de la lecture en arabe et à la mémorisation du Coran (les élèves sont généralement âgés de 5 à 10 ans) ; le deuxième niveau est consacré à l'étude des sciences du Coran et les bases du droit islamique (du 11 à 17 ans) ; le troisième niveau prévoit l'approfondissement des savoirs dans les différentes disciplines de la connaissance islamique (enseignement supérieur).

La grande majorité des mauritanien.ne.s et des malien.ne.s fréquentent les mahadras au cours de leur enfance. Généralement l'enseignement se fait entre 6 et 9 heures du matin (ou en fin d'après-midi) et du lundi au mercredi afin de préserver la compatibilité avec l'enseignement séculaire. Certaines mahadras offrent également le gîte et le couvert et hébergent des enfants et des adolescents migrants et/ou confiés temporairement à l'institution (les talibés).

Il faut aussi noter qu'à travers une fréquentation régulière des cours, certains jeunes s'ouvrent la voie pour un parcours généralement assez bien rémunéré dans l'enseignement originel qui constitue une filière professionnelle très porteuse.

<sup>159</sup> Selon l'article 1 de la Loi n°2001-054 « Des dispositions réglementaires fixeront les conditions d'agrément des établissements d'enseignements originel ». Malheureusement ces dispositions n'ont jamais été édictées.

<sup>160</sup> Une disposition réglementaire de 2015 fixe en effet l'ouverture des écoles publiques aux localités de plus de 500 habitants. Dans la wilaya du Hodh Ech Chargui seules 97 localités (abritant environ la moitié de la population totale) sur les 2.057 recensées remplissent cette condition. Les mahadras retrouvent ainsi leur vocation première : « Les mahadras se sont développées, ont mûri et ont vu leur personnalité se constituer au sein de la « badia » (la brousse) et non dans les villes. Par conséquent, elles ne pouvaient, par définition, être des institutions sédentaires et immobiles. Elles devaient suivre les bédouins dans leurs déplacements perpétuels, en quête de pâturages. » Ennahou, 1987, cité dans : Mohamed Salem Ould Maouloud. L'éducation islamique non formelle mahadra de Mauritanie. Revue internationale d'éducation de Sèvres, 74 | 2017, 18-24.

65. L'hétérogénéité des établissements ainsi que la faible structuration de l'enseignement originel, affaiblissent la validité de considérations excessivement généralisantes sur la qualité de l'enseignement fondamental dans les mahadras. Cependant il est possible d'affirmer que **l'institution de paramètres qualitatifs communs à tous les établissements ayant une mission éducative de base afin que l'ensemble des élèves puisse avoir accès à un dispositif de formation en mesure de transmettre les compétences fondamentales (savoir lire, écrire et compter), est loin d'être atteinte.** Les projets pilotes visant une approche intégrée et fondée sur l'intégration horizontale à l'ensemble des structures éducatives des savoirs séculiers se confrontent souvent à l'exiguïté du bagage de connaissances du corps enseignant (mrabet). Cependant ces initiatives, indépendamment de leurs succès, sont porteuses d'un élargissement des modalités de contrôles sur les contenus pédagogiques des mahadra (en particulier auprès de la vaste galaxie de structures informelles)<sup>161</sup> et donc, indirectement, de maîtrise des éventuelles infiltrations idéologiques ou des dérives doctrinaires des mrabet.

66. **Par-delà toute considération relative aux capacités réelles du corps enseignant, le multilinguisme dans les curricula demeure un enjeu central** (tant dans le système éducatif malien adopté au camp de M'berra que dans le système mauritanien). Malgré les difficultés (perçues parfois comme réhibitoires) liées à la diglossie de la langue et à l'éloignement de ses deux champs lexicaux,<sup>162</sup> la maîtrise de l'arabe reste fondamentale dans une perspective d'intégration des élèves réfugiés au sein du système éducatif mauritanien (et afin de faciliter leur accès aux cours universitaires et une fréquentation régulière).<sup>163</sup> D'autre part l'enseignement du français maintient toute sa pertinence (voire sa primauté) aux yeux des jeunes puisque les francophones ont des avantages comparatifs indéniables sur le marché de l'emploi local et notamment auprès des organisations humanitaires.<sup>164</sup> Bien

entendu **les politiques relatives aux langues de l'enseignement demeurent sensibles puisqu'elles s'inscrivent parfaitement dans la « question nationale ».** Dans l'histoire de la Mauritanie la réhabilitation de l'arabe commencé en 1968 a été synonyme d'indépendance culturelle : les réformes qui se sont succédé depuis ont parvenu à lui assurer la suprématie sur les autres langues nationales (le poular, le soninke et le wolof ainsi classées par importance du nombre de locuteurs) ; parallèlement le français a subi un destin opposé avec la perte du statut (monopolistique) de langue officielle (et de moyen exclusif de promotion sociale). Si aujourd'hui un certain équilibre entre français et arabe a été trouvé dans l'enseignement, plusieurs groupes (principalement auprès de l'Université de Nouakchott) dénoncent un processus d'« arabisation complète » du pays et la marginalisation des autres langues déclassées au rang d'idiomes vernaculaires.<sup>165</sup>

Les trajectoires de coexistence pacifique entre les différentes communautés linguistiques mauritanienne (autour desquelles la notion d'unicité et les logiques de séparatisme se forgent parfois sur un ensemble de postulats culturels implicites), sont donc souvent mises à mal et trouvent, aussi dans le champ de l'éducation, un terrain sensible de confrontation.

67. **De nombreuses études se sont interrogé sur les liens entre parcours éducatifs et terrorisme :** malgré des évidences parfois fragiles et l'émergence de quelques contradictions,<sup>166</sup> **la relation de causalité entre déclassements scolaires des jeunes et dynamiques d'adhésion à l'extrémisme violent mériterait d'être invariablement questionnée** par l'institution pour que l'école puisse se prévaloir d'une capacité de constituer un lieu de paix et devienne un des vecteurs principaux des dynamiques de cohésion sociale et de réconciliation entre les différentes « communautés » reflétant ainsi les aspirations de ses usagers.<sup>167</sup>

<sup>161</sup> En raison de leur nombre le MAIEO ne pourrait en effet pas assumer la tâche seul. Les mêmes enjeux existent dans le camp de M'berra ou l'association des maîtres coraniques pourrait difficilement, sans supports et moyens adéquates contrôler les 147 mahadras reconnues (accueillant donc plus de 13 élèves) et non reconnues.

<sup>162</sup> Autrement dit la bipolarité et la séparation entre la langue littéraire dite arabe écrite (al-fusha, langue scholastique, savante) et la galaxie des idiomes dialectaux sans fixation scripturale et parfois sensiblement éloignés les uns des autres (al-ammiyya, le hassanyya dans le cas de figure de la Mauritanie) qui est la seule langue courante (bien qu'elle ne soit pas enseignée), continue à constituer un enjeu majeur dans l'apprentissage dans les pays arabes. « L'arabe, 'sorte d'animal à deux têtes' du fait de l'existence de 'deux états d'une même langue, assez différents pour que la connaissance de l'un n'implique pas, absolument pas, la connaissance de l'autre ; assez semblables pour que la connaissance de l'un facilite considérablement l'acquisition de l'autre ». William Marçais cité dans Arabe(s) et berbère en Mauritanie. Bilinguisme, diglossie et mixité linguistique. Catherine Taine-Cheikh, 2012. L'auteure souligne aussi l'émergence plus récente de l'arabe médian (al-wusta), situé entre le pôle dialectal et le pôle écrit et initialement employé dans les discussions politiques par la jeunesse contestataire arabophone. « Le moteur de l'évolution est d'abord la nécessité de compléter le lexique du dialecte, la richesse du hassnyya se situant presque uniquement (même si c'est déjà beaucoup) dans des domaines relatifs à la vie quotidienne et familiale ; à l'élevage, la chasse et l'agriculture en milieu sahélo-saharien ; au mode de vie essentiellement bédouin et aux rapports sociaux traditionnels. »

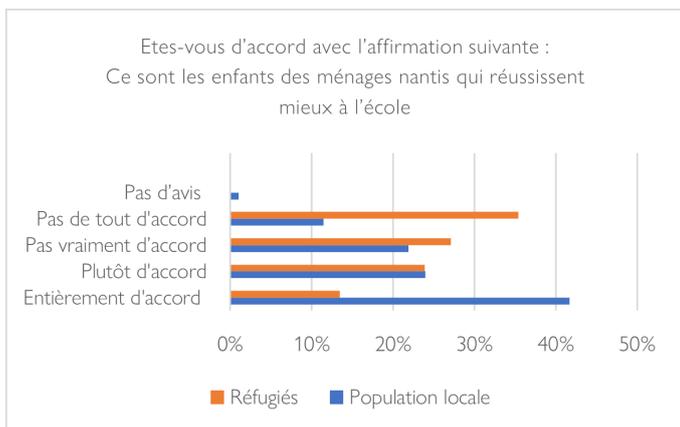
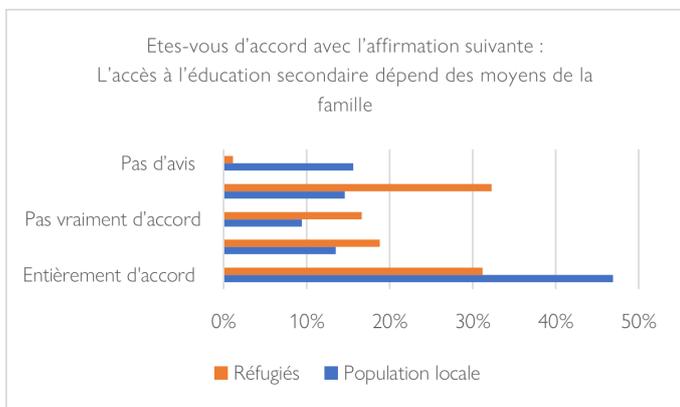
<sup>163</sup> Dans ce contexte, les mahadras (surtout celles installées dans le camp) pourraient jouer un rôle clé dans l'apprentissage de la langue arabe et favoriser ainsi que la construction de passerelles entre éducation séculaire et éducation « coranique » dans les deux curricula.

<sup>164</sup> Et ce malgré la loi de 1999 unifiant le système éducatif formel et instituant le bilinguisme arabe-français.

<sup>165</sup> Comme fait noter Alain Antil : « Si l'Arabe s'impose comme principale langue d'enseignement cela peut entraîner une élévation du niveau exigé de langue arabe aux concours administratifs et pénaliser la partie de la population qui n'est pas de langue maternelle arabe c'est-à-dire la partie de la population que l'on a coutume d'appeler les « négro-mauritaniens ». »

<sup>166</sup> « Overall, the evidence from quantitative studies very strongly suggest that increasing education at all levels reduces most forms of political violence, although some micro-level evidence suggest that the more highly educated individuals tend to be overrepresented among terrorists. » Gudrun Østby and Henrik Urdal. Education and Civil Conflict: A Review of the Quantitative, Empirical Literature. UNESCO. The hidden crisis: Armed conflict and education. 2010.

<sup>167</sup> Parmi les jeunes interrogés dans le cadre de l'enquête quantitative une majorité écrasante (92,5% parmi les réfugiés et 91,7% parmi les résidents) pense que la fréquentation de l'école aide à réduire la haine et la violence. Plus en détail 80% des réfugiés et 77% des résidents en sont entièrement convaincu.



## LE MEILLEUR EST AILLEURS ?

**68. La Mauritanie est à la fois pays d'accueil, de transit et d'émigration.** Destination pour de nombreux ressortissants ouest-africain<sup>168</sup> venus grossir par le passé les files des travailleurs des mines et de la pêche et aujourd'hui engagés dans les secteurs du pétrole et du bâtiment.<sup>169</sup> Parallèlement la Mauritanie, en raison de sa position géographique charnière entre l'Afrique noire et le Maghreb, est aussi devenue une terre de transit pour les migrants voulant rejoindre l'Europe et qui, au cours de leur périple, se retrouvent souvent à résider et travailler dans les villes à statut de relais migratoire (principalement Nouadhibou).

<sup>168</sup> Dont les réfugiés maliens qui constituent de loin le groupe le plus important.

<sup>169</sup> Voir à ce propos : Armelle Choplin. *L'immigré, le migrant, l'allochtone. Circulations migratoires et figures de l'étranger en Mauritanie. Dans Politique africaine 2008/1 (N° 109).*

<sup>170</sup> RIM. Document de stratégie nationale pour une meilleure gestion de la migration. 2010.

<sup>171</sup> Ces derniers forment à peine 5% de la population totale en 2000 alors qu'en 1965, ce taux était estimé à plus de 70%. Quant à la population urbaine, elle passait de 3% en 1960 à 9% en 1964 et à 43% en 2004. Il faut néanmoins considérer que la frontière de l'aridité s'est constamment déplacée au cours de derniers siècles et que les mouvements de population s'inscrivent dans la profondeur historique.

<sup>172</sup> C'est le cas de la capitale, Nouakchott, entièrement construite à partir de 1957 mais aussi de toute les villes nouvelles (Chami, Termessa et Bouratt) qui ont émergé au cours de la dernière décennie avec des modèles urbanistiques empruntés aux pays arabes du golfe où la ville se fabrique comme un produit d'investissement.

<sup>173</sup> « Si la route a modifié la carte des flux de transport elle a peu augmenté leur volume ni rééquilibré les échanges régionaux. Sa rentabilité est très faible. Son impact s'est manifesté surtout par une plus grande rapidité d'urbanisation le long de son tracé et elle a facilité l'exode vers la capitale. Elle véhicule un certain changement culturel une occidentalisation des modes de vie et de pensée. L'impact économique est ténu et se limite au domaine commercial augmentation du nombre des commerces, régularisation des trafics. Mais en réduisant les temps de déplacement elle a intégré dans l'ensemble national les régions orientales et permis un meilleur contrôle du pouvoir central. Elle pourrait être un outil efficace d'aménagement du territoire à condition qu'une telle politique soit mise en œuvre et que la route reste praticable...». Vennetier Pierre sur Jean-François Staszak, *Le goudron dans la brousse. La Route de l'Espoir (Mauritanie). Dans: Annales de Géographie*, t. 99, n°556, 1990. p. 747.

<sup>174</sup> Laurent Gagnol, Géraud Magrin et Raphaëlle Chevrillon-Guibert. *Chami, ville nouvelle et ville de l'or. Une trajectoire urbaine insolite en Mauritanie. L'Espace Politique [En ligne]*, 38 | 2019-2

Enfin, le pays est également un territoire d'(é)migration. À la suite des phénomènes de recomposition territoriale, une partie de la population avait choisi l'expatriation comme modalité de satisfaction de ses ambitions personnelles. Ces mouvements sont à l'origine de la constitution de réseaux diasporiques dont les plus significatifs demeurent implantés en Afrique subsaharienne (principalement le Mali, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et la Gambie mais aussi le Congo, l'Angola et le Gabon), dans les pays du Golfe arabe, en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord.

**69. Plus généralement les propensions migratoires s'inscrivent en Mauritanie dans la première partie de son histoire postcoloniale.** La récurrence et l'envergure des sécheresses, avait engendré deux mouvements distincts mais souvent adventifs : un exode massif des populations rurales vers les nouvelles villes<sup>170</sup> et un processus à marches forcées de sédentarisation des populations nomades.<sup>171</sup>

La brutalité des bouleversements qui ont traversé la Mauritanie dans l'espace de quelques décennies est saisissante : à l'indépendance, le pays avait une population dont le nomadisme pastoral constituait le fondement de l'identité culturelle et était dépourvu de la moindre ville dépassant la dizaine de milliers d'habitants ; en deux générations les Mauritaniens sont devenus majoritairement urbains autour d'implantations de l'habitat construites souvent ex nihilo.<sup>172</sup> Au-delà des contraintes climatiques, d'autres phénomènes ont pu également favoriser l'abandon du nomadisme, comme la création de routes goudronnées ayant permis de reconnecter la « brousse » (badawî) et l'espace urbain (hadarî).

Le cas de la « Route de l'Espoir »,<sup>173</sup> allant de Nouakchott jusqu'à à Néma initialement et puis rejoignant Bassikounou (et récemment étendue jusqu'à Fassala) montre bien que la sédentarisation n'est pas réductible à une simple question de survie. « Elle obéit aussi et surtout à des logiques complexes de diversification des ressources et des modes de résidence, de redéploiement des mobilités et d'appropriation des lieux, dans des stratégies à la fois individuelles et tribales, économiques et politiques/électorales ».<sup>174</sup>

70. Sans pour autant souscrire de manière exclusive à une vision culturaliste qui interpréterait la mobilité comme une pratique intégrée dans un système de valeurs et un mode de vie spécifique (un « trait culturel »), il est indéniable que la migration est aussi produite socialement et donc un fait de culture. **La persistance et l'amplitude des mouvements migratoires des Mauritanien(ne)s (et des Maliens en moindre mesure) de ces dernières décennies révèlent un caractère fortement extraverti des groupes concernés** avec des modèles de mobilité profondément ancrés dans les stratégies économiques individuelles, familiales et claniques.

71. Pour les jeunes **la migration représente souvent le seul outil pouvant débloquent des modèles de stagnation sociale dans lesquels ils se retrouvent. Elle marque souvent** - et de manière tout aussi symbolique et esthétique<sup>175</sup> - **une rupture initiatique avec les attachements familiaux** en permettant de générer des revenus destinés à seconder les volontés d'autonomisation (mariage et fondation d'un foyer, création d'une activité). Rarement consignées dans l'exceptionnalité, les pratiques de mobilité se traduisent dans un large spectre de mouvements à caractère occasionnel, transitoire, saisonnier ou durable ; les trajectoires deviennent multiples avec des épisodes migratoires qui s'inscrivent

généralement dans des dynamiques fragmentées et des navettes régulières entre lieux d'origine et d'accueil.<sup>176</sup>

72. Les routes de la migration internationale demeurent relativement normalisées avec la Côte d'Ivoire, le Mali,<sup>177</sup> le Congo Brazzaville et l'Angola comme destinations principales. Ceux qui restent à l'intérieur des frontières nationales (afin aussi de ne pas subir les conséquences de la précarisation et de la discrimination à caractère xénophobe que l'on rencontre parfois à l'étranger)<sup>178</sup> s'orientent plutôt vers les grandes villes du pays (Nouakchott et Nouadhibou). D'autres encore tentent leur chance dans les sites d'orpaillage, que cela soit sur le territoire national,<sup>179</sup> ou à l'étranger et particulièrement au Mali.<sup>180</sup> « L'exemple de ceux qui ont pu améliorer leur existence (et investir, se marier, etc.) grâce au travail à la mine est un moteur puissant des vocations extractives »<sup>181</sup>. **Les déplacements s'organisent souvent autour de réseaux commerciaux diasporiques et sur un maillage de solidarités filiales et tribales.** Paradoxalement ce sont donc les structures sociales claniques « stigmatisées comme des « archaïsmes » anachroniques de la modernité et antinomiques de la mondialisation » à constituer les portes d'entrée à des nouveaux modes de vie.<sup>182</sup>

<sup>175</sup> Il suffit de penser à l'hijra (hégire) avec le départ de Mahomet vers Medina qui marque la mise à distance d'un modèle sociétal établi sur des liens claniques, en faveur d'un modèle de communauté de destin fondée sur la croyance.

<sup>176</sup> A M'Berra une minorité de jeunes croient qu'il est plus facile de trouver du travail dans les villes moyennes (27%). Ils sont beaucoup plus nombreux (52%) à croire qu'il faut aller dans les grandes villes pour trouver de l'emploi. En ce qui concerne l'étranger les avis sont plus partagés. Même s'ils sont nombreux à être convaincus que la migration est nécessaire (37,5%). Parmi les jeunes résidents seulement la moitié (50%) est convaincu que dans les villes moyennes soit plus facile de trouver du travail. Ils sont beaucoup plus nombreux (61%) à croire que c'est dans les grandes villes qu'il est plus facile de dénicher de l'emploi. Par ailleurs il n'est pas surprenant de constater que pour la jeunesse urbaines (Bassikounou et Fassala) ce n'est pas dans les villes moyennes qu'il est plus facile de trouver du travail (63%) mais plutôt dans les grandes agglomérations (72%). Parmi les jeunes ruraux ce pourcentage n'est que de 52%.

Aussi l'étranger, pour ceux qui se sentent de s'exprimer, ils pensent qu'il est plus facile de trouver du travail. Ils sont un bon nombre (39,5%) à croire que la migration est essentielle pour trouver du travail. Ils sont rares (9%) ceux qui ne sont pas de tout d'accord avec cette affirmation (même si nombreux -32% - sont ceux qui n'ont pas d'avis).

<sup>177</sup> Le Mali, en raison de l'instabilité, semble aujourd'hui fréquenté de manière irrégulière par les Mauritanien(ne)s. Les destinations principales paraissent les sites d'orpaillage. Il continue au contraire et de manière évidente à représenter une destination régulière pour la population réfugiée avec des mouvements plus ou moins amples et réguliers.

<sup>178</sup> A l'image de la Côte d'Ivoire avec un environnement politique affecté par des pratiques ségrégationnistes et où l'inoculation dans le corps social de l'idéologie de « l'ivoirité » a fortement influencé les relations ordinaires entre « autochtones » et immigrés. Plus généralement, l'opinion selon laquelle l'immigration fait diminuer les salaires des résidents et génère du chômage demeure largement répandue partout.

<sup>179</sup> C'est notamment le cas de Chami, la capitale de l'or mauritanien. Ville créée ex-nihilo entre 2012 et 2013 avec la volonté de rationaliser les phénomènes de « sédentarisation anarchique », Chami, est passée de 3.000 à plus de 20.000 habitants entre 2016 et 2021 (des données plus précises font malheureusement défaut). Néanmoins le site semble avoir en partie récemment perdu ses attraits pour les migrants à cause de « l'incertitude qui tient à l'avenir de l'exploitation aurifère et aux choix qui seront faits par le gouvernement en matière de régulation de l'activité, notamment dans la répartition de la rente aurifère en fonction des acteurs (industriels ou artisanaux, étrangers ou nationaux) ... ». Chami, ville nouvelle et ville de l'or. Une trajectoire urbaine insolite en Mauritanie. L. Gagnol, G. Magrin et R. Chevrillon-Guibert. 2019.

<sup>180</sup> On serait tenté de mettre en exergue un lien potentiel entre réseaux criminels et orpailleurs. Voir à ce propos le rapport de ICG. Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central. Rapport Afrique N°282, 13 novembre 2019, qui raconte les dynamiques en cours dans les pays du Sahel central, avec des groupes armés s'emparant de sites d'orpaillage dans des zones où l'Etat est faible ou absent. « Ces groupes armés, y compris jihadistes, trouvent dans ces mines d'or une nouvelle source de financement, voire un terrain de recrutement. Des réseaux informels sont de plus en plus impliqués dans le transport du métal précieux. L'orpaillage artisanal risque donc d'alimenter la violence et les réseaux criminels transnationaux ».

<sup>181</sup> Raphaëlle Chevrillon-Guibert, Laurent Gagnol, Géraud Magrin. La ruée vers l'or au Sahara et au Nord Sahel. Ferment de crise ou stabilisateur ? La Découverte, « Hérodote » 2019/1 N° 172, pages 193 à 215.

<sup>182</sup> « Ces réseaux nourrissent une intense circulation migratoire commerciale ... avec, à la base, des hommes se relayant selon un système de « noria » dans le séjour et l'organisation de leur commerce en fonction d'affinités filiales alors que le cadre tribal sert de charpente à la mise en réseau des différents segments boutiquiers et à des agglomérations avec une hiérarchisation reproduisant, de façon non systématique, les hiérarchies du cadre tribal lorsque, souvent, celles-ci avaient une traduction financière. » Ali Bensaâd. Aux marges du Maghreb, des tribus mondialisées. Réseaux tribaux et réseaux diasporiques commerciaux maures. Méditerranée 116 | 2011 : Le Maghreb dans la Mondialisation.

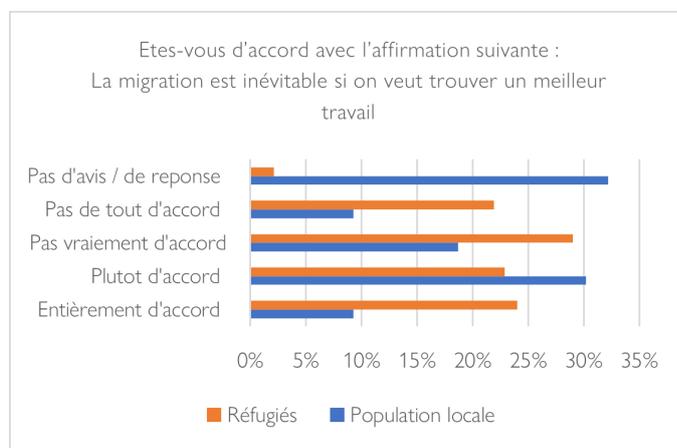
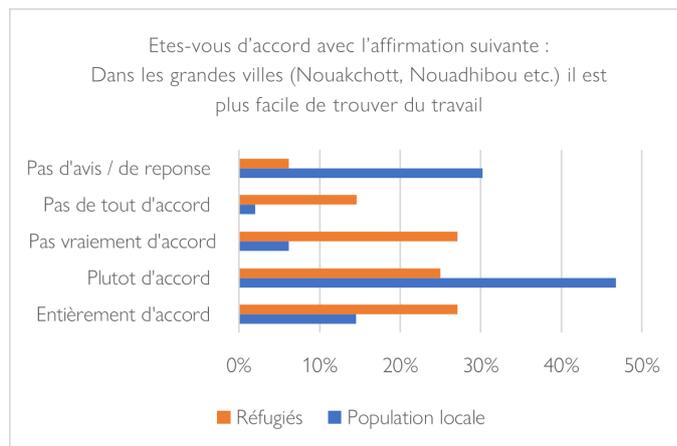
Ainsi la limitation des facteurs d'incertitude sur les parcours de migration s'insère dans la trame tribale ; de la même manière ce sont les liens familiaux qui rendent souvent superflue la formalisation du lien contractuel. La relation salariale qui en découle n'est pas toujours favorable pour le jeune qui se retrouve souvent contraint dans une position de subordination avec une paie défalquée des prestations plus au moins convenables du gîte.<sup>183</sup>

**73. Les emplois reflètent le plus souvent la position sociale occupée par la personne.** Les classes marginalisées retrouvent leurs opportunités cantonnées aux emplois les plus dégradants à la pénibilité évidente et n'étant pas couverts par une offre de main d'œuvre nationale : charretiers, éboueurs, ouvriers non spécialisés, blanchisseurs, etc.<sup>184</sup> D'autres retrouvent des postes légèrement plus qualifiés dans l'artisanat ou dans le commerce (garçons de boutique principalement).

**74. Il faut enfin mentionner des formes de migration qui découlent de stratégies de diversification élaborée au sein de la famille ou « les candidat(e)s au départ »** sont, en partie, (auto)sélectionné(e)s au sein des familles en fonction du niveau de diplôme, de la situation vis-à-vis de l'emploi, de la place dans la fratrie, du genre et des obligations sociales liées à cette « place » dans le cycle familial de redistribution.<sup>185</sup> Si les exigences collectives sont ici le moteur principal de la trajectoire de migration, les motivations individuelles (réalisation de soi, acquisition d'indépendance) sont souvent similaires à celles que l'on rencontre dans d'autres typologies de parcours. En effet **contribuer à la sécurisation de l'économie de la famille reste souvent une condition pour se voir reconnaître un statut d'adulte.**

**75. On pourrait en conclure que la migration représente un recours incontournable sur les trajectoires d'autonomisation de jeunes.** Par ailleurs les occupations en lien avec les dynamiques migratoires mettent en exergue la faible perméabilité des frontières sociales (et les difficultés à les traverser) ainsi que l'inégalité des chances (plus particulièrement en ce qui concerne les possibilités d'ascension sociale). Dans un contexte économique instable, la migration continue de représenter une stratégie d'adaptation efficace pour améliorer son niveau de vie et accroître son indépendance économique (condition souvent nécessaire au mariage mais aussi à la reconnaissance sociale) ; cependant elle

engendre également des bouleversements sociaux dans les rôles familiaux. Le départ des hommes laisse les femmes souvent seules à s'occuper des enfants et des personnes âgées et les contraint à garantir le fonctionnement de l'exploitation familiale (ce qui les obligent par ailleurs à transférer plus d'activités aux enfants).



## LES JEUNES ET L'EMPLOI

**76. En Mauritanie, les enjeux de l'emploi sont au cœur des politiques publiques.** Le pays compte en effet seulement un peu plus d'un tiers de la population occupée dont une grande partie est jugée en situation de sous-emploi.<sup>186</sup>

<sup>183</sup> « Le lien filial et plus largement tribal fait fonction à la fois de lien contractuel, de caution et de garantie de ce lien, qui renforce la confiance et la solidarité indispensables à la réussite des transactions et à leur pérennité. Il s'agit de trajectoires individuelles et de groupes qui mobilisent la trame tribale comme ressource, à côté d'autres ressources tout aussi nécessaires. L'usage du cadre tribal relève donc plutôt d'une ingénierie entrepreneuriale. ... La « tribu » est ainsi une sorte de palimpseste sur une partie duquel les entrepreneurs réécrivent d'autres relations contractualisées et des solidarités nouvelles en tissant d'autres mailles à partir des mêmes fils. » (ibidem).

<sup>184</sup> En anglais on définit généralement ces typologies d'emploi comme les 3D-jobs (dirty, dangerous, (difficult), demanding) - sales, dangereux et dégradants.

<sup>185</sup> Amélie Grysole, Doris Bonnet. Introduction au thème. Observer les mobilités sociales : l'investissement migratoire des familles. Dans Politique africaine 2020/3 (n° 159), pages 7 à 32.

<sup>186</sup> « La population potentiellement active, composée des personnes âgées de 14 à 64 ans, représente 45,9% et 54,5% de la population masculine et féminine (respectivement)... Les jeunes de 14-35 ans représentent environ 61,4% de la population active. ... Cette population reste fortement concentrée à Nouakchott avec 28,5% de la population totale et près de deux tiers de la main d'œuvre urbaine. La proportion de la population en emploi représente 37% de la population en âge de travailler en 2017. Le niveau relativement faible de ce ratio emploi/population indique qu'une grande part de la population en âge de travailler ne participe pas directement à l'activité économique du pays. Quelle que soit la formation, le pourcentage de femmes occupées est deux fois plus faible que celui des hommes ... La population occupée jugée en sous-emploi représente 6,1% de la population totale occupée en 2017 contre 10,6% en 2012 ». ONS. Situation de l'Emploi et du Secteur Informel en Mauritanie en 2017. 2017.

Deux fois plus d'hommes que de femmes contribuent aux activités économiques du pays.<sup>187</sup> Le secteur informel en Mauritanie est le principal pourvoyeur d'emploi occupant presque deux tiers de la population occupée dont environ plus d'un tiers sont générés par le secteur informel non agricole.<sup>188</sup>

**77. Le département de Bassikounou a une profonde vocation pastorale** (et dans la partie méridionale agro-pastorale) **sur laquelle s'est installée une activité commerciale de plus en plus importante.** Malgré un certain dynamisme de la réalité économique, en analysant le marché de l'emploi par le prisme de l'âge, nous constatons la part prépondérante du secteur informel surtout en ce qui concerne les jeunes.<sup>189</sup>

**78. Condamnées souvent à des parcours de précarité ou d'inactivité, les jeunes ambitionnent avant tout à la stabilité qui seule semble garantir la possibilité d'élaborer des projets de vie et d'autonomisation de la famille. Leurs aspirations correspondent souvent au niveau d'éducation:** ainsi le travail est souvent perçu non seulement comme une obligation que l'on subit pour gagner sa vie mais aussi comme un instrument de participation à la vie publique et un moyen de réalisation de soi (et donc de construction d'une identité sociale).

**La rémunération demeure l'indicateur principal pour déterminer la satisfaction à l'égard de l'emploi ;** néanmoins lorsque l'occupation s'éloigne d'une finalité sociale et comporte moins de relations (c'est le cas des métiers de la terre), elle finit par être perçue comme une obligation subie.

**79. Le niveau d'étude des jeunes en chômage traduit des réelles difficultés d'intégration et de valorisation des acquis éducatifs.** La formation (et le diplôme) n'est plus pourvoyeuse d'emploi et **le système éducatif est remise en cause dans sa capacité à favoriser l'insertion professionnelle.**<sup>190</sup> En plus de cela les jeunes perçoivent clairement le fort déséquilibre entre offre et demande et l'étroitesse de l'espace d'opportunités et des chemins qui pourraient conduire à un premier emploi rémunéré (ou à un plein emploi).<sup>191</sup>

**80. Dans ce cadre le réseau familial reste pour les jeunes le support principal dans l'identification d'une occupation (bien devant les organisations internationales).**<sup>192</sup> C'est au sein des cercles de parenté que les jeunes voient s'ouvrir des opportunités. En effet, malgré une incontestable régression des dynamiques de solidarités privées forgées sur trame clanique ou familiale, **certaines formes de capital social contraint**<sup>193</sup> **résistent et continuent à constituer un filet de protection sociale et un mécanisme d'altruisme mutuel.**

Ainsi, dans le contexte réticulaire de relations sociales dans lequel l'individu est imbriqué, la solidarité tribale (comme dans le cadre des parcours de migration) constitue encore aujourd'hui l'une des clés essentielles des parcours d'autonomisation.<sup>194</sup> Toutefois, l'intégration des jeunes dans l'activité familiale (au sens large) n'est pas systématiquement synonyme d'emploi ni d'intégration économique ; de ce fait les voies de l'apprentissage constituent parfois des impasses et les jeunes se retrouvent dans des formes de travail peu décentes très vaguement formatrices et non rémunératrices.

<sup>187</sup> Comme relevé précédemment nos échantillons confirment que les femmes qui ont un emploi ou une activité sont largement minoritaires : 21% parmi les réfugiées (contre 34,1% des hommes) et 17,6% au sein de la population locale (contre 57% des hommes).

<sup>188</sup> Le secteur informel en Mauritanie est le principal pourvoyeur d'emploi occupant plus de 63% de la population en emploi dont environ plus de 35,7% sont générés par le secteur informel non agricole. Ibidem.

<sup>189</sup> Des statistiques précises font malheureusement défaut.

<sup>190</sup> « Il ressort des différentes enquêtes sur l'emploi, que le taux de chômage s'accroît avec le niveau d'éducation surtout en milieu urbain : pour les personnes ayant suivi une formation générale, le chômage touche 20,2% des femmes et 15,4% des hommes ». Ibidem. Cependant les jeunes veulent continuer à croire dans la nécessité d'acquiescer un diplôme pour accéder à l'emploi (cela par ailleurs est aussi dû aux modalités de recrutement des organisations internationales qui affectent largement les représentations). Dans nos échantillons, selon les jeunes les principaux facteurs de blocage pour trouver un emploi sont le manque de formation professionnelle (50% pour les réfugiés et 32,8% pour la population hôte), le manque de diplômes (47,1% et 37,7%), le manque d'une expérience de travail (40% et 21,3%), le manque de fonds pour lancer une activité (10% et 16,4%). Si le manque d'information sur les opportunités existantes est perçu comme un facteur relatif de blocage auprès de la population hôte (8,2% des interrogés), il devient prioritaire dans le camp (32,9%) à confirmation du fait que les jeunes réfugiés demeurent convaincus que leur futur pourra se construire surtout grâce aux dispositifs humanitaires.

<sup>191</sup> Ce n'est pas anodin que la majorité de jeunes locaux interrogés pensent s'en sortir moins bien (16,6%) ou comme leurs parents (48,5%) Seulement le 37,5% est confiant dans la possibilité de s'en sortir mieux.

<sup>192</sup> Les jeunes sans travail demeurent convaincus (68,5% des répondants parmi les réfugiés et 83,3% auprès des jeunes résidents) que c'est surtout le réseau de parenté qui peut les aider à trouver un travail. Les organisations internationales sont un support secondaire dans l'identification d'un emploi (28,8% des interrogés sans emploi parmi les réfugiés et 34% auprès de la population hôte). Ces données sont confirmées par ceux qui ont un emploi : 14 (54%) jeunes réfugiés ont reçu l'aide de la famille pour trouver leur occupation et 6 (23%) l'ont obtenu grâce à leur réseau. Au sein de la population hôte, 18 (51%) ont reçu l'aide de la famille (ou du clan) pour trouver leur occupation et 5 (14%) l'ont obtenu grâce à leur réseau d'amitié et seulement 2 (3%) grâce aux organisations internationales.

<sup>193</sup> Nous entendons « par capital social civil contraint un ensemble de relations sociales... dont la caractéristique essentielle est la contrainte. Le mode de fonctionnement de ces relations dépend de valeurs ou de normes sociales et culturelles auxquelles l'individu ne peut se soustraire sans courir le risque d'une exclusion de la communauté de relations ». Il suffirait à cet égard de penser à la manière dont la *lawha* (forme de solidarité sociale basée sur la *assabiya* et destinée, par une cotisation monétaire collective et élargie, à compenser les dégâts que subissent les membres du groupe) trouve toujours son ancrage dans les pratiques collectives maures. Voir à ce propos : Jérôme Ballet, Bilal O. Hamzetta *Le capital social comme protection sociale ? Le cas de la Mauritanie*. Dans *Revue Tiers Monde* 2003/3 (n° 175), pages 637 à 655.

<sup>194</sup> Il s'agit donc d'un capital relationnel qui réduit la sphère de la vulnérabilité de l'individu.

81. Les jeunes sont de moins en moins attirés par les activités exercées par leurs parents.<sup>195</sup> Si l'activité commerciale, les professions qualifiées et les fonctions au sein de l'administration continuent à jouir d'un certain crédit parmi les jeunes, **ce sont surtout les métiers de la terre à faire l'objet d'une forte désaffection.**<sup>196</sup> Au près des champs et des pâturages, les jeunes se sentent condamnés à travailler au service de la famille qui rarement propose (ou est en mesure de proposer) des compensations d'ordre financier pour la contribution apportée. Sous-employés et peu valorisés, ils n'arrivent pas à se constituer une épargne qui leur permettrait d'initier des stratégies d'autonomisation.

Par ailleurs **les métiers de la terre** (que ce soit l'agriculture ou l'élevage) **sont perçus par les jeunes comme pénibles, soumis à des écueils importants en raison des variabilités climatiques et environnementales et souvent peu lucratifs. En outre les conditions de vie en milieu rural leur apparaissent peu enviables** (l'accès aux services de base demeure restreint et l'entretien de réseaux sociaux laborieux, principalement en raison de l'absence de systèmes de télécommunication performants), surtout pour ceux qui ont réalisé un investissement dans des études et qui voudrait le faire fructifier.<sup>197</sup> La scolarisation devient ainsi indirectement proportionnelle à des ambitions d'insertion en milieu rural.

82. Enfin les jeunes ruraux sont systématiquement confrontés à des obstacles dans l'accès aux moyens de productions et à la valorisation occupationnelle (problématique foncière, faible accès au crédit, manque d'encadrement technique, etc.). Les modalités existantes d'aide à l'autonomisation fournies par la famille (que cela soit à travers le don d'une partie du troupeau ou la jouissance d'un lopin de terre) semblent souvent insuffisantes à supporter un processus réel d'autonomisation économique, résidentielle et conjugale.

**Pour les femmes les stratégies d'autonomisation s'avèrent encore plus incertaines.** La femme accède rarement à la terre ou au cheptel par voie successorale. Si la loi étatique leur reconnaît le droit à possession, les pratiques en zone rurale ne semblent pas en tenir compte ; l'héritage de la terre et du bétail par les femmes représenterait en effet un risque dans les droits de succession patrilinéaires.

<sup>195</sup> Parmi les jeunes réfugiés interrogés dans le cadre de notre enquête quantitative seulement 32 sur 96 interrogés (33,3%) sont attirés par les métiers des parents. 30 (31,2%) voudraient plutôt faire autre chose tandis que 22 (22,9%) ne veulent absolument pas faire la même chose.

Ces pourcentages sont parfaitement en ligne avec ceux issus de l'échantillon des jeunes résidents : seulement 25 (26%) sont attirés par les métiers de leurs parents. 34 (35,4%) voudraient plutôt faire autre chose tandis que 21 (22%) ne veulent absolument pas faire la même chose.

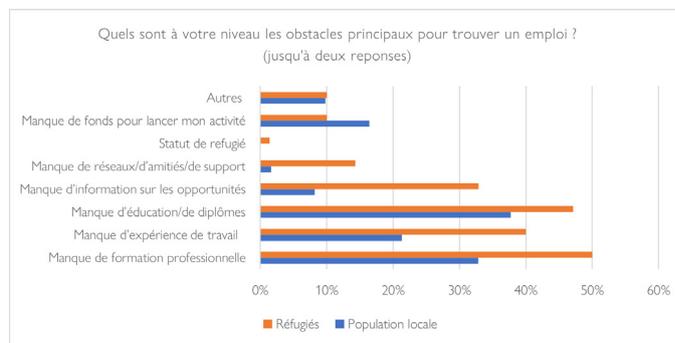
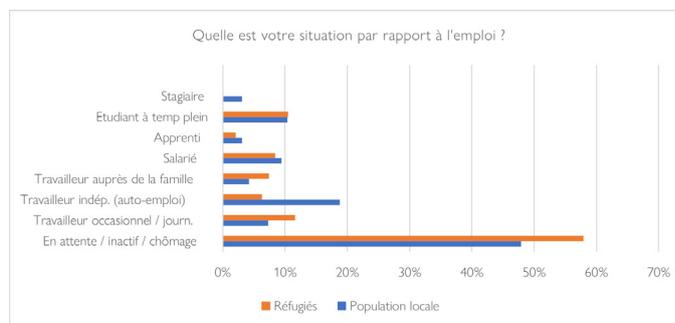
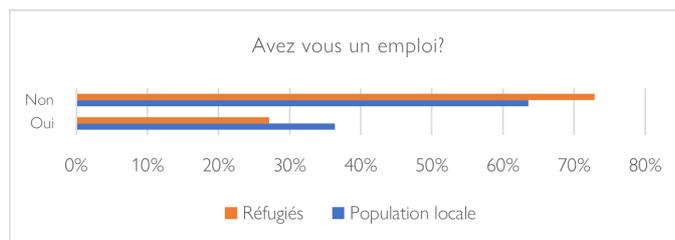
<sup>196</sup> En effet sur 36 jeunes réfugiés ayant eu des parents dans l'administration, ou dans des professions qualifiées et dans le commerce 17 (47%) sont attirés par le métier de leurs parents et seulement 7 ne veulent absolument pas faire la même chose (19,4%). Pour les 39 jeunes réfugiés avec des parents ayant exercé l'agriculture et/ou l'élevage seulement 9 (23%) sont attirés par le métier de leurs parents ; 16 (41%) veulent plutôt faire autre chose et 12 (30,7%) ne veulent absolument pas faire la même chose. Au sein de la population hôte ces mêmes tendances sont également manifestes et possiblement encore plus marquées. Parmi les 42 jeunes ayant eu des parents agriculteurs ou éleveurs seulement 8 (19%) sont attirés par ces mêmes professions. 11 (26,2%) ne veulent absolument pas faire la même chose et les 17 (40,4%) voudraient plutôt faire autre chose. Commerce et emplois qualifiés sont décidément plus prisés avec 13 jeunes (35%) attirés par ces professions et seulement 7 (19%) ne veulent pas faire la même chose.

<sup>197</sup> Bénédicte Gastineau, Valérie Golaz. Être jeune en Afrique rurale. Afrique contemporaine 2016/3 (N° 259). De Boeck Supérieur.

<sup>198</sup> Selon le recensement de 2013 le secteur agropastoral occupait 150.470 individus soit le 24,7% de la population active. Le commerce (25,9%) et l'administration (22,2%) étaient les deux autres secteurs principaux pourvoyeurs d'emplois. Le secteur de la construction venait en quatrième position avec le 7,6% de la population active. Bien entendu des différences importantes existent selon les milieux. Dans les zones rurales 53,7% des étaient engagés dans des activités agropastorales contre 19,8% pour le commerce et 9,1% pour l'administration et les services sociaux.

83. Néanmoins, au-delà de toutes les contraintes et **des manifestations de résistance vers les métiers de la terre de la part des jeunes**, compte tenu des enjeux démographiques et de sécurité alimentaire et en l'absence d'une perspective de développement industriel à court terme, **l'insertion des jeunes en milieu rural demeure un parcours obligé.** Un secteur agricole (incluant la foresterie et l'élevage) plus moderne et plus rentable détient le plus grand potentiel de création d'emplois pour les jeunes mauritaniens et maliens réfugiés.<sup>198</sup>

Dans ce sens il faudra travailler les postures pour que l'agriculture ou l'élevage ne deviennent pas une fatalité subie (et liée à la classe sociale ou à l'éducation) mais un choix d'insertion professionnelle.



84. Par-delà toute confusion entre élevage et possession d'animaux, à l'est de la Mauritanie et dans les territoires maliens frontaliers d'où vient la majorité des réfugiés, l'élevage joue un rôle socio-économique majeur.<sup>199</sup> Il fournit des aliments pour la famille, génère des revenus et constitue un moyen d'accumulation de capital.

A une échelle supérieure, **les systèmes pastoraux ont toujours été des vecteurs importants de croissance économique, de diversification des ressources et de structuration des territoires.**

Néanmoins les systèmes d'élevage ont connu une évolution progressive (et parfois assez brusque) au cours des dernières décennies avec des phénomènes massifs de sédentarisation des populations et une marginalisation progressive des modes d'élevage qui reposaient sur les parcours de transhumance comme trame de fond de la production pastorale.<sup>200</sup> La pression sur le milieu et sur les ressources naturelles (ainsi que la faible production fourragère) a par ailleurs parfois conduit à des mouvements de territorialisation tribale d'espaces pastoraux ou encore d'appropriation privative d'infrastructures publiques que les pouvoirs déconcentrés de l'Etat (censés fournir un accompagnement de la gestion du foncier pastoral) n'ont pas toujours su contrer.<sup>201</sup> Enfin les conflits sur le territoire (principalement au Mali) ont contraint une partie des éleveurs, souvent parmi les premières victimes d'exactions avec les commerçants, à se déplacer (une grande partie de ceux qui se sont réfugiés en Mauritanie ont laissé derrière eux leur cheptel) ou encore à défendre par les armes leur troupeaux (et en contribuant ainsi au renforcement du climat d'insécurité).

85. Il est extrêmement difficile de produire une appréciation précise de la place de l'élevage dans les économies des ménages. Cela tient au fait que la plupart des enquêtes n'incluent que rarement des données sur les intrants de l'élevage et se concentrent principalement sur les produits, ce qui entraîne une surestimation des revenus.<sup>202</sup> Par ailleurs il faudrait pouvoir s'extraire du piège sectoriel ; en dehors des grandes villes, et à fortiori à l'est de la Mauritanie, rares sont les exploitants agricoles et les commerçants sans bétail. Les ménages s'investissent en effet dans des systèmes hybrides ou la dimension productive intègre le plus souvent des éléments de pastoralisme (et parfois de chasse-cueillette) dans une logique de diversification de moyens d'existence (et éventuellement de revenus).<sup>203</sup>

86. Par ailleurs **l'animal est tant un capital (seul actif pouvant être facilement converti en argent) qu'un produit et ce double statut lui confère une place centrale dans les stratégies de survie des ménages.** La possession d'animaux est ainsi dictée par une palette assez large de mobiles : l'alimentation de la famille, la vente de produits (viande, lait, œufs, peaux, fumier, etc.), la traction ou le transport, l'épargne (on parle dans ce cas souvent d'« élevage de case » : l'animal est en effet une réserve de valeur puisqu'il se prête moins facilement à la consommation ou encore mécanisme de gestion des risques pour faire face aux imprévus), l'investissement, le statut social (synonyme de prospérité ou signe de solidarité pastorale<sup>204</sup>).

C'est pour cela que **l'élevage a souvent été considéré la richesse des pauvres**, même si « les relations entre élevage et pauvreté ne peuvent s'envisager seulement sous l'angle d'une évidence positive ». Il faudrait en effet prendre en compte les externalités négatives

<sup>199</sup> Nous excluons de notre analyse l'aviculture (familiale ou entrepreneuriale) que malgré son potentiel (source de protéines animales facilement utilisables - œufs et viande blanche - et de génération de revenus) reste encore une activité marginale à l'est de la Mauritanie.

<sup>200</sup> « L'examen des trajectoires familiales montre que les pertes trop importantes d'animaux induisent un passage à des formes d'agropastoralisme contraint qui impliquent une perte structurelle de la mobilité. Avec elle, c'est progressivement le réseau social et les performances du troupeau qui sont fortement ébranlés, sans pour autant retrouver une situation plus stable à cause de l'insécurité foncière dans les terroirs d'accueil fragiles des groupes sédentaires. » Bernard Bonnet, Bertrand Guibert. *Stratégies d'adaptation aux vulnérabilités du pastoralisme. Trajectoires de familles de pasteurs (1972-2010)*. De Boeck Supérieur, Afrique contemporaine 2014/1 n° 249, pages 37 à 51.

<sup>201</sup> C'est le cas surtout de certaines zones de la commune de El Megve. À la suite d'une intervention très importante au cours de ces dernières années des organisations internationales sur l'hydraulique villageoise et pastorale, il semble que les tensions autour de l'accès aux points d'eau ont été réduites de manière drastique.

<sup>202</sup> « De plus, elles ne collectent pas d'informations sur les sous-produits de l'élevage, comme le fumier, ou sur les services non monétaires fournis par les animaux, comme le transport et la traction animale, et tendent ainsi à sous-estimer la contribution de l'élevage à la subsistance des ménages. » Investir dans le secteur de l'élevage L'importance de chiffres précis Un manuel de référence destiné aux décideurs pour l'amélioration des données de l'élevage. Banque Mondiale, 2016.

<sup>203</sup> Il ne faudrait pas pour autant surdimensionner le phénomène surtout dans le camp de M'berra : avec 4.975 bovins, 9.000 ovins et 2.000 caprins et une population de 56.221 pour une taille des ménages arrondie à 5 unités (Analyse des chaînes de valeur, UHNCR 2018) nous avons une moyenne de 0,4 bovins, 0,8 ovins et 0,2 caprins par ménage. Cela signifie que les ménages les plus pauvres ne possèdent quasiment pas de bétail et que les ménages pauvres ne disposent que de quelques petits ruminants et d'un ou deux bovins (ibidem). Il faut néanmoins considérer que ces données sont issues des déclarations des ménages et peuvent donc être foncièrement inexactes étant donné qu'elles ont été fournies dans le cadre d'un recensement réalisé en vue d'une opération de ciblage des aides. Par ailleurs nous n'avons pas pu trouver des chiffres concernant les cheptels hors camp détenus par des réfugiés. Au près de toute la population départementale les chiffres sont beaucoup plus importants avec une moyenne de 10 bovins et 93 ovins par ménage au niveau de la Préfecture (ces données sont généralement issues des campagnes de vaccination ; il va de soi qu'il existe un certain degré de sous-estimation). Nous assistons toutefois à des fortes disparités au sein du Département. Si nous retenons les pourcentages issus de la zone 7 (autour de la ville de Bassikounou) selon la classification de Fewsnet (et non celle de la zone 9 contenue dans l'analyse des chaînes de valeurs précédemment citée) nous avons de 2 à 4 petits ruminants pour les ménages pauvres et de 11 à 30 petits ruminants pour les ménages moyens. En zone 1 (au nord donc de Bassikounou) nous avons entre 30 et 100 petits ruminants et entre 5 et 15 bovins par ménage pauvre et déjà entre 25 et 60 bovins pour les ménages moyens (25%-35% de la population totale).

<sup>204</sup> C'est le cas par exemple de la « vache d'attache » chez les peuhls ou des animaux transférés à d'autres éleveurs afin de renforcer les liens entre groupes.

et les contraintes de gestion qui pourraient représenter des facteurs d'appauvrissement tout comme le poids des inégalités sociales qui affectent profondément le développement de stratégies fondées sur les moyens d'existence.<sup>205</sup>

**87. Pour les jeunes les plus éduqués la propriété d'un capital-cheptel<sup>206</sup> garde sa pertinence et son intérêt lorsqu'il perd ses caractéristiques d'occupation (et devient ainsi un pur investissement productif).** Il ne s'agit donc plus de valoriser son cheptel à travers la prise en main du bien mais plutôt de le confier à un bouvier afin de profiter d'une expertise - où la connaissance du territoire est tout aussi cruciale que les compétences en termes de santé animale - que les jeunes ne souhaitent pas acquérir en raison de la rudesse des conditions d'exercice du métier<sup>207</sup> mais aussi de nombreux facteurs de vulnérabilité (dégradation des écosystèmes, expositions aux risques et exactions de la part des groupes armés, contraintes sur la mobilité avec des tensions avec les agriculteurs dans les zones de passage, phénomènes de privatisation des zones de pâturage ou des points d'abreuvement, faiblesses des services d'encadrement, etc.).

**Pour d'autres** (surtout en milieu rural et lorsque le troupeau est peu consistant) l'élevage est surtout **une activité collatérale, jamais haussée au rang d'un emploi**, plutôt une charge et souvent relative (en raison des pratiques répandues relative à la divagation des animaux). Autrement dit les animaux sont élevés non tant dans la perspective d'augmenter progressivement son cheptel (ou d'accroître la production de lait et des autres sous-produits), mais seulement afin de protéger un investissement.

**88. Mais indépendamment de tout intérêt potentiel pour l'activité, l'enjeu principal demeure l'accès aux moyens de production.** Acquérir le bétail qui permettrait la mise en place d'une activité

lucrative est souvent un obstacle infranchissable. Cela est d'autant plus vrai pour la population réfugiée en raison de la perte (certainement partielle mais tout autant sérieuse) du capital bétail à la suite de l'abandon des anciens lieux de résidence. Dans ce contexte, à la lumière de statistiques sur le capital-bétail pour les ménages du camp, nous pouvons conclure que les mesures visant la reconstitution de cheptel mises en œuvre depuis 2013 n'ont pas toujours produit les effets escomptés.<sup>208</sup> Des pratiques traditionnelles (le prêt des animaux (houbes), le don du lait (nemniha), ou encore la transmission d'une partie du troupeau généralement lorsque le jeune atteint les 25 ans)<sup>209</sup> paraissent quant à elles aussi insuffisantes pour que les conditions nécessaires au lancement d'une activité lucrative soient réunies.

**89. En outre, malgré le fort coefficient de compatibilité, la coexistence de perspectives fondée tantôt sur les performances sectorielles et l'intensification de la production, tantôt sur le soutien aux moyens d'existence des exploitants ou encore sur le pastoralisme comme vecteur de gouvernance territoriale, génère souvent des déséquilibres** dans les politiques de soutien de l'élevage comme réservoir d'emploi pour les jeunes.

**L'approche productiviste** mets généralement en avant trois typologies d'investissement considérées comme essentielles afin d'accroître la compétitivité du secteur : l'amélioration de la génétique, l'accroissement des performances des services sanitaires et les changements de paradigmes dans l'alimentation animales.<sup>210</sup> Ce dernier point demeure particulièrement crucial dans le département. En dehors de pratiques de transhumance, la seule stratégie à la disposition des éleveurs pour garantir la survie des troupeaux est la fourniture (via l'achat parfois subventionné par l'Etat ou l'accès via les dons des organisations internationales) d'aliment bétail.

<sup>205</sup> Guillaume Duteurtre et Bernard Faye (coordinateurs). *L'élevage, richesse des pauvres. Stratégies d'éleveurs et organisations sociales face aux risques dans les pays du Sud*. Éditions Quæ, 2009

<sup>206</sup> Ces deux termes ont en effet la même origine. « Le nom capital a-t-il comme doublet populaire l'ancien français chetel, refait, par graphie étymologisante, en cheptel. L'un et l'autre sont tirés du latin caput, qui désigne à la fois la partie principale d'un bien et une tête de bétail. Et ce n'est pas le seul rapport étymologique entre les biens et le bétail perçu comme source de richesse. Ainsi, le nom latin pecus, « troupeau », est à l'origine des mots péculaire et pécuniaire. Et rappelons que pécule est emprunté du latin peculium, un dérivé de pecus, qui désignait une « petite part du troupeau laissée en propre à l'esclave qui le gardait », dont il tirait éventuellement les revenus qui lui permettaient de racheter sa liberté. » Académie Française.

<sup>207</sup> Les bouviers sont souvent d'éleveurs ayant déjà un troupeau consistant ou autrement des éleveurs voulant reconstituer leur cheptel. Aucune étude n'a été identifiée pour mieux comprendre la position sociale et le rôle des bouviers.

<sup>208</sup> Voir note 203 concernant le capital-bétail des ménages.

<sup>209</sup> Cette pratique demeure néanmoins fortement symbolique auprès de certains groupes puisque ce qui est transmis constitue souvent le noyau patrimonial du troupeau, autrement dit les vaches faisant partie de plus anciennes lignées.

<sup>210</sup> « La pénurie d'aliments pour animaux de bonne qualité est peut-être la contrainte la plus déterminante à l'égard de l'augmentation de la productivité de l'élevage .... l'alimentation insuffisante a restreint la capacité du bétail à réaliser son potentiel génétique et limité l'effet des interventions technologiques, dont l'insémination artificielle et la synchronisation des chaleurs. ... La prestation des services (de santé) demeure peu satisfaisante. Les maladies endémiques ont limité la productivité de l'élevage et le développement agricole... Ces retombées découlent des pertes directes dues à la mortalité ainsi que des effets indirects des réductions de la productivité liées à la lenteur de la croissance, à la faiblesse du taux de fertilité et à la morbidité .... Ces pertes ont des répercussions significatives sur l'économie, la sécurité alimentaire et la subsistance.... Améliorer le potentiel génétique des animaux d'élevage est une des clés pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et améliorer le bien-être animal. » Jimmy Smith (ILRI). *Transformation du secteur de l'élevage en Afrique en une industrie d'envergure*. 2015 Cette approche est par ailleurs parfaitement explicitée dans la stratégie d'autonomisation des réfugiés qui prévoit comme actions prioritaires sur le court terme : le croisement des bêtes afin d'augmenter le cheptel, la formations et le recyclage des auxiliaires vétérinaires, la promotion de la culture des plantes fourragères, la sensibilisation des éleveurs sur les pratiques respectueuses de l'environnement. *Unité de la Promotion des Moyens d'Existence Sous Délégation HCR Bassikounou. Stratégie de l'autonomisation des réfugiés et leurs intégrations comme acteurs de développement des communautés hôtes de la Moughataa de Bassikounou (2020—2023)*. Janvier 2020.

C'est pour cela que des actions d'installation de parcelles pour la production fourragère herbacée et ligneuses ont été initiées par certaines organisations au cours de ces dernières années.<sup>211</sup>

**Aussi cette approche est souvent à l'origine de systèmes intensifs ou semi-intensifs d'embouche ou de production laitière** (avec une stabulation temporaire durant quelques mois) largement pratiqués dans le camp de M'berra en raison aussi des contraintes dont le contexte urbain est porteur.

**De même, il convient de prendre en compte le rôle de l'élevage dans l'intensification des systèmes agricoles et le maintien de la fertilité et dans la mise en valeur des zones arides et semi-arides.** Ainsi la deuxième approche, plutôt délaissée dans la zone d'étude, consiste à promouvoir des actions de préservation et de soutien à la mobilité pastorale afin d'améliorer la complémentarité entre les systèmes pastoraux et agricoles (fertilisation des terres, traction bovine, etc.). « Une mobilité pastorale concertée permet d'optimiser le rôle bénéfique de la pâture sur la végétation et les sols et d'en réduire les effets dommageables, comme l'expansion de refus fourragers attachée à la sédentarité d'une pâture intense et répétée. Il faudrait sécuriser cette mobilité, de plus en plus entravée, en garantissant les droits de passage, de parcage et d'abreuvement, mais aussi en adaptant davantage les services publics tels que l'éducation, la santé et les communications à la mobilité des populations ».<sup>212</sup>

En troisième lieu **l'élevage transhumant représente également un remarquable vecteur de structuration des territoires.** La mobilité des troupeaux et le maintien durable d'une activité économique pastorale permet en effet d'assurer une présence régulière (quoique diffuse et saisonnière) dans des zones vacantes et de limiter ainsi la prolifération d'activités illégales.<sup>213</sup>

De ce fait, « si l'insécurité est un facteur de vulnérabilité pour la mobilité pastorale, le développement de politiques publiques de sécurisation de cette mobilité pastorale peut aussi être considéré comme une solution pour un meilleur contrôle de ces espaces, généralement caractérisés par leur étendue, de faibles densités

de population et par une occupation du sol limitée".<sup>214</sup>

**90. Généralement intégrant l'élevage dans ses frontières théoriques, le secteur agricole revêt une importance stratégique dans le cadre du développement,** notamment en termes d'emplois, de croissance et de lutte contre la pauvreté. De son essor dépendent la sécurité alimentaire et la nutrition. Cependant il nécessitera d'importantes évolutions afin de pouvoir s'adapter face au changement climatique, à la croissance démographique et au commerce international. L'exploitation agricole familiale continue d'apparaître comme l'ancrage principal de toute politique sectorielle.<sup>215</sup>

**91. Dans la partie méridionale du département de Bassikounou le système de production principal est pluvial (diéri) ; les spéculations sont essentiellement le sorgho, le mil et le maïs parfois en association avec d'autres cultures** (niébé, pastèques, courges, etc.). Le système de culture derrière barrages et bas-fonds est peu pratiqué en raison de la faiblesse des infrastructures et du nombre relativement réduit des zones d'accumulation des eaux de pluies. Au contraire des investissements importants ont été réalisés ces dernières années par les organisations internationales dans la mise en place de périmètres maraichers pour la production de légumes.

**92. Les performances du secteur agricole demeurent maigres et caractérisées par une grande insuffisance des rendements et des productions** (proportionnelles donc aux revenus générés) ; cela est principalement dû à la vulnérabilité du secteur face aux aléas climatiques dans un territoire marqué par une faible pluviométrie souvent répartie de manière irrégulière dans le temps et dans l'espace.<sup>216</sup>

**93. Néanmoins l'agriculture demeure le seul secteur en mesure d'affronter le dilemme africain de conjuguer création d'emplois et croissance démographique ;** le secteur agricole offre des opportunités considérables pour absorber la main d'œuvre jeune et qualifiée mais a besoin d'investissements ciblés et adaptés pour se réinventer et s'épanouir.

<sup>211</sup> Voir aussi à ce propos les recommandations contenues dans le rapport « Analyse de chaînes de valeurs », UNHCR 2018.

<sup>212</sup> Pierre Hiernaux, Mamadou Diawara, Fabrice Gangneron. *Quelle accessibilité aux ressources pastorales du Sahel ? L'élevage face aux variations climatiques et aux évolutions des sociétés sahéniennes. Afrique contemporaine 2014/1 (n° 249), pages 21 à 35.*

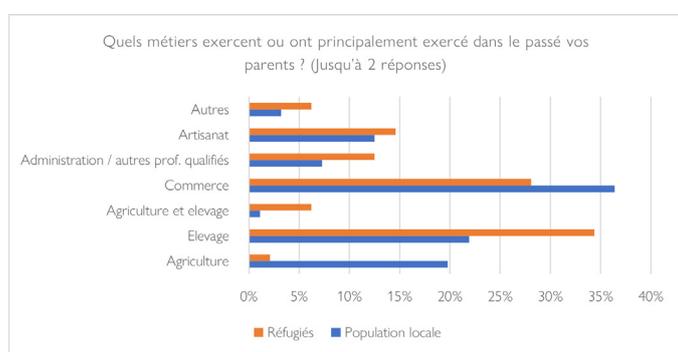
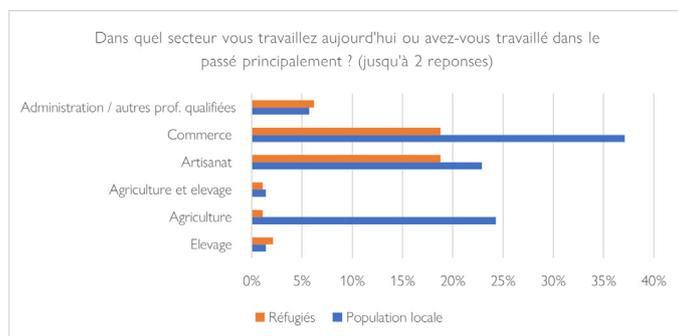
<sup>213</sup> Parmi tant d'autres on pourrait citer le Projet RIMRAP (Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole et Pastorale) qui se proposait de soutenir la mobilité pastorale comme instrument d'occupation de l'espace afin de contraindre l'installation de réseaux criminels. « Les entraves à la mobilité de l'élevage pastoral sont des vecteurs de paupérisation et d'incitation aux jeunes pasteurs à se recycler dans le banditisme, quand un soutien de l'Etat et de la Communauté Internationale à l'économie pastorale se révélerait un rempart efficace aux dérives narco-djihadistes ». Le Projet se proposait également d'accompagner la mise en place de services étatiques dans les zones pastorales. « La présence de services déconcentrés de l'Etat dans ces zones, bien que très peu peuplées, représente un investissement sécuritaire stratégique, alors que le sentiment d'abandon et d'exclusion des pasteurs a exacerbé les irrédentismes communautaires et favorisé la création de liens opportunistes avec des groupes criminels aux aspirations diverses, qu'unit une volonté de contrôler ces régions. »

<sup>214</sup> Bernard Bonnet. *Vulnérabilité pastorale et politiques publiques de sécurisation de la mobilité pastorale au Sahel. De Boeck Supérieur, « Mondes en développement » 2013/4 n° 164, pages 71 à 91.*

<sup>215</sup> Malgré quelques exceptions, les contre-modèles de l'entreprise de production agricole à capitaux souvent étrangers et à travail salarié tardent à s'imposer.

<sup>216</sup> D'autres enjeux (affectant directement la vulnérabilité des exploitants) concernent la qualité des intrants, les mesures souvent insuffisantes pour limiter l'impact des nuisibles des cultures, le faible niveau des investissements et du niveau de modernisation, la difficulté d'accès aux marchés, un encadrement technique déficitaire. Dans ce sens, au-delà des mesures proprement agronomiques relatives au matériel organique et aux produits phytosanitaires, la valorisation des bas-fonds et les petits infrastructures (diguettes antiérosives, agroforesterie, etc.) pourraient apporter les mesures correctives nécessaires à rendre le secteur à nouveau performant. Par ailleurs la consolidation des réseaux de producteurs s'avère aussi une action structurante fondamentale.

Malgré cela l'agriculture a souvent été écarté des interventions qui se sont principalement concentrés sur le maraichage.<sup>217</sup> La formation des jeunes agriculteurs et éleveurs demeure un enjeu crucial qui a longtemps été délaissé. Or, c'est « un levier pour l'insertion socioprofessionnelle et il doit être organisé autour de cette finalité, en envisageant l'accompagnement des jeunes dans l'élaboration de leur projet d'insertion ».<sup>218</sup>



## LES AGR, UN DÉBUT D'EMPLOI?

94. Les aspirations des jeunes sont en ligne avec une tendance nationale (et régionale) de tertiarisation progressive de l'emploi. Ainsi, face à la carence d'opportunités d'emploi salarié, souvent les jeunes envisagent la création d'activités indépendantes.

Le commerce est une voie plébiscitée par les jeunes interrogées surtout lorsqu'il s'affirme par une implantation physique. En effet **la boutique**, souvent simple extension de l'entrepôt familiale, en ouvrant une fenêtre sur l'extérieur (et notamment sur les marchés), **devient vectrice d'intégration sociale**. Mais c'est aussi dans le secteur de l'artisanat que les jeunes voient des opportunités avec des projets qui touchent les domaines les plus variés (coiffure, mécanique, peaux et cuir, restauration, froid

<sup>217</sup> Cela est par ailleurs aussi confirmé par les organisations travaillant sur les Moyens d'existence. A ce propos dans le Rapport de l'atelier sur la « Programmation Saisonnière basée sur les Moyens d'Existence » (PSME) de janvier 2018 : « Selon des participants de la PSME, il est assez courant ne pas considérer à sa juste mesure l'importance de l'agriculture au sein de la Moughataa (zones de Fassala, Bassikounou, Dhar et Megve). Dans le futur, la planification des programmes de résilience et d'autonomisation devront s'efforcer d'intégrer davantage les représentants agriculteurs, et de mieux considérer les filières agricoles et les appuis nécessaires dans les zones agricoles de la Moughataa. »

<sup>218</sup> Coordination Sud, 2014.

<sup>219</sup> Dans le camp de M'berra, depuis le début, 3363 personnes ont bénéficié d'AGR (dont 2109 dans le cadre des activités de maraichage).

<sup>220</sup> Depuis 2019 l'approche a changé et nous assistons à un financement plus important des AGR et à une diminution du nombre de participants autour de chaque activité.

et solaire, maçonnerie, etc.).

La formation et le capital initial pour démarrer l'activités constituent souvent les écueils principaux même si parfois des opportunités peuvent s'ouvrir grâce aux AGR mises en place par les acteurs humanitaires.<sup>219</sup>

95. La différence entre une AGR et un emploi peut parfois paraître significative. Pour les jeunes interrogés, une AGR ne peut pas s'apparenter à un véritable emploi et n'en constitue rarement, malgré son caractère pilote, l'antécédent. Le dimensionnement et la prévisibilité (et sa capacité à devenir un pourvoyeur d'identité sociale) semble à cet effet prioritaire dans les systèmes de valeurs des jeunes.

D'autre part dans le passé récent (et dans le camp de M'berra principalement), les actions de soutien aux AGR se sont déployées avec des logiques privilégiant l'élargissement du dispositif à l'impact par bénéficiaire.<sup>220</sup> A front d'un nombre important de participants, la part individuelle octroyée à (ou octroyable par) chaque individu était souvent marginale et les activités semblaient plutôt s'inscrire dans la volonté d'élargir les stratégies économiques des ménages.

## LES ACTIVITÉS GÉNÉRATRICE DE REVENUS (AGR)

Les AGR sont des occupations économiques qu'un individu ou un groupe d'individus peut exercer à partir d'un (moindre) bagage professionnel par la création d'une micro-entreprise et qui va lui permettre de se procurer des moyens financiers.

Une intervention de promotion d'AGR peut se donner une gamme d'objectifs assez large qui vont au-delà de la sphère économique (accroître la sécurité alimentaire et nutritionnelle, favoriser la réinsertion sociale et professionnelle, promouvoir l'emploi, renforcer les facteurs de cohésion sociale, etc.). Toutefois, générer des revenus peut invariablement contribuer à surmonter une éventuelle situation de précarité dans un contexte de dégradation des facteurs économiques. Mais pour qu'elle puisse générer des revenus l'activité doit atteindre un certain niveau de consistance.

96. En plus, souvent les AGR s'organisaient au bénéfice de groupes. Les perceptions des jeunes vis-à-vis la collectivisation des initiatives est inégale. Si pour certains cela représente une contrainte (puisqu'à en réduisant la marge de responsabilisation

individuelle on réduit proportionnellement aussi l'engagement et ainsi les chances de réussite) pour d'autres c'est aussi une stratégie de réduction de risques.

97. Aujourd'hui, une consolidation des activités précédemment initiées dans le camp de M'berra devrait permettre un élargissement de l'étendu des activités et une individualisation des appuis encore plus marquée que celle déjà entamée depuis quelque temps. Aussi, des actions structurantes ont été entreprises par les acteurs humanitaires afin d'élargir les opportunités pour les jeunes dans le camp et en dehors.<sup>221</sup>

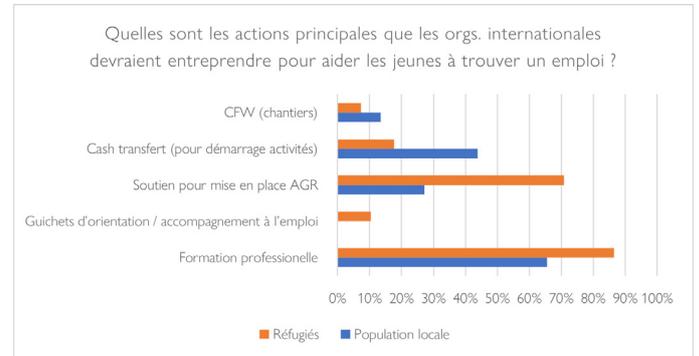
Fondées autour des chaînes de valeur et des filières porteuses d'opportunités économiques elle se proposent de renforcer les compétences, l'employabilité, l'emploi et l'entrepreneuriat : l'autonomisation des réfugiés demeure le maître mot.<sup>222</sup>

98. De manière globale, l'approche des différentes organisations travaillant dans le camp de M'berra et à l'extérieur dans la mise en place des AGR a été de ne pas demander des contributions monétaires aux bénéficiaires et aussi les contributions en nature ont été d'ordre mineur (il s'agit souvent d'un apport en main d'œuvre).

Cette approche est susceptible de nuire à l'appropriation immédiate de la part des bénéficiaires ; les « communautés » ou les groupes pourraient avoir le sentiment que les réalisations ne leur appartiennent pas (ou de ne pas pouvoir, étant donnée l'absence de contribution, exercer un véritable pouvoir pour en orienter leur accomplissement) et qu'ils ne seraient donc pas responsables de leur bon fonctionnement.

Alors que **lorsque les individus ou les groupes mobilisent des fonds (mais aussi du temps) le degré d'appropriation est inévitablement plus important** (tout simplement parce que l'on défend ses investissements de quelque nature qu'ils soient et parce que l'on ressent pouvoir exercer plus de droits sur l'activité).<sup>223</sup>

Afin de s'éloigner des pratiques fondées sur la gratuité, certaines initiatives, pour l'instant embryonnaires mais qui pourrait prendre de l'ampleur (c'est le cas pour le système de passage de don dans le cadre des actions de soutien aux éleveurs<sup>224</sup>) s'inscrivent dans une logique de renforcement de l'imbrication entre droits et devoirs afin d'accroître les facteurs incitatifs et les motivations intrinsèques.



## CONCLUSION

1. Dans le département de Bassikounou l'extrémisme violent demeure un phénomène peu raconté. S'il est indéniable qu'une « structure d'opportunité politique » transnationale a existé au cours de cette dernière décennie, aujourd'hui certaines liaisons semblent avoir été mises à mal<sup>225</sup> principalement grâce au dispositif militaire et de renseignement sur les frontières et à l'engagement des figures religieuses.<sup>226</sup>

<sup>221</sup> Nous pouvons citer entre autres les « chantiers-école » promus par le BIT qui permet de former plusieurs centaines de jeunes dans le secteur de la construction mais aussi l'élaboration de dispositifs de formation et d'accompagnement pour renforcer les compétences dans les métiers hors-filière (cordonnerie, tôlerie, réparation engins, etc.) ou encore le Projet de l'UNHCR qui prévoit la transformation de l'association des Volontaires Réfugiés pour la Propriété du Camp (VRPC) composé de plus de 300 membres en entreprise de production des charbons briquettes à base des bouses d'animaux et production des pavés à base des déchets en plastique.

<sup>222</sup> Après une première stratégie d'autonomisation (Stratégie des Nations unies pour le renforcement des moyens d'existence des communautés hôtes et réfugiés de la Moughataa de Bassikounou, 2018-2022. Approche pour l'autonomisation des réfugiés, la résilience des populations hôtes et la cohabitation pacifique entre communautés) en s'est suivi une autre

<sup>223</sup> On reste ici assez éloignées des analyses de l'économie comportementale sur la pertinence des mécanismes incitatifs et sur les circuits de la récompense que ce sujet mériterait.

<sup>224</sup> « Instituer un système de « passage du don » qui fera de chaque bénéficiaire « un donateur ». Les ménages ayant reçu des bêtes contribueront soit en nature ou en espèce, la même valeur de ce qu'ils ont reçu afin que d'autre ménages, y compris dans la communauté hôte soient servis. » Unité de la Promotion des Moyens d'Existence, Sous Délégation HCR Bassikounou. Stratégie de l'autonomisation des réfugiés et leurs intégrations comme acteurs de développement des communautés hôtes de la Moughataa de Bassikounou (2020—2023). Janvier 2020.

<sup>225</sup> Et ceci au-delà de toute spéculation sur l'existence d'un pacte de non-agression avec les groupes djihadistes.

<sup>226</sup> « Sur le plan militaire, la stratégie adoptée est fondée sur des actions préventives pour chasser l'ennemi chaque fois qu'il se regroupe à proximité des frontières. Elle a été précédée par une profonde restructuration de l'armée avec comme principes directeurs, entre autres, l'anticipation, la réactivité et la modularité. » Cheikh Mohamed Lemine Bellal (2015).

De ce fait, si des dynamiques de recrutement frontalières des groupes armés au Mali (ou plus simplement des démarches d'affiliation volontaire) ne peuvent pas être exclues à priori il n'a pas été possible par les témoignages récoltés d'en déterminer clairement l'ancrage.<sup>227</sup>

**2. Malgré cela, des tensions conflictuelles (et potentiellement violentes) sont toujours présentes sur le territoire.** Des crispations identitaires qui se construisent autour de la notion d'autochtonie et sont porteuses d'idées communautaristes émergent parfois comme un héritage du passé et disent le **profond mécontentement de la jeunesse face à la stagnation sociale et l'absence d'opportunités.**

Au contraire les relations avec les réfugiés, consignées dans un domaine éminemment politique et en lien avec les modalités de distribution de l'aide, demeurent globalement paisibles même si elles semblent osciller en permanence entre logiques d'intégration et de différenciation.

**3. Par ailleurs le fait d'habiter un espace social producteur de hiérarchies est à l'origine de sentiments de désillusion et de désenchantement mais aussi d'exaspération. La rigidité du palimpseste social et le poids des origines révèlent toute la difficulté à s'extraire d'une condition et d'une identité sociale qui est parfois vécue comme une fatalité ;** ainsi les relations lignagères du passé se reproduisent grâce à la persistance des anciens structures mentales et la valeur hiérarchique des groupes statutaires continuent d'alimenter les divisions sociales et contraignent les jeunes dans les métiers de leur parent en obstruant toute trajectoire ascendante.

**4. Défiants vis-à-vis des systèmes de gouvernance qu'ils considèrent souvent voués à la défense d'intérêts particuliers et non au portage de projets de société basés sur un socle d'idées et de valeurs, les jeunes urbains vont trouver par de l'engagement citoyen une manière d'exister politiquement en dehors des espaces astreints aux logiques partisans.** Si l'investissement de la sphère publique passe principalement

par des actions ponctuelles d'assistance aux groupes sociaux marginalisés s'intégrant dans une démarche pieuse (*sadaquat*), il n'en demeure pas moins que, par leur présence sur le territoire, les associations des jeunes de Bassikounou et de Fassala expriment le besoin de rétablissement d'un dialogue avec l'administration (et la communauté humanitaire). Et si les termes de ce dialogue se teintent parfois de réflexes identitaires, on retiendra néanmoins que les modalités de la contestation sociale restent - à quelques exceptions près - pacifiques et favorisent, tant bien que mal, des trajectoires d'intégration sociale. Ainsi la vitalité de ce mouvement, au-delà de son hétérogénéité, pourra être alimentée par des actions déclinées au collectif dans le but d'éviter la dénaturation des parcours d'engagement par la concurrence entre associations.<sup>228</sup>

**5. Créés par l'OIM et l'HCDH à partir de 2013 afin de doter les localités du département d'un mécanisme de régulation de la vie communautaire, les Comités Villageois sont la résultante d'un exercice inachevé d'ingénierie sociale basé sur l'entrepreneuriat institutionnel ;** leur genèse, bien qu'en principe fondée sur des mécanismes propres aux communautés rurales, ne découle pas de paradigmes de gouvernance locale mais repose sur une détermination purement exogène.

Ainsi, **la viabilité des Comités**, bien que fragilisée par la démarche initiale, **dépendra principalement de la volonté et de la capacité de ses membres de s'approprier de leur mandat et de développer une vision d'avenir basée sur des trajectoires d'autonomisation** (garantissant donc une certaine indépendance de subventions extérieures).<sup>229</sup> En effet les comités auront à se confronter à un large éventail d'enjeux relatifs à leur parcours évolutif (allant de la configuration organisationnelle jusqu'à l'éventuelle formalisation dans le cadre institutionnel de la réforme territoriale) dont celui de l'intégration en leur sein des représentants des jeunes ruraux. Ceci devrait permettre non seulement de contrer les phénomènes de rejet de la part la jeunesse des ordres sociaux et des hiérarchies statutaires et générationnelles, mais aussi de dynamiser ces structures de gestion dont la légitimité se construira aussi par la grâce d'une manière plus horizontale (et moins gérontocratique) de penser la gouvernance locale.

<sup>227</sup> Les études du passé semblent confirmer cela : « A la question : « Avez-vous été par le passé sensible aux idées extrémistes ou terroristes » 99,5% ont répondu non ... La connaissance des organisations terroristes par les populations cibles de l'enquête est insignifiante. Ils ne sont que 6% à déclarer connaître des organisations terroristes. Par ailleurs, 98,5% des personnes interrogés disent que ces organisations n'ont pas raison et que donc leurs actes sont injustifiés. » Voir : MID/ DGAT, PNUD. Enquête sur les perceptions du terrorisme et les conflits dans la zone de Hodh Echargui. 2019.

D'autres travaux récents confirment la marginalité du phénomène sans pour autant le dimensionner clairement. « Le recrutement est confirmé à petite échelle dans les communautés frontalières, et non dans les villes. L'attrait de l'argent offert par les groupes (5.000 USD par mois selon les sources) pousse certains jeunes insatisfaits plus près d'un futur recrutement. Les groupes fournissent du pouvoir (uniforme, arme, femme et argent) aux jeunes de la région, qui peuvent y trouver un sens à leur vie et des perspectives d'avenir ». Analyse des types et des causes de conflits dans la Région de Hodh El Chargui, Mauritanie. PNUD, Aout 2020. Les dynamiques de recrutement et d'affiliation aux groupes armés mériteraient une interrogation plus approfondie à travers un dispositif de recherche moins généraliste.

<sup>228</sup> Cela pourrait se concrétiser par des formations à l'éducation civique et à la communication sociale ou encore sur l'amélioration des techniques de mobilisation citoyenne et sur l'utilisation et la production de media. Dans une certaine mesure cette politique est déjà en marche dans le camp de M'berra à travers le Centre de connectivité et sera aussi promue dans le cadre du Centre Jeunes à Bassikounou. Néanmoins l'exigence de connectivité dépasse largement les frontières de l'hypertexte publique (connectivité digitale). « L'amélioration de la connectivité avec les personnes, les marchés, les services, les idées et l'information permet aux jeunes ruraux de devenir plus productifs. Lorsque les zones rurales disposent de meilleures informations et de meilleurs moyens de transport vers les marchés, les possibilités augmentent pour tous, y compris pour les jeunes ruraux. Une plus grande connectivité offre également à ces jeunes un moyen de construire et de renforcer leur capital social et humain, de développer leurs compétences et d'accroître leur confiance en soi ». IFAD. Creating opportunities for rural youth. 2019 Rural Development Report.

<sup>229</sup> Autrement dit les comités risqueraient de se transformer en dépositaire à projets et perdre leur vocation première de structure de gouvernance.

6. **Les groupes d'épargne créés en 2019 dans le camp de M'berra offrent l'opportunité à ses adhérents d'accéder facilement à des petits crédits dans un contexte où l'offre formelle du système bancaire demeure déficitaire** (en plus de s'avérer souvent trop contraignante et par conséquent inaccessible aux petits entrepreneurs). A ce titre **ils constituent une expérience d'initiation à l'alphabétisation financière** et se situent en début de parcours sur une trajectoire **qui devrait éventuellement conduire à l'ouverture de comptes courants et à une plus large utilisation des services du secteur bancaire**. Dans ce sens, du fait de l'expérience et des garanties qu'elles seront en mesure d'apporter, les groupes d'épargne devraient pouvoir évoluer vers des formes plus abouties et finir par constituer, à terme, l'intermédiaire pour des produits financiers promus par les institutions de microcrédit (tel que la murabaha ou encore la moucharaka<sup>230</sup>) à l'intention de ses jeunes adhérents (entrepreneurs).<sup>231</sup>

Néanmoins il ne faudrait pas inscrire les groupes d'épargne dans une logique purement économique. L'adhésion à un collectif (tontine ou autre) est systématiquement porteuse de capital social (et donc de régulation) et si certaines associations opteront pour des modalités de fonctionnement résolument tournés vers le financement d'activités à caractère commercial, d'autres adopteront des mécanismes plus orientés vers le soutien à des activités à visée sociale (scolarité des enfants, couverture des frais médicaux, etc.).<sup>232</sup> Dans les deux cas l'enjeu principal sera d'entretenir en interne les facteurs de durabilité et de se dédouaner des logiques subventionnistes liées à leur origine.

7. **Les mêmes inégalités qu'on retrouve dans la société sont parfois reproduites par le système éducatif, incapable de compenser par l'enseignement les disparités individuelles initiales en termes de capital culturel et financier**. Les carences de l'offre dans l'enseignement secondaire aggravent cette tendance, en limitant

fortement les opportunités d'accès pour les enfants et les jeunes moins urbanisés. Par ailleurs l'offre conventionnelle en milieu rural demeure insuffisante et souvent supplantée par l'enseignement séculaire, plus flexible et modulable et donc plus à même de répondre aux contraintes des modes de vie pastoraux.

Dans ce contexte, **l'adoption généralisée d'un curriculum** (ne soit-il que partiel) **axé sur les compétences fondamentales** (savoir lire, écrire et compter) **devient donc un objectif capital** (et réalisable à condition de renforcer les capacités de l'ensemble du corps enseignant). De ce fait sa poursuite passe également par la formalisation du plus grand nombre de structures de l'enseignement originel afin de pouvoir élargir les programmes d'accompagnement et opérer un meilleur contrôle de l'enseignement, tant sur le plan pédagogique qu'idéologique.<sup>233</sup>

De la même manière l'élargissement d'un accès équitable à la formation professionnelle et l'introduction de contenus de formation sur des référentiels-métier demeure essentiel et fortement demandé par l'ensemble des jeunes interrogés.<sup>234</sup>

8. **Dans le département les activités des jeunes qui refusent l'inactivité s'inscrivent dans la précarité et dans la diversification**.

Tous les domaines d'activités lucratives sont concernés : agriculture, petit élevage, coupe et vente de paille ou de bois de chauffe, transport, construction, petit commerce, services à la personne. Ainsi elles constituent rarement l'aboutissement d'un projet de vie, se déclinent principalement dans le court terme (dans l'attente d'un avenir meilleur) et s'articulent souvent avec une perspective migratoire, souvent seul véritable accélérateur d'indépendance.

9. **Attachée à une dimension symbolique, la propension migratoire des jeunes (hommes) s'inscrit généralement dans le besoin de déverrouiller les paradigmes d'immobilité qui les contraignent et d'accompagner des projets d'autonomisation**.

<sup>230</sup> Ce deuxième dispositif permet de distribuer entre la banque et l'investisseurs les risques liés à l'investissement initial.

<sup>231</sup> Néanmoins, le développement d'IMF sur le territoire favorisera aussi l'accès au crédit aux individus (pour des besoins en trésorerie, pour financer l'achat des équipements et matériels, etc.).

<sup>232</sup> Maité Le Polain met pertinemment en exergue l'enchevêtrement moral et social des relations économiques dans les groupes à fonctionnement rotatif : « L'obligation à cotiser devient en quelque sorte l'occasion d'éprouver la qualité, la solidité des liens qui unissent les deux parties. Si le débiteur respecte son engagement, le créancier obtient la preuve que le débiteur se soucie du maintien, du renforcement des liens qui les unissent. Lorsqu'un débiteur en difficulté s'endette par ailleurs (ce qui est fréquent), ce n'est pas par souci de se conformer à une volonté d'épargne, mais plutôt pour sauvegarder la relation sociale dans laquelle s'encastre la relation d'endettement. ... En somme, la tontine, par le jeu des relations directes d'endettement qu'elle produit, crée un espace où, au-delà du respect des engagements financiers, s'éprouvent la qualité des réseaux de relations dont dépendent la protection et la survie des individus. » Maité le Polain *Dettes et liens : moteurs de l'épargne populaire au Sud-Kivu. Mondes en Développement*. 2018/1 (n° 181), pages 41 à 56.

<sup>233</sup> Même si Raineri (2018) fait justement remarquer que « l'emprise territoriale des groupes extrémistes violents semble particulièrement forte dans des régions où la pénétration des courants religieux radicaux institutionnalisés piétine et que, au contraire, un fort enracinement de l'éducation religieuse, tous courants confondus, renforcerait la résilience de la jeunesse face à l'extrémisme violent. » Pour ces raisons la Mauritanie semble mieux protégée que les autres pays sahéliens pour contrer le phénomène de l'extrémisme violent. Une étude récente confirme le fait que dans la perception des jeunes aucun lien de causalité entre fréquentation de mahadras et dérives terroristes peut être raisonnablement établi (« Un consensus est quasiment partagé sur le fait que les jeunes issus des mahadras n'ont pas pratiquement tendance à être attirés par l'extrémisme et le terrorisme. Ils sont 96,8% à penser que ces jeunes ne sont pas attirés par l'extrémisme ». MID/DGAT, PNUD (2019)). Cela ne devrait pas pour autant limiter le développement de programme d'Éducation civique et vivre ensemble dans les curricula.

<sup>234</sup> La formation professionnelle est plébiscitée par les jeunes comme mesure phare que les organisations internationales devraient prendre afin de favoriser l'emploi des jeunes (86,5% des réfugiés et 65,6% des jeunes issus de la population hôte). Le soutien pour le développement d'AGR est considéré prioritaire pour un nombre très important de réfugiés (70,8% contre 27,1% de résidents) alors que la population hôte préférerait des actions de cash transferts afin de pouvoir lancer son activités (43,8% alors que seulement 17,7% de jeunes réfugiés l'ont cités parmi les priorités). Les chantiers de cash for work sont cités par 7,3% des réfugiés et 13,5% des jeunes résidents. L'ouverture de guichets d'information est au contraire une action peu citée par les jeunes réfugiés (10,4%) et totalement absentes des réponses des jeunes résidents.

De ce fait la mobilité peut être appréhendée comme une opportunité, la migration permettant généralement de trouver occupations et ressources lors des périodes creuses. Par ailleurs elle constitue également un facteur de croissance et contribue, par les transferts de fonds à la famille, à élargir les filets sociaux.

Il faut toutefois considérer les aspects d'incertitude et de risque liés à l'entreprise tout comme les déséquilibres sociaux (et donc les nouvelles vulnérabilités) que l'exode engendre qui ont des impacts parfois délétères sur l'organisation des ménages et des villages et plus généralement sur la condition des femmes.<sup>235</sup>

**10. Par-delà une éventuelle dynamique engendrant une tertiarisation du travail, les métiers de la terre (ou le secteur agro-sylvo-pastoral) font l'objet d'une forte désaffectation de la part des jeunes.** Considérés pénibles et peu rémunérateurs, ils sont souvent exercés dans un cadre familial qui ne reconnaît pas ou peu la contribution des jeunes à l'entreprise commune.

Par ailleurs les conditions de vie en milieu rural s'avèrent peu attrayantes surtout pour ceux qui grâce aux études ont pu cultiver leurs aspirations. Néanmoins, en considération des enjeux démographiques et de sécurité alimentaire et en l'absence d'une perspective de développement industriel à court terme, **l'insertion des jeunes en milieu rural demeure un parcours obligé** qui contraindra les décideurs à accroître les facteurs incitatifs.

**11. L'agriculture dans le Hodh demeure essentiellement familiale, fondée sur des systèmes de production sédentaires (et intégrant souvent l'élevage) et des exploitations de petite taille utilisant peu d'intrants et d'irrigation avec une production généralement écoulee sur des marchés limités.** Malgré cela elle assure des fonctions essentielles en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle, de production d'emploi et de revenus, et de valorisation des ressources naturelles.

Néanmoins, en absence d'assurance agricole<sup>236</sup> et de politiques

agraires pervasives porteuses d'investissements structurels et diffus sur les territoires, **la capacité de résistance, d'adaptation et d'innovation des exploitations familiales est souvent très contrainte ; de ce fait l'agriculture est devenue une occupation à haut risque souvent en voie de paupérisation.** Pour cela toute modernisation passera probablement par une plus forte structuration du monde paysan, un meilleur accès au crédit mais aussi par l'élargissement d'un dispositif de vulgarisation (conseil rural) et une amélioration des intrants.

**12. Le secteur de l'élevage dans sa déclinaison extensive reste au cœur de l'économie de subsistance du Hodh.** Il est également l'un des principaux pourvoyeurs d'emplois de la région et l'un des leviers de l'économie nationale. Mais surtout, grâce à une « occupation dynamique » des zones peu habitées, il constitue une formidable ressource pour la structuration des territoires.

De ce fait « au cercle vicieux de l'abandon des espaces saharo-sahéliens et de la prolifération de l'insécurité, il s'avère possible d'opposer le cercle vertueux de la sécurisation et de la reconstruction de ces espaces » par la mobilité pastorale.<sup>237</sup>

Ceci pertinemment en ligne avec les politiques nationales qui prônent un soutien en parallèle à « **un secteur intensif et compétitif, par le développement privilégié des filières animales d'une part, et la valorisation de l'élevage extensif d'autre part,** à travers notamment la gestion durable des ressources naturelles ».<sup>238</sup>

**13. Mais au-delà des toutes les mesures et dispositions d'ordre technique, le retour vers la terre des jeunes ne pourra se produire qu'à travers une réhabilitation symbolique du statut de paysan et du secteur agricole et une amélioration de l'attractivité des métiers de la terre.**<sup>239</sup> Ce défi est aussi celui des instituts de formation qui auront un rôle clé à jouer pour que l'image de l'agriculture et de l'élevage en tant que carrières compétitives s'impose (et qui devront former les jeunes aux métiers agricoles et les accompagner jusqu'à l'insertion dans les filières).

<sup>235</sup> En outre les formes plus prolongées de migration représentent une perte considérable de main d'œuvre pour les ménages ruraux et pose le problème du renouvellement générationnel des exploitations familiales. Seule la formation professionnelle agricole et rurale (offerte par exemple dans le cadre des Maisons Familiales Rurales) et création d'emplois seraient en mesure de freiner ces tendances.

<sup>236</sup> De plus en plus répandue dans d'autres pays d'Afrique l'assurance agricole (souvent offerte par des institutions de microfinance) et une méthode de gestion de risques liés principalement à la faible pluviométrie et aux invasions acridiennes qui permet aux petits producteurs (surtout lorsqu'elle est subventionnée ou lorsque les producteurs sont associés dans des coopératives ou des GIE) de faire des investissements sur leurs exploitations.

<sup>237</sup> Les mesures d'accompagnement de la gestion du foncier pastoral, la sécurisation foncière des espaces pastoraux et des aires de pâturage afin de favoriser l'accès aux mares et aux puits pastoraux et les approches de sécurisation de la mobilité couvrent une partie essentielle des actions structurelles à développer pour sécuriser le pastoralisme face aux facteurs de vulnérabilité. En dehors de tout mécanisme à vocation urgentiste qui pourra être mobilisé à l'occasion, le renforcement des dispositifs permanents d'approvisionnement en aliments bétail (périmètres fourragers) s'avère crucial.

<sup>238</sup> RIM. Plan nationale de développement de l'élevage 2018-2025.

<sup>239</sup> Cela passe à travers la mise en avant des trajectoires de réussite mais aussi à travers des initiatives de mise en lumière du travail de la terre. A titre d'exemple au Sénégal, « Ferme Factory » est une émission de télé-réalité d'un nouveau genre (ciblant donc comme public principalement les jeunes urbains) ou les candidats s'affrontent dans diverses épreuves pour devenir le meilleur agriculteur (qui remportera une ferme et bénéficiera d'un accompagnement professionnel de trois ans). « Au-delà du divertissement, c'est une politique publique qui se cache derrière ce projet, avec le but de moderniser l'image de l'agriculture et séduire la jeunesse sénégalaise, davantage tournée vers les centres urbains ou l'émigration clandestine vers l'Europe ». Des modèles semblables ont été lancés aussi au Burkina Faso.

Les opportunités de reconfigurations dans l'imaginaire des jeunes se construiront également à travers des postures moins dirigistes<sup>240</sup> et l'accompagnement des projets individuels hors filière. En deuxième lieu des mesures d'accompagnement devront permettre aux jeunes non seulement d'accéder aux fonciers mais aussi d'acquérir les moyens de production. Enfin un changement des mentalités au sein des exploitations familiales devra conduire à une meilleure reconnaissance du travail de jeunes à travers une plus forte implication dans la gestion de l'exploitation et dans et la répartition des gains qu'elle génère.

**14. En milieu urbain et périurbain (et pour les segments des diplômés), d'autres dispositifs pourront être imaginés.** L'enjeu restera celui de **faire en sorte que les parcours d'intégration professionnelle puissent se décliner au singulier.**<sup>241</sup> De ce fait les services de conseil et d'orientation qui seront créés dans le Centre Jeunes de Bassikounou avec des dispositifs d'accueil individualisé permettront certainement de mieux accompagner l'insertion (via la formation<sup>242</sup> ou l'emploi) d'un certain nombre de jeunes. Cependant les performances de ces services, au-delà de l'éventuelle fonction d'observatoires de l'emploi, seront fortement limitées par l'offre disponible en dehors des programmes humanitaires. A aujourd'hui il semble en effet difficile d'imaginer sur le territoire de Bassikounou et de M'berra la constitution d'un réseau d'entreprises partenaires capables d'absorber, n'est qu'en partie, la demande d'emploi.<sup>243</sup> Subséquemment **l'insertion des**

**jeunes continuera à passer par l'auto-emploi** et si des dispositifs de facilitation à la création devaient être élaborés, ils tireraient leur force de la capacité d'accompagner aussi des trajectoires que, évoluant principalement dans les périmètres de l'informel, souffriraient de l'imposition de logiques trop prévisionnistes.<sup>244</sup>

**Leur déclinaison plurielle devrait aussi être mesurée.** En effet si des formes d'aide collectives répondent à des exigences d'efficience et stimulent la structuration et le renforcement de pratiques associatives à la base, néanmoins, toute démarche d'agencement organisationnel pilotée par l'extérieur est rarement couronnée de succès. Cela est d'autant plus vrais lorsqu'elle ne repose pas sur des pratiques collectives qui lui préexistent (exploitations communes, entretiens de structures villageoises, labours collectifs à rotation des champs, etc.).

**15. Le spectre des approches mobilisées dans les actions de lutte contre la pauvreté et l'exclusion est incontestablement étroit et souvent forgé autour de postulats indiscutés de résilience.** Les dispositifs d'aide tracent ainsi des chemins de sortie de la vulnérabilité qui passent par l'amélioration de l'accès au marché du travail ou par la création d'activités indépendantes viables.<sup>245</sup> Néanmoins ces approches tendent à occulter **les catégories les moins productives** en termes de potentialité<sup>246</sup> **pour lesquelles le déploiement de mécanismes de protection sociale déclinés à long terme** demeure essentiel et doit s'articuler à des programmes basés sur des filets sociaux à caractère responsif.<sup>247</sup>

<sup>240</sup> « Le choix des filières, fussent-elles « stratégiques », des savoirs dont le mode de construction varie, de la nature des appuis, des itinéraires techniques et des formes d'agriculture, bref toutes ces prescriptions, ces « camisoles » de recettes véhiculées par les programmes de développement des filières, « dites porteuses », constituent des formes d'exclusion des rêves de vie des jeunes et limitent leur créativité et leur motivation propres ». Pierre Blaise Ango. *Aider les jeunes à s'engager dans l'agriculture au Cameroun. Dans Afrique contemporaine 2016/3 (N° 259), pages 129 à 13.*

<sup>241</sup> « Les voies utilisées pour favoriser les politiques actives consistent à augmenter les moyens qui leur sont affectés et à varier la gamme des dispositifs afin de personnaliser l'aide apportée à leurs bénéficiaires. L'idée sous-jacente à l'individualisation des politiques actives est que la réinsertion durable dans l'emploi de certaines catégories de la population active requiert du *cousu main* ». Jean-Paul Barbier. *L'intermédiation sur le marché du travail dans les pays du Maghreb. Etude comparative entre l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. BIT 2006.*

<sup>242</sup> L'importance accordée à la formation est basée sur l'idée que d'une part il faut donner les moyens aux travailleurs de s'adapter aux évolutions professionnelles sur le marché du travail (employabilité) et que, d'autre part, le renforcement des compétences de la main-d'œuvre est une des conditions du développement de l'emploi. Barbier (2006).

<sup>243</sup> En effet le contexte de Bassikounou, plus que par la rigidité informationnelle et la nécessité, face à l'hétérogénéité de l'offre, d'un service d'intermédiation (ou courtage) sur le marché du travail afin de favoriser l'appariement (le rapprochement de l'offre et de la demande de travail), se caractérise par la persistance et la diffusion de modalités familiales de placement (nous avons vu cela notamment dans la section relative à la migration). Ces caractéristiques sont confirmées par notre enquête : les jeunes demeurent convaincus (71% des répondants parmi les réfugiés et 51% auprès des jeunes résidents) que c'est surtout le réseau de parenté qui peut les aider à trouver un travail (voir paragraphe 79). Lorsque la rigidité informationnelle est évoquée, elle concerne principalement les dispositifs humanitaires dans le camp et des éventuelles confiscations de ces derniers.

<sup>244</sup> Dans ce sens le business plan, dont l'utilité n'est certainement pas mise en discussion dans le cadre d'une négociation pour obtenir des prêts financiers ou comme exercice de prospection, pourrait presque constituer un frein au dynamisme des entreprises.

<sup>245</sup> Parmi ces approches, le modèle de progression (graduation model) initié par l'ONG BRAC au Bangladesh est certainement le plus connu. Son application est prise en considération dans le cadre de la stratégie d'autonomisation des réfugiés dans le camp de M'berra. Il consiste à associer des mesures de soutien à la consommation (alimentaire ou monétaire) à l'accès à des actifs productifs et à un accompagnement individuel se concrétisant par une formation technique et en gestion ainsi que l'ouverture de comptes épargne ou la formation de groupes d'épargne.

<sup>246</sup> Jeunes filles mères, porteurs d'handicap, personnes malades ou intellectuellement déficientes, etc. Autrement dit les exclus n'ont pas toujours la capacité d'entreprendre, ni les ressources, au sens large pour réussir dans la voie de l'auto-emploi.

<sup>247</sup> En schématisant on pourrait faire la différence entre deux types de filets sociaux : ceux qui ont été conçus pour prévenir les vulnérables de glisser dans la pauvreté et ceux qui devraient les sortir de la pauvreté. Cette distinction, sans doute un peu simpliste, a toutefois le mérite de mettre en exergue la différence de mandat entre les dispositifs à caractère préventif (et qui pourraient constituer des embryons d'un mécanisme plus large de protection sociale) et ceux qui, au contraire, ont un caractère réactif et en s'appuyant sur la résilience des individus, sont déclinés de manière ponctuelle en cas de crise. Aujourd'hui de plus en plus de dispositifs essaient de combiner ces deux objectifs en se proposant d'aider les ménages pauvres à anticiper, amortir et se relever face à un choc (protection social adaptative). Néanmoins, privés d'un degré suffisant de prévisibilité, ils ne contribuent pas toujours à aider les ménages à faire des investissements dans des activités productives.

A cet égard l'enjeu principal résidera dans la flexibilité dont les outils de catégorisation<sup>248</sup> sauront faire preuve afin de **prendre en compte de manière réactive les dynamiques foncièrement oscillatoires de la vulnérabilité**. Enfin son dosage équilibré avec les dispositifs d'aide à l'emploi permettrait de pallier la perception assez répandue dans le camp de M'berra d'un détricotage des mécanismes d'assistance (entamé avec la classification selon les moyens d'existence<sup>249</sup> dans la perspective d'une autonomisation progressive des populations réfugiés).

**16. La plupart des actions mises en œuvre dans le camp de M'berra sont caractérisées par la gratuité : aucune contribution financière n'est demandée à ceux qui bénéficient des appuis.** D'autres actions, bien que moins fondées sur la livraison de biens, sont porteuses d'ambiguïtés puisque fortement centrées sur des mécanismes d'incitation.<sup>250</sup> Sous réserve d'inventaire, cette même approche a été largement adoptée à l'extérieur du camp.

Aujourd'hui **le caractère diffus de la matrice humanitaire** (entièrement justifiée dans les phases initiales de l'urgence) **paraît parfois préjudiciable**, non seulement **aux démarches d'appropriation**, - et par conséquent à la viabilité des actions ou des formes associatives soutenues - **mais également à la pertinence des procédures de ciblage** (et donc à la possibilité d'une mise à l'écart préventive des initiatives opportunistes).

Les dispositifs d'aide à caractère urgentiste ont parfois engendré des symptômes de dépendance à l'assistance auprès de la population réfugiés (et en moindre mesure aussi auprès de la population hôte) déjà remarqués par d'autres travaux.<sup>251</sup> Aujourd'hui, et ce particulièrement pour les jeunes réfugiés, tout parcours d'autonomisation devient peu pensable en dehors de l'assistance potentielle reçue de la part des organisations humanitaires.<sup>252</sup>

**L'aide risque ainsi de dériver dans une fonction tutélaire** qui induirait des logiques de régression auprès des bénéficiaires en réduisant leur marge d'autonomie (qui consiste principalement à assumer par soi-même les conditions et contingences de son existence). L'un des enjeux principaux pour les organisations humanitaires dans les années à venir sera donc celui d'éviter

que l'assistance façonne un facteur de vulnérabilité de plus pour les jeunes.



<sup>248</sup> Avec le Registre Social, la Mauritanie a mis en place une base de données recueillant les profils des ménages les plus pauvres du pays, qui se propose de servir d'outil de ciblage pour l'ensemble de programmes sociaux qui prévoient un appui aux couches défavorisées de la population.

<sup>249</sup> Cette classification, opérée entre 2017 et 2018, et dont les bénéfices restent à notre sens à être prouvées, a classé la population réfugiée dans 6 catégories sur la base de leurs moyens (en utilisant l'approche HEA - analyse de l'économie des ménages). Les catégories 5 et 6 (les mieux lotis) ont été exclues de l'assistance monétaire et de l'assistance en vivres. En réalité ces catégories ont continué à recevoir des aides de manière sporadique mais continue (dans le but aussi de calmer la grogne des réfugiés qui avait accompagné la publication des résultats).

<sup>250</sup> Il suffit de penser aux saving groups dans le camp qui ont été créés en mettant sur la table des mesures d'encouragement mais aussi aux Brigades Anti-Feux qui reçoivent systématiquement du matériel agricole, etc.. De ce modèle on tente de s'éloigner avec des dispositifs différents qui prévoient - pour financer les nouvelles AGR - 2/3 de contribution globale fournie par le partenaire et 1/3 de contribution à trouver à partir des groupes d'épargne existants (sous garantie de remboursement par le partenaire en cas de défaillance des promoteurs des projets).

<sup>251</sup> « La réponse humanitaire déployée depuis 2012 a renforcé les stigmates de la crise des années 90, en termes de dépendance à l'assistance extérieure pour une frange importante des ménages réfugiés et hôtes. Parmi les deux communautés, certains réclament la continuité des opérations et programmes de distributions gratuits, d'autres déclinent, ou tout du moins ne souhaitent pas s'investir dans toute forme conditionnée d'accompagnement (focus groups, 2017 et 2018). ». Stratégie des Nations unies pour le renforcement des moyens d'existence des communautés hôtes et réfugiés de la Moughataa de Bassikounou, 2018-2022. Nations Unies.

<sup>252</sup> Bien entendu on a ici à faire à un biais important dû à la position des chercheurs et à leurs objectifs de contribuer à orienter les pratiques des opérateurs.

## DIMENSION QUALITATIVE

La partie qualitative de l'enquête a été déclinée, en dehors de la phase d'analyse bibliographique, dans le cadre d'entretiens individuels et de FGD. Les FGD ont été organisés autour des thématiques principales de l'étude. Compte tenu des différences relatives aux groupes cible et aux contextes géographiques (villes, espace rural et camp) leur nombre a été relativement important. Au sein de ces groupes, des informateurs ont été identifiés afin de pouvoir développer des analyses plus en profondeur et à l'échelle individuelle (basées sur les histoires de vie et les systèmes de pensées). L'analyse qualitative a porté également sur l'analyse des organisations en place capables d'offrir une opportunité d'intégration socio-économique aux jeunes (saving groups, Comités villageois (de gestion de conflit), groupements, associations, etc.) En raison du nombre relativement limité de ces structures (pour chaque typologie) aucun procédé d'échantillonnage a été nécessaire (c'est le cas pour les saving groups ainsi que pour les associations des jeunes). Les Comités Villageois ont été ceux des villages où a eu lieu l'enquête quantitative.

## DIMENSION QUANTITATIVE

Afin de fonder les informations recueillies dans le cadre de l'enquête qualitative un questionnaire à caractère quantitatif a été administré à l'intention de deux échantillons de jeunes (réfugiés et résidents). Dans l'élaboration de ce questionnaire les questions liées à l'extrémisme violent et à ses déterminants causaux ont été exclues en raison de leur sensibilité. Aussi, afin de maintenir l'entretien dans l'heure de temps, il a fallu opérer des choix draconiens et se limiter aux enjeux clé. Le questionnaire a fourni un socle chiffré pour des analyses qui ont été principalement développées à partir des données collectées grâce à l'enquête qualitative.

Le questionnaire (élaboré en français mais également traduit en arabe) a été transposé sur KoboToolBox et administré par huit enquêteurs formés à l'outil. Afin de respecter la répartition géographique des unités d'enquête ainsi que la diversité des perceptions et des besoins entre les catégories des groupes cibles (réfugiés et populations hôtes), la constitution d'un échantillon

autonome pour chaque groupe s'est rendue nécessaire.<sup>253</sup> Inévitablement, cela a eu une incidence sur la détermination de l'intervalle de confiance et de la marge de confiance, mais nous avons néanmoins voulu faire en sorte que les résultats demeurent statistiquement valables et représentatifs, d'au moins considérés sur la globalité de deux groupes cible.

**Avec un intervalle de confiance à 95% et une marge de confiance à 10%, la taille globale de deux échantillons a donc avoisiné les 200 unités** (96 réfugiés et 96 résidents).

Des critères simples d'inclusion et d'exclusion ont été choisis :

- Être âgé de 15 – 35 ans ;
- Résider dans un ménage situé dans la zone d'enquête sélectionnée (le 4 communes);
- Avoir consenti volontairement à participer aux interviews et avoir reçu l'autorisation de son parent/ tuteur pour les moins de 18 ans pour participer à l'enquête.

En raison de la forte hétérogénéité des groupes cibles, une approche **d'échantillonnage par strates** (avec division de la population cible en sous-groupes) a été adoptée. Ce choix se justifiait par le besoin de garantir que l'ensemble de la population étudiée soit représenté.

Les variables qu'on a choisi d'adopter pour déterminer les strates de la population hôte ont été de deux ordres :

1. Classes d'âges (les 15-24 et les 25-35 ; à cet égard nous sommes parti de l'hypothèse, fondée sur les dernières statistiques disponibles, que le premier groupe soient numériquement supérieur au deuxième d'environ un quart);
2. Villes versus communes rurales. Dans ce cadre nous avons déterminé le seuil pour la catégorie ville à 5.000 habitants (Bassikounou et Fassala).<sup>254</sup> La taille de la population rurale (59%) versus la population urbaine (41%) a déterminé le nombre de personnes à interviewer pour chacune de deux catégories.

Pour cibler les villages nous avons retenues certains villages avec une présence de réfugiés relativement importante et d'autres sans réfugiés pour tester l'hypothèse relative à la perception de la sécurité et du niveau de conflictualité dans les deux cas. Aussi nous avons voulu sélectionner les villages sur la base de leur population. Aucun village en dessous de 400 habitants a été retenue à cause du risque réel de ne pas pouvoir trouver des jeunes (occupés souvent dans des activités en dehors du villages).

<sup>253</sup> En raison du nombre relativement peu important de migrants sur l'ensemble du territoire ciblé (malheureusement nous n'avons pu trouver aucune statistique ; néanmoins leur nombre est estimé entre 5.000 et 7.000 personnes par le personnel de l'OIM de base à Bassikounou), il n'a pas été considéré pertinent de créer un échantillon spécifique pour ce groupe.

<sup>254</sup> Pour cela nous nous sommes basés sur les dernières statistiques démographiques disponibles (2013) qui mentionnent une population de 15.723 jeunes âgées de 15 à 24 ans (17,7% de la population totale) et 10.655 jeunes âgées de 25 à 34 ans (à ce chiffre il a fallu ajouter un millier de jeunes de 35 ans ce qui donnerait un total de 13,1%).

Nous avons donc retenu Anghor, Tinagoutine, Gneiba, Kork, Kinjerlé, Fassala et Bassikounou (la volonté étant, afin de ne pas générer un sentiment d'exclusion de telle ou telle autre commune, de faire en sorte que dans chaque commune il y ait 2 villages retenues).

| Zones       | 15-24     | 25-35     |
|-------------|-----------|-----------|
| Bassikounou | 11        | 9         |
| Fassala     | 11        | 9         |
| Tinagoutine | 6         | 5         |
| Aghor       | 6         | 5         |
| Kinjerle    | 6         | 5         |
| Kork        | 6         | 5         |
| Gneiba      | 6         | 6         |
|             | <b>52</b> | <b>44</b> |

utilisé un procédé simple de **redressement** afin de garantir une représentation équitable de jeunes femmes et de jeunes hommes. Bien entendu la validité statistique ne s'applique que sur la totalité de chaque échantillon. Néanmoins l'extrapolation de données relatives à chaque strate a permis d'isoler des informations significatives qui ont été triangulés avec les informations issues de l'enquête qualitative.

Pour le ciblage proprement dit des jeunes à enquêté nous avons adopté le random route sampling basée lorsque possible sur la méthode Mecca (à partir d'un point aléatoire les enquêteurs ont pris la direction de la Mecque et ont interrogé tous les ménages qui se trouvaient sur la ligne parcourue) mais à partir de points différents lorsque l'agglomération était plus importante.

Pour la population réfugiée les variables ont également été de trois ordres :

1. Classes d'âges (les 15-24 et les 25-35) ; à cet égard selon les données de l'HCR nous avons 10.812 jeunes entre 15 et 24 ans (58%) et 7.891 jeunes entre 25 et 35 (42%);
2. Genre. Dans la tranche d'âge 15-24 nous avons 53% de filles et femmes et 47% de garçons et hommes ; dans la tranche d'âge 25-35 (5.183 femmes – 65% - contre 2708 hommes – 35%)
3. Répartition dans le camp ; à cet égard nous avons voulu que les quatre zones soient équitablement représentées ; nous avons fixé à chaque zone le seuil de 24 personnes pour chaque zone. Aussi, afin de faire en sorte que toutes les sensibilités présentes au camp soient respectées nous avons orienté les enquêteurs vers telle ou telle bloc.

En raison de son caractère mouvant, aucune variable relative à l'ethnie n'a été utilisée.

| Zones  | 15-24 F   | 15-24 H   | 25-35 F   | 25 – 35 H |
|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Zone 1 | 7         | 7         | 6         | 4         |
| Zone 2 | 7         | 7         | 6         | 4         |
| Zone 3 | 7         | 7         | 6         | 4         |
| Zone 4 | 7         | 7         | 6         | 4         |
|        | <b>28</b> | <b>28</b> | <b>24</b> | <b>16</b> |

L'intégration d'autres variables (relatives par exemple aux caractéristiques socio-économiques de la population) aurait fragilisé la démarche en fragmentant excessivement l'échantillon. Par ailleurs, étant le rapport entre jeunes habitants du camps et jeunes réfugiés hors camp de 36 à 1 (18.703 jeunes dans le camp contre 525 jeunes à l'extérieur)<sup>255</sup> ce facteur a aussi été écarté dans la construction de l'échantillon. Dans les deux cas nous avons

<sup>255</sup> Statistiques HCR mars 2021.

# MATRICE ANALYTIQUE SIMPLIFIÉE

|   | Éléments clé  | Critères de jugement et hypothèses de recherche   | Questions spécifiques et sources d'information   |
|---|---|---|--|
| 1 | Facteurs de vulnérabilité et mécanismes d'attraction des jeunes vers l'extrémisme violent | <p>Idéologie</p> <p>Interprétation de la radicalité et de la radicalité dans la religion.</p> <p>Liens entre radicalité et violence.</p> <p>Dialogue intra-religieux.</p> <p>Hypothèse : La radicalité, quoique différemment interprétée, a fini par être associée exclusivement à la sphère religieuse et être à tort considérée comme l'antichambre de la violence.</p>   | <p>- Analyse lexicale : radicalité, déviance, djihadisme</p> <p>- Existence d'un consensus autour du concept de radicalité dans la religion et modalités d'expression de la radicalité dans le domaine religieux (et en dehors).</p> <p>- Liens entre « radicalisation » et violence.</p> <p>- Coexistence de différents pratiques (au sein du rite Malékite).</p> <p>- Périmètres de légitimité d'un croyant accompli, éduqué spirituellement, connaissant traditions et normes sociales qui en découlent (perception des dérives et des comportements blasphèmes).</p>   |
|   |   | <p>Polarisations interethniques, de classe et de genre</p> <p>Pourvoyeurs identitaires et modalités de définition (nation, groupe ethnique, clan, classe sociale etc. - par rapport à la religion etc.) ; divisions sociales.</p> <p>Hypothèse : en se basant sur la littérature existante il semble possible d'affirmer que les tensions « interethniques » (ou entre groupes) sont un phénomène relativement marginal dans les zones frontalières. Cependant des entrepreneurs politiques (ou religieux) pourraient se servir des profondes modifications sur le territoire engendrées par la présence de réfugiés pour divulguer un sentiment de haine. Au contraire d'autres formes de discrimination (notamment de genre) paraissent plus enracinées.</p> <p>Par ailleurs les sentiments d'inégalité pourraient exacerber des modes de déverrouillage fondés sur l'extrémisme violent.</p> | <p>Marginalisations et inégalités</p> <p>- Etat de lieux des perceptions sur les inégalités (femmes principalement mais aussi inégalités à caractère classiste y compris migrants) et perceptions sur la légitimité de ces inégalités.</p> <p>- Sentiments de marginalisation géographique de la périphérie de l'Etat / de la région.</p> <p>Tensions ethniques et réfugiés</p> <p>- Périmètres des « communauté » et sentiments d'appartenance.</p> <p>Identification des « ennemis » éventuels.</p> <p>- Représentations des jeunes par rapport à exogamie et endogamie.</p> <p>- Dynamiques d'ethnisation des tensions / conflits entre classes et groupes (à l'extérieur comme à l'intérieur du camp).</p> <p>- Présence et rayons d'action d'éventuelles groupes identitaires et alimentation du discours autochtone.</p> <p>- Perceptions vis-à-vis des réfugiés et niveaux d'interactions (hospitalité, entreprise communes, échanges commerciaux, etc.).</p> <p>Logiques racistes auprès de la population hôte et différences éventuelles de traitement.</p> |
|   |   | <p>Identité individuelle</p> <p>Torts subis et facteurs à l'origine de l'estime de soi</p> <p>Hypothèse : toute forme de violence devient une forme expressive et trouve sa légitimité à partir de la vision de l'individu au sein de la société et de sa charge émotionnelle mais aussi à partir de phénomènes de contagion.</p>   | <p>- Perceptions sur les torts / les discriminations subies.</p> <p>- Modalités envisagées de rachat social et quête de reconnaissance.</p> <p>- « Prendre les armes / prendre la route ». Contrainte du choix.</p> <p>- Masculinité / virilité (liens avec la violence).</p> <p>- Interprétation des thèmes d'actualité violents (violence et mort). Légitimité et acceptabilité.</p>   |
|   |   | <p>Extrémisme violent, criminalité et emploi.</p> <p>Perceptions des frontières entre pratique illicites et banditisme / extrémisme violent et approches de légitimation.</p> <p>Hypothèse : les activités illégales ne constituent pas inéluctablement la porte d'entrée pour la grande criminalité ni le préalable à l'adhésion à des groupes doctrinaires et violents ; au contraire elles peuvent parfois être perçues comme des opportunités de travail légitimes à défaut de mieux.</p>   | <p>- Perceptions sur la pertinence de la taxation du commerce</p> <p>- Légitimation par les jeunes de l'illicite (besoin d'emploi) et frontières entre contrebande, criminalité, violence.</p> <p>- Fraude, honorabilité et excellence tribale.</p> <p>- Islamisation de la radicalité ? Imbrication entre criminalité et radicalité (passerelles entre activités illicites et délinquance doctrinaire, solidité de l'hypothèse opportunisme économique / appât du gain).</p>  |

|  |  |   |
|--|--|---|
|  | <p>Accès aux ressources naturelles<br/>Terre (et eau) et guerre.</p> <p>La mesure dans laquelle les enjeux d'accès aux ressources naturelles sont pourvoyeurs d'une conflictualité spécifique pouvant s'autonomiser dans des dynamiques violentes et guerrières.</p> <p>Hypothèse : L'accès aux ressources naturelles constitue un enjeu majeur porteur de risques sociaux majeurs surtout dans un contexte ayant connu une explosion démographique au cours de la dernière décennie. Autour de cette question peuvent se greffer des discours extrémistes d'autochtonie auxquels les jeunes pourraient être particulièrement sensibles.</p> <p>En raison de leur variété et d'une législation non appliquée, les mécanismes de gestion de litiges pourrait souffrir d'un déficit de légitimité.</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Institutions foncières, politiques de titrisation et de cadastrage et pratiques coutumières. Superposition de deux traditions.</li> <li>- Caractère des titres fonciers / pastoraux (légalisation des droits coutumiers). Niveau de sécurisation par le titre et cas de dépossession.</li> <li>- Modalités d'accès à la terre (y compris réfugiés) et de transmission entre les générations (transactions marchandes et transferts neo-coutumiers). Accès aux forêts (bois de chauffe).</li> <li>- Chemins de transhumance et modalités d'accès aux pâturages.</li> <li>- Le pastoralisme comme modalité de control du territoire, vecteur de gouvernance (voir le cas au Mali avec les nouvelles communes).</li> <li>- Discours politiques autour de la terre et de l'eau (dynamiques autour des causes collectives, enjeux fonciers comme ressource symbolique).</li> <li>- Entrepreneurs politiques et alimentation du concept d'autochtonie autour de la terre et de l'eau.</li> <li>- Historique des conflits agro-éleveurs et autour des points d'eau.</li> <li>Système de gouvernance et gestion des litiges (interactions avec CV de suite). Eventuelles phénomènes de violence.</li> <li>- Frontières entre pastoralisme et agriculture et porosité des pratiques (une ethnicisation des métiers voire des pratiques/métiers ?)</li> <li>Les frontières. Perméabilité historique et changements.</li> </ul> |
|  | <p>École et instruction</p> <p>Liens de causalité entre choix éducatives, insertion et conflictualité.</p> <p>(Domaine transversal)</p> <p>Hypothèses : L'existence d'un système double est porteuse de fractures sociales et ne garantit pas la constitution d'un socle de connaissances (et valeurs) communes. Le manque d'éducation est souvent un préalable à la discrimination. Néanmoins les sorties du système conventionnel sont souvent dictées par le déficit d'image de l'école publique qui n'est plus pourvoyeuse d'opportunités et d'emploi (contrairement aux masadras qui favorisent l'insertion dans une communauté religieuse).</p>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Accès à l'éducation (typologie de parcours éducatifs - systèmes conventionnels et structures coraniques).</li> <li>- Education coranique dans le cadre de « la formation d'un individu ».</li> <li>- Ecoles et réseaux dans les Mahadra / religion comme vecteur d'intégration sociale et économique. Migrants dans les Mahadra.</li> <li>- EPT dans les écoles séculières et coraniques ? passerelles possibles. Control du Ministère AR des écoles coraniques informelles.</li> <li>- Formation professionnelle (accessibilité et pertinence des parcours).</li> <li>- Déficit d'image de l'école (reproduit les inégalités qui lui préexistent ?) et liens rompus entre éducation et emploi.</li> <li>- L'éducation supérieure encore pourvoyeuse d'opportunités ?</li> <li>- L'école rempart contre haine et discriminations ? Paix dans les curricula.</li> <li>- Questions de genre dans les écoles.</li> <li>- Nomadisme et école.</li> <li>- Education dans le camp. Octroi des équivalences pour les réfugiés.</li> </ul>   |
|  | <p><b>Services sociaux, prix et inclusion sociale</b></p> <p>Horizontalité et capacité d'absorption des services publics notamment eau, santé, électricité (poches de saturation) et performances de ces derniers. Accroissement des prix sur le marché.</p> <p>Hypothèses : la mauvaise performance (et limitations d'accès) des services étatiques pourrait accroître un sentiment de défiance vis-à-vis de l'état ou encore une volonté de faire porter la responsabilité des défaillances à la présence des réfugiés (il en va de même pour les prix sur les marchés).</p> <p>Au contraire l'accroissement des services liés à la présence du camp pourrait bénéficier à la cohésion sociale (lorsque ces derniers ne se limitent à l'accès catégoriel).</p>                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Perception sur la qualité des services.</li> <li>- Fonctionnement des principaux services technique et niveau de saturation de ces derniers. Perceptions sur les dynamiques de responsabilisation (à qui la faute).</li> <li>- Perceptions liées aux changements engendrés par la population migrante et réfugiée.</li> <li>- Le camp comme entité urbaine à part ? Dynamiques d'échange et de compénétration.</li> <li>- Avis de la population hôte par rapport à l'accroissement des prix sur les marchés.</li> </ul>  |

|   |   |  |   |
|---|---|--|---|
| 2 | <p>Sentiment d'intégration des jeunes à leurs communauté et degré de participation dans la prise de décision.</p> | <p>Confiance vis-à-vis des institutions étatiques et des acteurs internationaux</p> <p>Hypothèse : La confiance vis-à-vis des institutions est un indicateur de stabilité fondamentale et un marqueur de l'intégration des couches vulnérables (et notamment des jeunes). Aussi, une image positive des interventions des acteurs internationaux est un indicateur indirect des bonnes dynamiques d'intégration et de coexistence pacifique (sinon pacifiée) avec la population de réfugiés.</p>   | <p>Confiance vis-à-vis des services étatiques et de la politique (siyassa).</p> <p>Perceptions vis-à-vis des performances des différents niveau de l'administration (hauts dirigeants politiques, gouvernement national, gouvernement local, responsables politiques locales, chefs religieux, chefs communautaires).</p> <p>Perception de l'inconduite au sein des services étatiques et nécessité de recourir au pot-de-vin pour accéder à des services.</p> <p>Sentiment de sécurité (facteurs qui contribuent au sentiment d'insécurité, place des réfugiés dans les représentations).</p> <p>Confiance vis-à-vis du système de la justice et confiance vis-à-vis des mécanismes traditionnels de gestion des litiges (recours, pertinence et efficacité).</p> <p>Perceptions vis-à-vis des opérations des organisations internationales (notamment à la faveur des réfugiés). Sentiment de discrimination vis-à-vis des réfugiés et évolution de ce sentiment (mise en parallèle avec des éventuels changements de stratégie des opérateurs).</p>  |
|   |   | <p>Structures d'identification (tribu, caste, famille, groupe, réseaux) et rôle au sein de ces dernières. (Reprise de questions identitaires déjà abordés dans le cadre de l'extrémisme violent)</p> <p>Hypothèse : Malgré une mise en avant de l'hospitalité et des liens qui unissent les réfugiés aux population hôte, les deux groupes demeurent relativement distants. Il se peut que le partage d'une même langue (et religion) affecte les représentations sociales des différents groupes de réfugiés.</p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Périmètres de l'être social. Définition de communauté (plusieurs niveaux) et trajectoires d'identification des jeunes.</li> <li>- Stabilité des identités et des statuts sociétaux et avis sur leur évolution.</li> <li>- Perception vis-à-vis des rapports de classes et barrières infranchissables (ex. mariage).</li> <li>- Ouverture de la communauté, conceptions d'allochtonie, hospitalité (trajectoires sociales de la tente, du mariage, de la maison). A qui va-t-on étendre sa pitié, sa reconnaissance, sa méfiance écartée ? Modalités d'adaptation de l'hospitalité aux dynamiques marchandes.</li> <li>- Systèmes de reproduction des hiérarchies sociales au sein des tribus, castes et familles.</li> <li>- Capital social volontaire et capital social contraint.</li> <li>- OSC, organes de cohésion ou de division ?</li> </ul>  |
|   |   | <p>Maillage du tissu associatif (formel et informel) et perception des bénéfices à la participation</p> <p>Hypothèses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Malgré un certain foisonnement il reste à déterminer quels sont les bénéfices réels de la participation ainsi que les modalités d'implication de l'associationisme dans les dynamiques de prise de décision.</li> <li>- Il se peut que l'essor du religieux ait progressivement restreint l'espace de contestation occupé par le passé par des OSC porteuses de voix des groupes marginalisés.</li> <li>- Les jeunes sont souvent impliqués dans les campagnes politiques seulement en tant que main d'œuvre pour des opérations de communication.</li> <li>- La prédominance de l'informel, tout comme l'évolution des espaces de participation (NTIC), pourraient occulter des phénomènes de militantisme et de participation.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Liste d'associations avec des jeunes et spécifiques aux jeunes, taux de participation et typologie (associationisme formel et informel).</li> <li>- Présence d'ONG confessionnelles et société civile religieuse</li> <li>- Quel intérêt politique, social ou économique elles ont pour les différentes catégories de jeunes ? Quels bénéfices apporte la participation à court et moyen terme ?</li> <li>- Pourquoi constituer une association ? Quelle marge de manœuvre ? autour de quels projets et de quelles valeurs ?</li> <li>- Capital social volontaire et capital social contraint</li> <li>- Modalités d'implication de l'associationisme jeune dans les espaces de pouvoir et de décision (y compris organisations internationales)</li> <li>- Mixité (groupes, genres) dans les associations.</li> <li>- Participation politique conventionnelle : rôles des partis politiques et place des jeunes au sein de ces derniers.</li> <li>- Formel versus informel (modèle grin/cabaret).</li> <li>- La tribu comme espace associatif. Place des jeunes en leur sein.</li> <li>- Les nouveaux espaces de participation et de contestation et conséquences sur la manière de se faire entendre / de militer.</li> </ul> <p>Modalités d'expression de l'activisme en ligne.</p> |
|   |   | <p>Rôle des jeunes comme agents de la paix</p> <p>Hypothèses :</p> <p>L'implication des jeunes (dès leur plus jeune âge) est fondamentale dans la promotion d'une culture de paix. Néanmoins l'associationisme ne peut que représenter une plateforme pour une participation plus significative aux politiques publiques.</p> <p>Les CV s'insère dans une palette large de mécanismes de recours qui pourrait mettre à mal leur légitimité. Leur futur dépendra de leur capacité de s'extraire de l'exogénéité qui est à leur origine.</p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Champs d'action des associations de la jeunesse vouée à la paix et à la cohésion sociale et implication dans les politiques publiques</li> <li>- La paix dans les curriculums scolaires.</li> <li>- Historique des CV (création, supports et formations reçues, statuts, etc.) et état des lieux des CV (légitimité, participation, typologie des conflits traités, dynamiques d'appropriation).</li> </ul>  |

|   |  |  |  |
|---|--|--|--|
|   |  | <p>Les AVEC comme vecteur potentiel d'accompagnement à l'insertion des jeunes</p> <p>Hypothèse : Les besoins d'argent sont souvent à court terme et rarement liés à un projet de vie (argent rapide). L'introduction relativement récente de l'approche AVEC ne permet pas la formulation d'hypothèses sur la pertinence et l'efficacité de la structure.</p>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Besoins ressenties autour du prêt d'argent (projet à court/moyen terme).</li> <li>- Modalités d'accès aux prêts et taux.</li> <li>- Bancarisation : perspectives et offre clients.</li> <li>- Perception des jeunes vis-à-vis des AVEC (par groupe, genre).</li> <li>- Modalités de regroupement/fonctionnement (prisme classe d'âge genre).</li> <li>- Changement en termes de socialisation.</li> <li>- Modalités associatives (par groupe, par affinité, etc.).</li> <li>- Blocage d'ordre culturel (Tdr) et compatibilité à la finance islamique.</li> </ul>  |
| 3 | Accès des jeunes à l'emploi et aux opportunités économiques. | <p>Aspirations vis-à-vis de l'emploi et conceptions sur les métiers</p> <p>Hypothèse :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'emploi demeure très précaire, souvent déconnecté par rapport aux compétences et basé sur des stratégies de diversification.</li> <li>- L'accès aux moyens de production reste un enjeu clé pour les jeunes contraints parfois à se rabattre sur l'entreprise familiale qui n'offre pas toujours des conditions satisfaisantes et qui retarde le passage des seuils vers l'âge adulte.</li> <li>- Les jeunes désaffectent les métiers de la terre (qui auraient de leur côté besoin de nouveautés et de professionnalisation) sans pour autant disposer d'alternatives valables.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Caractéristiques d'un métier valorisant pour les jeunes. Avis sur la transmission intergénérationnelle du métier. Importance accordée à la stabilité, au salaire, aux conditions, à l'environnement de travail. Travail salarié versus activités fondées sur les moyens d'existence.</li> <li>- Multiplicité d'occupations et sécurisation des revenus.</li> <li>- Approches vis-à-vis des métiers de la terre (agriculture et élevage). Modalités et contraintes d'acquisition de terres, de bêtes. Facteurs de désaffectation vis-à-vis des métiers de la terre.</li> <li>- Participation aux entreprises familiales : avantages et inconvénients et modalités de redistribution intra-familiale. (L'entreprise familiale lieu d'apprentissage ? Travail pendant les études).</li> <li>- Intérêt dans l'accès à l'administration et formes éventuelles de discrimination basées sur l'âge, le genre et la provenance.</li> <li>- Différences entre instruit et non-instruit (comment l'école détermine les parcours et l'éventuelle désaffectation à l'élevage).</li> <li>- Articulation entre le formel et l'informel.</li> <li>- Solidarité forcés et investissements.</li> </ul> |
|   |  | <p>Accès à l'emploi</p> <p>Hypothèse : Les difficultés pour trouver un emploi sont multiples mais principalement dérivantes du manque de (in)formation et de détournement des métiers traditionnels. Des formes d'associationisme pourrait permettre de sécuriser l'auto-emploi.</p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Obstacles et aides dans la recherche d'emploi</li> <li>- Aspirations à l'accompagnement à l'orientation professionnelle.</li> <li>- Emploi et crédits (voir AVEC avant).</li> <li>- Coopérative/groupement comme mode de sécurisation de l'auto-emploi.</li> <li>- Les AGR comme porte d'entrée pour l'emploi.</li> <li>- Chantiers HIMO et secteur de la construction</li> <li>- Perceptions vis-à-vis des 5 chaînes de valeurs préablement identifiées.</li> <li>- Niches de complémentarité rural/urbain.</li> <li>- Trajectoires d'installation des réfugiés (horizon temporel)</li> </ul>  |
|   |  | <p>Migration entre urgence et désir</p> <p>Hypothèse : Quoique caractérisés par une multiplicité de mobiles, les trajectoires de migration reflètent souvent, auprès des jeunes, un besoin mais surtout un désir de rupture initiatique (pour fuir l'impasse familiale, sociale et économique) qui doit parfois se confronter à la dureté des situations à vivre.</p>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Trajectoires et typologies de migration (saisonniers, annuelles, permanentes).</li> <li>- Attitudes envers l'exode (saisonnier) et la migration.</li> <li>- Investissement local et valeur ajoutée de la migration (parcours de vie, revenus, connaissances, etc.).</li> <li>- Impact de l'insécurité et de la fermeture des frontières (?) sur les trajectoires de migration / de commerce.</li> </ul>   |
|   |  | <p>Initiatives</p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Initiatives (avis sur pertinence, critères de ciblage, efficacité, etc.)</li> <li>- Lacunes dans les politiques (et enjeux de compénétration) et dans les stratégies.</li> <li>- Approches des initiatives en cours (écarts entre prévisions dans les rapports d'étude et la réalité).</li> </ul>   |

## DONNÉES QUANTITATIVES BRUTES (NON CROISÉES)

|   | Population locale   | Réfugiés  |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
|---|---|---|-----|-------|---|---|-------|----------------------------|-----|-------|---------------------------------------|----|-------|-----------------------|----|-------|---|----------------------|-------|-----------|-----------------|------|---|-----------------------|------|---------|----------------------|------|--|---|---|------|---|---|------|----------------------------|----|-------|---------------------------------------|----|-------|-----------------------|---|------|---|---|------|--|---|------|-----------|---|------|---------------------------------|---|------|--------|---|------|
| <b>AUTONOMIE</b>  |   |   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Vivez-vous avec vos parents /tuteurs ?  | <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td>Non</td><td>39%</td></tr> <tr><td>Oui</td><td>61%</td></tr> </table>   | Non   | 39% | Oui   | 61%   | <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td>Non</td><td>37.5%</td></tr> <tr><td>Oui</td><td>62.5%</td></tr> </table> | Non   | 37.5%                      | Oui | 62.5% |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Non   | 39%   |   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Oui   | 61%   |   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Non   | 37.5%   |   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Oui   | 62.5%   |   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Etes-vous marié(e) / vivez-vous sous le même toit avec votre femme /homme, fiancé/e ? | <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td>Non</td><td>49%</td></tr> <tr><td>Oui</td><td>51%</td></tr> </table>   | Non   | 49% | Oui   | 51%   | <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td>Non</td><td>49%</td></tr> <tr><td>Oui</td><td>51%</td></tr> </table>     | Non   | 49%                        | Oui | 51%   |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Non   | 49%   |   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Oui   | 51%   |   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Non   | 49%   |   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Oui   | 51%   |   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Avez-vous des enfants ?   | <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td>Non</td><td>55%</td></tr> <tr><td>Oui</td><td>45%</td></tr> </table>   | Non   | 55% | Oui   | 45%   | <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td>Non</td><td>53%</td></tr> <tr><td>Oui</td><td>47%</td></tr> </table>     | Non   | 53%                        | Oui | 47%   |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Non   | 55%   |   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Oui   | 45%   |   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Non   | 53%   |   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Oui   | 47%   |   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| <b>ETUDES</b>   |   |   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Pourquoi avez-vous arrêté l'école ?<br>(2 réponses au plus)                           | <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td>Ma famille n'avait pas les moyens de payer mes études</td><td>26</td><td>37,1%</td></tr> <tr><td>Ma famille voulait que je commence à travailler</td><td>8</td><td>11,4%</td></tr> <tr><td>J'en avais marre d'étudier</td><td>6</td><td>8,6%</td></tr> <tr><td>J'avais besoin ou envie de travailler</td><td>15</td><td>21,4%</td></tr> <tr><td>J'ai trouvé un emploi</td><td>5</td><td>7,1%</td></tr> <tr><td>Fin cursus scolaire dans zone</td><td>7</td><td>10,0%</td></tr> <tr><td>Grossesse</td><td>3</td><td>4,3%</td></tr> <tr><td>Interdiction de mon conjoint de continuer</td><td>2</td><td>2,9%</td></tr> <tr><td>Mariage</td><td>5</td><td>7,1%</td></tr> </table> | Ma famille n'avait pas les moyens de payer mes études | 26  | 37,1% | Ma famille voulait que je commence à travailler | 8   | 11,4% | J'en avais marre d'étudier | 6   | 8,6%  | J'avais besoin ou envie de travailler | 15 | 21,4% | J'ai trouvé un emploi | 5  | 7,1%  | Fin cursus scolaire dans zone   | 7                    | 10,0% | Grossesse | 3               | 4,3% | Interdiction de mon conjoint de continuer | 2                     | 2,9% | Mariage | 5                    | 7,1% | <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td>Ma famille n'avait pas les moyens de payer mes études</td><td>7</td><td>7,3%</td></tr> <tr><td>Ma famille voulait que je commence à travailler</td><td>9</td><td>9,4%</td></tr> <tr><td>J'en avais marre d'étudier</td><td>12</td><td>12,5%</td></tr> <tr><td>J'avais besoin ou envie de travailler</td><td>15</td><td>15,6%</td></tr> <tr><td>J'ai trouvé un emploi</td><td>5</td><td>5,2%</td></tr> <tr><td>Les diplômes ne permettent pas de trouver un bon emploi</td><td>2</td><td>2,1%</td></tr> <tr><td>Résultats ne me permettaient pas d'aller plus loin</td><td>1</td><td>1,1%</td></tr> <tr><td>Grossesse</td><td>2</td><td>2,1%</td></tr> <tr><td>Interdiction conjoint continuer</td><td>9</td><td>9,3%</td></tr> <tr><td>Autres</td><td>2</td><td>2,1%</td></tr> </table> | Ma famille n'avait pas les moyens de payer mes études | 7 | 7,3% | Ma famille voulait que je commence à travailler | 9 | 9,4% | J'en avais marre d'étudier | 12 | 12,5% | J'avais besoin ou envie de travailler | 15 | 15,6% | J'ai trouvé un emploi | 5 | 5,2% | Les diplômes ne permettent pas de trouver un bon emploi | 2 | 2,1% | Résultats ne me permettaient pas d'aller plus loin | 1 | 1,1% | Grossesse | 2 | 2,1% | Interdiction conjoint continuer | 9 | 9,3% | Autres | 2 | 2,1% |
| Ma famille n'avait pas les moyens de payer mes études                                 | 26  | 37,1%   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Ma famille voulait que je commence à travailler                                       | 8   | 11,4%   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| J'en avais marre d'étudier  | 6   | 8,6%  |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| J'avais besoin ou envie de travailler   | 15  | 21,4%   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| J'ai trouvé un emploi   | 5   | 7,1%  |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Fin cursus scolaire dans zone   | 7   | 10,0%   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Grossesse   | 3   | 4,3%  |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Interdiction de mon conjoint de continuer   | 2   | 2,9%  |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Mariage   | 5   | 7,1%  |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Ma famille n'avait pas les moyens de payer mes études                                 | 7   | 7,3%  |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Ma famille voulait que je commence à travailler                                       | 9   | 9,4%  |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| J'en avais marre d'étudier  | 12  | 12,5%   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| J'avais besoin ou envie de travailler   | 15  | 15,6%   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| J'ai trouvé un emploi   | 5   | 5,2%  |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Les diplômes ne permettent pas de trouver un bon emploi                               | 2   | 2,1%  |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Résultats ne me permettaient pas d'aller plus loin                                    | 1   | 1,1%  |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Grossesse   | 2   | 2,1%  |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Interdiction conjoint continuer   | 9   | 9,3%  |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Autres  | 2   | 2,1%  |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Etudier est important pour réussir dans la vie  | <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td>Entièrement d'accord</td><td>88</td><td>91,6%</td></tr> <tr><td>Plutôt d'accord</td><td>6</td><td>6,2%</td></tr> <tr><td>Pas vraiment d'accord</td><td>0</td><td>0%</td></tr> <tr><td>Pas de tout d'accord</td><td>1</td><td>1%</td></tr> <tr><td>Pas d'avis</td><td>1</td><td>1%</td></tr> </table>   | Entièrement d'accord                                  | 88  | 91,6% | Plutôt d'accord                                 | 6   | 6,2%  | Pas vraiment d'accord      | 0   | 0%    | Pas de tout d'accord                  | 1  | 1%    | Pas d'avis            | 1  | 1%    | <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td>Entièrement d'accord</td><td>74</td><td>77%</td></tr> <tr><td>Plutôt d'accord</td><td>15</td><td>15,6%</td></tr> <tr><td>Pas vraiment d'accord</td><td>6</td><td>6,2%</td></tr> <tr><td>Pas de tout d'accord</td><td>1</td><td>1,1%</td></tr> <tr><td>Pas d'avis</td><td>0</td><td></td></tr> </table>           | Entièrement d'accord | 74    | 77%       | Plutôt d'accord | 15   | 15,6%                                     | Pas vraiment d'accord | 6    | 6,2%    | Pas de tout d'accord | 1    | 1,1%   | Pas d'avis  | 0 |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Entièrement d'accord  | 88  | 91,6%   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Plutôt d'accord   | 6   | 6,2%  |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Pas vraiment d'accord   | 0   | 0%  |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Pas de tout d'accord  | 1   | 1%  |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Pas d'avis  | 1   | 1%  |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Entièrement d'accord  | 74  | 77%   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Plutôt d'accord   | 15  | 15,6%   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Pas vraiment d'accord   | 6   | 6,2%  |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Pas de tout d'accord  | 1   | 1,1%  |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Pas d'avis  | 0   |   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Des études plus longues permettent de trouver de meilleurs travaux                    | <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td>Entièrement d'accord</td><td>65</td><td>67,7%</td></tr> <tr><td>Plutôt d'accord</td><td>14</td><td>14,6%</td></tr> <tr><td>Pas vraiment d'accord</td><td>3</td><td>3,1%</td></tr> <tr><td>Pas de tout d'accord</td><td>1</td><td>1,0%</td></tr> <tr><td>Pas d'avis</td><td>13</td><td>13,5%</td></tr> </table>   | Entièrement d'accord                                  | 65  | 67,7% | Plutôt d'accord                                 | 14  | 14,6% | Pas vraiment d'accord      | 3   | 3,1%  | Pas de tout d'accord                  | 1  | 1,0%  | Pas d'avis            | 13 | 13,5% | <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td>Entièrement d'accord</td><td>60</td><td>62,5%</td></tr> <tr><td>Plutôt d'accord</td><td>17</td><td>17,6%</td></tr> <tr><td>Pas vraiment d'accord</td><td>16</td><td>16,6%</td></tr> <tr><td>Pas de tout d'accord</td><td>2</td><td>2,1%</td></tr> <tr><td>Pas d'avis</td><td>1</td><td>1,1%</td></tr> </table>   | Entièrement d'accord | 60    | 62,5%     | Plutôt d'accord | 17   | 17,6%                                     | Pas vraiment d'accord | 16   | 16,6%   | Pas de tout d'accord | 2    | 2,1%   | Pas d'avis  | 1 | 1,1% |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Entièrement d'accord  | 65  | 67,7%   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Plutôt d'accord   | 14  | 14,6%   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Pas vraiment d'accord   | 3   | 3,1%  |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Pas de tout d'accord  | 1   | 1,0%  |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Pas d'avis  | 13  | 13,5%   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Entièrement d'accord  | 60  | 62,5%   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Plutôt d'accord   | 17  | 17,6%   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Pas vraiment d'accord   | 16  | 16,6%   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Pas de tout d'accord  | 2   | 2,1%  |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Pas d'avis  | 1   | 1,1%  |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| L'accès à l'éducation secondaire dépend des moyens de la famille                      | <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td>Entièrement d'accord</td><td>45</td><td>46,9%</td></tr> <tr><td>Plutôt d'accord</td><td>13</td><td>13,5%</td></tr> <tr><td>Pas vraiment d'accord</td><td>9</td><td>9,4%</td></tr> <tr><td>Pas de tout d'accord</td><td>14</td><td>14,6%</td></tr> <tr><td>Pas d'avis</td><td>15</td><td>15,6%</td></tr> </table>   | Entièrement d'accord                                  | 45  | 46,9% | Plutôt d'accord                                 | 13  | 13,5% | Pas vraiment d'accord      | 9   | 9,4%  | Pas de tout d'accord                  | 14 | 14,6% | Pas d'avis            | 15 | 15,6% | <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td>Entièrement d'accord</td><td>30</td><td>31,2%</td></tr> <tr><td>Plutôt d'accord</td><td>18</td><td>18,8%</td></tr> <tr><td>Pas vraiment d'accord</td><td>16</td><td>16,6%</td></tr> <tr><td>Pas de tout d'accord</td><td>31</td><td>32,3%</td></tr> <tr><td>Pas d'avis</td><td>1</td><td>1,1%</td></tr> </table> | Entièrement d'accord | 30    | 31,2%     | Plutôt d'accord | 18   | 18,8%                                     | Pas vraiment d'accord | 16   | 16,6%   | Pas de tout d'accord | 31   | 32,3%  | Pas d'avis  | 1 | 1,1% |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Entièrement d'accord  | 45  | 46,9%   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Plutôt d'accord   | 13  | 13,5%   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Pas vraiment d'accord   | 9   | 9,4%  |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Pas de tout d'accord  | 14  | 14,6%   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Pas d'avis  | 15  | 15,6%   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Entièrement d'accord  | 30  | 31,2%   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Plutôt d'accord   | 18  | 18,8%   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Pas vraiment d'accord   | 16  | 16,6%   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Pas de tout d'accord  | 31  | 32,3%   |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |
| Pas d'avis  | 1   | 1,1%  |     |       |   |   |       |                            |     |       |                                       |    |       |                       |    |       |   |                      |       |           |                 |      |   |                       |      |         |                      |      |  |   |   |      |   |   |      |                            |    |       |                                       |    |       |                       |   |      |   |   |      |  |   |      |           |   |      |                                 |   |      |        |   |      |

|  |  |       |       |  |       |       |
|--|--|-------|-------|--|-------|-------|
| L'école prépare à l'emploi   | Entièrement d'accord   | 60    | 62,5% | Entièrement d'accord   | 51    | 53,1% |
|  | Plutôt d'accord  | 20    | 20,8% | Plutôt d'accord  | 32    | 33,3% |
|  | Pas vraiment d'accord  | 11    | 11,5% | Pas vraiment d'accord  | 11    | 11,4% |
|  | Pas de tout d'accord   | 2     | 2,1%  | Pas de tout d'accord   | 2     | 2,1%  |
|  | Pas d'avis   | 3     | 3,1%  | Pas d'avis   |       |       |
| L'école aide les jeunes à ne pas développer la haine et la violence                            | Entièrement d'accord   | 74    | 77,1% | Entièrement d'accord   | 77    | 80,2% |
|  | Plutôt d'accord  | 14    | 14,6% | Plutôt d'accord  | 12    | 12,3% |
|  | Pas vraiment d'accord  | 4     | 4,2%  | Pas vraiment d'accord  | 3     | 3,2%  |
|  | Pas de tout d'accord   | 1     | 1,0%  | Pas de tout d'accord   | 3     | 3,2%  |
|  | Pas d'avis   | 3     | 3,1%  | Pas d'avis   | 1     | 1,1%  |
| L'école aide à réduire les discriminations (contre les plus faibles, les autres groupes, etc.) | Entièrement d'accord   | 73    | 76,0% | Entièrement d'accord   | 63    | 65,6% |
|  | Plutôt d'accord  | 17    | 17,7% | Plutôt d'accord  | 21    | 21,8% |
|  | Pas vraiment d'accord  | 3     | 3,1%  | Pas vraiment d'accord  | 10    | 10,4% |
|  | Pas de tout d'accord   | 0     | 0,0%  | Pas de tout d'accord   | 2     | 2,1%  |
|  | Pas d'avis   | 3     | 3,1%  | Pas d'avis   |       |       |
| Ce sont les enfants des ménages nantis qui réussissent mieux à l'école                         | Entièrement d'accord   | 40    | 41,7% | Entièrement d'accord   | 13    | 13,5% |
|  | Plutôt d'accord  | 23    | 24,0% | Plutôt d'accord  | 23    | 23,9% |
|  | Pas vraiment d'accord  | 21    | 21,9% | Pas vraiment d'accord  | 26    | 27,1% |
|  | Pas de tout d'accord   | 11    | 11,5% | Pas de tout d'accord   | 34    | 35,4% |
|  | Pas d'avis   | 1     | 1,0%  | Pas d'avis   |       |       |
| <b>EMPLOI</b>  |  |       |       |  |       |       |
| Avez-vous un emploi ?  | Oui  | 35    | 36,4% | Oui  | 26    | 27,1% |
|  | Non  | 61    | 63,6% | Non  | 70    | 72,9% |
|  | Parmi ceux qui n'ont pas un emploi 18 (29%) sont optimistes par rapport à la possibilité d'en trouver un sur le court terme (1/ 2 mois)  |       |       | Parmi ceux qui n'ont pas d'emploi 29 (41,4%) sont optimistes par rapport à la possibilité d'en trouver un sur le court terme (1/ 2 mois)   |       |       |
| Situation par rapport à l'emploi   | En attente / inactif / chômage   | 47,9% |       | En attente / inactif / chômage   | 57,9% |       |
|  | Travailleur occasionnel / journ.   | 7,3%  |       | Travailleur occasionnel / journ.   | 11,6% |       |
|  | Travailleur indépendant (auto-emploi)  | 18,8% |       | Travailleur indépendant (auto-emploi)  | 6,3%  |       |
|  | Travailleur auprès de la famille   | 4,2%  |       | Travailleur auprès de la famille   | 7,4%  |       |
|  | Salarié  | 9,4%  |       | Salarié  | 8,4%  |       |
|  | Apprenti   | 3,1%  |       | Apprenti   | 2,1%  |       |
|  | Etudiant à temps plein   | 10,4% |       | Etudiant à temps plein   | 10,5% |       |
|  | Stagiaire  | 3,1%  |       | Stagiaire  |       |       |
| Typologie  | Parmi ceux qui ont un emploi :   |       |       | Parmi ceux qui ont un emploi :   |       |       |
|  | 6 sont des travailleurs occasionnels / journaliers, 16 sont travailleurs indépendants<br>4 travaillent auprès de la famille, 7 sont salariés, 2 sont apprentis, 2 sont stagiaires. |       |       | 6 sont des travailleurs occasionnels / journaliers, 6 sont travailleurs indépendants, 6 travaillent auprès de la famille, 8 sont salariés. |       |       |

|   |   |             |       |   |             |       |
|---|---|-------------|-------|---|-------------|-------|
| Dans quel secteur vous travaillez aujourd'hui ou avez-vous travaillé dans le passé principalement ?         | Elevage   | 1           | 1,4%  | Elevage   | 2           | 2,1%  |
|   | Agriculture   | 17          | 24,3% | Agriculture                                       | 1           | 1,1%  |
|   | Agriculture et élevage  | 1           | 1,4%  | Agriculture et élevage                            | 1           | 1,1%  |
|   | Artisanat   | 16          | 22,9% | Artisanat   | 18          | 18,8% |
|   | Commerce  | 26          | 37,1% | Commerce  | 18          | 18,8% |
|   | Administration et autres professions qualifiées                                       | 4           | 5,7%  | Administration et autres professions qualifiées   | 6           | 6,2%  |
| Quels métiers exercent ou ont principalement exercé dans le passé vos parents ?<br><br>(Jusqu'à 2 réponses) | Agriculture   | 19          | 19,8% | Agriculture                                       | 2           | 2,1%  |
|   | Elevage   | 21          | 21,9% | Elevage   | 33          | 34,4% |
|   | Agriculture et élevage  | 1           | 1,1%  | Agriculture et élevage                            | 6           | 6,2%  |
|   | Commerce  | 35          | 36,4% | Commerce  | 27          | 28,1% |
|   | Administration et autres professions qualifiées                                       | 7           | 7,3%  | Administration et autres professions qualifiées   | 12          | 12,5% |
|   | Artisanat   | 12          | 12,5% | Artisanat   | 14          | 14,6% |
|   | Autres  | 3           | 3,2%  | Autres  | 6           | 6,2%  |
|   | Le métier qu'exercent vos parents<br><br>(données à croiser avec métiers des parents) | Vous attire | 25    | 26,3%   | Vous attire | 32    |
| Vos voulez plutôt faire autre chose   |   | 34          | 35,7% | Vos voulez plutôt faire autre chose               | 30          | 31,2% |
| Vous ne voulez absolument pas faire la même chose   |   | 21          | 22,1% | Vous ne voulez absolument pas faire la même chose | 22          | 22,9% |
| Pas d'opinion / Je ne sais pas  |   | 15          | 15,7% | Pas d'opinion / Je ne sais pas                    | 12          | 12,5% |
|   |   |             |       |   |             |       |
| Est-ce que vous pensez que vous vous en sortirez mieux ou moins bien que vos parents ?                      | Mieux   | 36          | 37,5% | Mieux   | 50          | 52,1% |
|   | Pareil  | 44          | 45,8% | Pareil  | 18          | 18,8% |
|   | Moins bien  | 16          | 16,6% | Moins bien  | 23          | 23,9% |
|   |   |             |       | Pas de réponse                                    | 5           | 5,2%  |
| Quels sont à votre niveau les obstacles principaux pour trouver un emploi ? (jusqu'à deux réponses)         | Manque de formation professionnelle   | 20          | 32,8% | Manque de formation professionnelle               | 35          | 50,0% |
|   | Manque d'expérience de travail  | 13          | 21,3% | Manque d'expérience de travail                    | 28          | 40,0% |
|   | Manque d'éducation/de diplômes  | 23          | 37,7% | Manque d'éducation/de diplômes                    | 33          | 47,1% |
|   | Manque d'information sur les opportunités   | 5           | 8,2%  | Manque d'information sur les opportunités         | 23          | 32,9% |
|   | Manque de réseaux/d'amitiés/de support  | 1           | 1,6%  | Manque de réseaux/d'amitiés/de support            | 10          | 14,3% |
|   | Statut de réfugié   |             | 0,0%  | Statut de réfugié                                 | 1           | 1,4%  |
|   | Mon groupe ethnique / mon clan  |             | 0,0%  | Mon groupe ethnique / mon clan                    |             |       |
|   | Manque de fonds pour lancer mon activité  | 10          | 16,4% | Manque de fonds pour lancer mon activité          | 7           | 10,0% |
|   | Autres  | 6           | 9,8%  | Autres  | 7           | 10,0% |
|   |   |             |       |   |             |       |
| Qui peut vous aider à trouver un emploi ?<br><br>(2 réponses max)   | Mes parents (famille élargie)   | 50          | 83,3% | Mes parents (famille élargie)                     | 50          | 62,5% |
|   | Mon clan  | 6           | 10,0% | Mon clan  | 6           | 8,2%  |
|   | Mon réseaux d'amis  | 17          | 28,3% | Mon réseaux d'amis                                | 17          | 23,3% |
|   | Des groupes religieux   | 0           | 0,0%  | Des groupes religieux                             | 0           | 0,0%  |
|   | Des personnes dans l'administration   | 1           | 1,7%  | Des personnes dans l'administration               | 1           | 1,4%  |

|  |  |    |       |  |    |       |
|--|--|----|-------|--|----|-------|
|  | Orgs. internationales                              | 21 | 35,0% | Orgs. internationales                              | 21 | 28,8% |
|  | Autres   | 8  | 13,3% | Autres   | 8  | 11,0% |
| Quelles sont les actions principales que les orgs. internationales devraient entreprendre pour aider les jeunes à trouver un emploi ? (Jusqu'à 2 réponses) | Formation professionnelle                          | 63 | 65,6% | Formation professionnelle                          | 83 | 86,5% |
|  | Guichets d'orientation / accompagnement à l'emploi | 0  | 0,0%  | Guichets d'orientation / accompagnement à l'emploi | 10 | 10,4% |
|  | Soutien pour mise en place AGR                     | 26 | 27,1% | Soutien pour mise en place AGR                     | 68 | 70,8% |
|  | Cash transfert (pour démarrage activités)          | 42 | 43,8% | Cash transfert (pour démarrage activités)          | 17 | 17,7% |
|  | CFW (chantiers)                                    | 13 | 13,5% | CFW (chantiers)                                    | 7  | 7,3%  |
| <b>MIGRATION</b>   |  |    |       |  |    |       |
| Dans les villes moyennes (Bassikounou, Fessala, M'berra, Nema, etc.) il est plus facile de trouver du travail  | Entièrement d'accord                               | 6  | 6,25% | Entièrement d'accord                               | 9  | 9,4%  |
|  | Plutot d'accord                                    | 42 | 43,8% | Plutot d'accord                                    | 17 | 17,7% |
|  | Pas vraiment d'accord                              | 22 | 22,9% | Pas vraiment d'accord                              | 36 | 37,5% |
|  | Pas de tout d'accord                               | 15 | 15,6% | Pas de tout d'accord                               | 33 | 34,4% |
|  | Pas d'avis   | 11 | 11,4% | Pas d'avis   | 1  | 1,1%  |
| Dans les grandes villes (Nouakchott, Nouadhibou etc.) il est plus facile de trouver du travail   | Entièrement d'accord                               | 14 | 14,5% | Entièrement d'accord                               | 26 | 27,1% |
|  | Plutot d'accord                                    | 45 | 46,8% | Plutot d'accord                                    | 24 | 25%   |
|  | Pas vraiment d'accord                              | 6  | 6,2%  | Pas vraiment d'accord                              | 26 | 27,1% |
|  | Pas de tout d'accord                               | 2  | 2%    | Pas de tout d'accord                               | 14 | 14,6% |
|  | Pas d'avis   | 29 | 30,2% | Pas d'avis / de reponse                            | 6  | 6,2%  |
| A l'étranger il est plus facile de trouver du travail  | Entièrement d'accord                               | 15 | 15,6% | Entièrement d'accord                               | 22 | 22,9% |
|  | Plutot d'accord                                    | 22 | 22,9% | Plutot d'accord                                    | 24 | 25%   |
|  | Pas vraiment d'accord                              | 7  | 7,3%  | Pas vraiment d'accord                              | 25 | 26%   |
|  | Pas de tout d'accord                               | 4  | 4,1%  | Pas de tout d'accord                               | 20 | 20,8% |
|  | Pas d'avis   | 43 | 44,7% | Pas d'avis /de reponse                             | 5  | 5,2%  |
| La migration est inévitable si on veut trouver un meilleur travail   | Entièrement d'accord                               | 9  | 9,3%  | Entièrement d'accord                               | 23 | 24%   |
|  | Plutot d'accord                                    | 29 | 30,2% | Plutot d'accord                                    | 22 | 22,9% |
|  | Pas vraiment d'accord                              | 18 | 18,7% | Pas vraiment d'accord                              | 28 | 29%   |
|  | Pas de tout d'accord                               | 9  | 9,3%  | Pas de tout d'accord                               | 21 | 21,9% |
|  | Pas d'avis   | 31 | 32,2% | Pas d'avis / de reponse                            | 2  | 2,1%  |
| <b>CRÉDIT</b>  |  |    |       |  |    |       |
| Avez-vous besoin de recourir à des crédits pour faire fonctionner vos activités ?  | Oui souvent  | 16 | 16,6% | Oui souvent  | 21 | 21,9% |
|  | Oui parfois  | 17 | 17,7% | Oui parfois  | 22 | 22,9% |
|  | Rarement   | 4  | 4,1%  | Rarement   | 10 | 10,4% |
|  | Jamais   | 10 | 10,4% | Jamais   | 5  | 5,2%  |
|  | Je n'ai pas d'activité                             | 49 | 51%   | Je n'ai pas d'activité                             | 36 | 37,5% |
|  |  |    |       | Pas de réponse                                     | 2  | 2,1%  |

|  |   |            |       |   |            |       |
|--|---|------------|-------|---|------------|-------|
| Par qui vous passez pour obtenir un crédit ?   | Membres de la famille   | 8          | 21,6% | Membres de la famille   | 35         | 64,8% |
|  | Commerçants   | 18         | 48,6% | Commerçants   | 32         | 59,2% |
|  | Amis  | 3          | 8,1%  | Amis  | 18         | 33,3% |
|  | Banques / IMF   | 8          | 21,6% | Banques / IMF   | 0          |       |
|  | Tontines  | 1          | 2,7%  | Tontines  | 1          | 1,8%  |
|  | Finance islamique   | 1          | 2,7%  | Finance islamique   | 0          |       |
|  | Autres  | 0          |       | Autres  | 0          |       |
| Par qui voudriez-vous passer pour obtenir du crédit ?<br>(plusieurs réponses possibles)                              | Membres de la famille   | 5          | 13,5% | Membres de la famille   | 34         | 63%   |
|  | Commerçants   | 11         | 29,7% | Commerçants   | 19         | 35,2% |
|  | Amis  | 0          |       | Amis  | 13         | 24%   |
|  | Banques / IMF   | 15         | 40,5% | Banques / IMF   | 17         | 31,5% |
|  | Tontines  | 0          |       | Tontines  | 1          | 1,8%  |
|  | Orgs. Intern.   | 10         | 27%   | Orgs. Intern.   | 4          | 7,4%  |
|  | Finance islamique   | 2          | 5,4%  | Finance islamique   | 0          |       |
|  | Autres  | 1          | 2,7%  | Autres  | 1          | 1,8%  |
|  | <b>PARTICIPATION</b>  |            |       |   |            |       |
| Etes-vous membre d'une ou plusieurs associations (à but social) ?  | Oui   | 7          | 7,3%  | Oui   | 6          | 6,2%  |
|  | Non   | 91         | 92,7% | Non   | 90         | 93,8% |
| Etes-vous membre d'une ou plusieurs associations / groupements à but productif ?                                     | Oui   | 0          | 0%    | Oui   | 2          | 2,1%  |
|  | Non   | 96         | 100%  | Non   | 94         | 97,9% |
| A votre avis quel est le but aujourd'hui des partis politiques ?<br>(au Mali ou en Mauritanie, 2 réponses possibles) | Défendre des projets de société, des idées, des valeurs             | 14         | 14,5% | Défendre des projets de société, des idées, des valeurs             | 44         | 45,8% |
|  | Faire la promotion des intérêts de certains groupes, clans, réseaux | 46         | 47,9% | Faire la promotion des intérêts de certains groupes, clans, réseaux | 40         | 41,6% |
|  | Aider à défendre / promouvoir des intérêts individuels              | 6          | 6,2%  | Aider à défendre / promouvoir des intérêts individuels              | 29         | 30,2% |
|  | Autres  | 8          | 8,3%  | Autres  | 0          |       |
|  | Je ne sais pas, pas réponse   | 22         | 22,9% | Je ne sais pas, pas de réponse                                      | 2          | 2,1%  |
|  |   |            |       |   |            |       |
| Pensez-vous qu'adhérer à un parti politique est important ?  | Oui   | 16 (18,8%) |       | Oui   | 43 (44,8%) |       |
|  | Non   | 69 (81,1%) |       | Non   | 53 (55,2%) |       |
| <b>COEXISTENCE ET CONFIANCE VERS L'AVENIR</b>  |   |            |       |   |            |       |
| Avez-vous l'impression que les jeunes sont écoutés dans la société ?   | Oui   | 48         | 50%   | Oui   | 51         | 53,1% |
|  | Non   | 18         | 18,7% | Non   | 37         | 38,5% |
|  | Je ne sais pas  | 30         | 31,3% | Je ne sais pas  | 8          | 8,3%  |
| Comment jugez-vous la situation sécuritaire ?  | Bonne   | 84         | 87,5% | Bonne   | 93         | 96,9% |
|  | Moyenne   | 11         | 11,4% | Moyenne   | 3          | 3,1%  |
|  | Mauvaise  | 1          | 1,1%  | Mauvaise  |            |       |
| Principalement on cite les vols.   |   |            |       |   |            |       |

|   |   |    |       |  |    |       |
|---|---|----|-------|--|----|-------|
| Comment jugez-vous les relations entre réfugiés et population hôte ?  | Bonnes, aucune tension  | 72 | 75%   | Bonnes, aucune tension   | 86 | 89,6% |
|   | Fragiles, existence de tensions   | 2  | 2,1%  | Fragiles, existence de tensions  | 9  | 9,4%  |
|   | Je ne sais pas  | 21 | 21,8% | Je ne sais pas   | 1  | 1,1%  |
|   | Je préfère ne pas répondre  | 1  | 1,1%  | Je préfère ne pas répondre   |    |       |
|   |   |    |       |  |    |       |
| Avez-vous ou votre ménage reçu des aides de la part des organisations internationales ces deux dernières années ? | Oui   | 13 | 13,6% | Oui  | 85 | 88,6% |
|   | Non   | 79 | 82,3% | Non  | 11 | 11,4% |
|   | Je ne sais pas  | 4  | 4,1%  | Je ne sais pas   |    |       |
|   | Si oui, principalement livraison de biens de première nécessité (NFI ou vivres) |    |       | Varié mais principalement livraison de biens de première nécessité (NFI ou vivres) |    |       |
| Vous sentez vous défavorisé/e par rapport aux réfugiés dans l'action des organisations internationales ?          | Non   | 37 | 38,5% |  |    |       |
|   | Un peu  | 44 | 45,8% |  |    |       |
|   | Tout à fait   | 10 | 10,4% |  |    |       |
|   | Ne répond pas   | 5  | 5,2%  |  |    |       |
|   |   |    |       |  |    |       |
| Globalement, avez-vous confiance dans le travail des organisations internationales ?                              | Tout à fait   | 15 | 15,6% | Tout à fait  | 62 | 64,6% |
|   | Plutôt oui  | 61 | 63,5% | Plutôt oui   | 14 | 14,6% |
|   | Plutôt non  | 15 | 15,6% | Plutôt non   | 18 | 18,8% |
|   | Pas du tout   | 5  | 5,2%  | Pas du tout  | 2  | 2,1%  |
|   |   |    |       |  |    |       |
| Etes-vous optimiste sur votre futur ?   | Oui toujours  | 60 | 62,5% | Oui toujours   | 63 | 65,6% |
|   | Pas toujours  | 34 | 35,4% | Pas toujours   | 26 | 27,1% |
|   | Rarement  | 2  | 2,1%  | Rarement   | 7  | 7,3%  |
|   |   |    |       |  |    |       |
| Que voudrez-vous que le futur vous réserve en priorité ? (2 réponses max)   | La santé  | 34 | 35,4% | La santé   | 70 | 72,9% |
|   | Un emploi   | 42 | 43,8% | Un emploi  | 29 | 30,2% |
|   | Un logement   | 16 | 16,7% | Un logement  | 5  | 5,2%  |
|   | Une famille / des enfants   | 8  | 8,3%  | Une famille / des enfants  | 9  | 9,4%  |
|   | La paix / la joie   | 29 | 30,2% | La paix / la joie  | 61 | 63,5% |
|   | Autres  | 2  | 2,1%  | Autres   | 1  | 1,1%  |
|   |   |    |       |  |    |       |
| Parmi ces événements lesquels redoutez-vous le plus pour vous et votre famille ? (2 réponses max)                 | Accident de la vie (maladies, etc.)   | 11 | 11,5% | Accident de la vie (maladies, etc.)  | 51 | 53,1% |
|   | Insécurité (liée au banditisme, à la criminalité, etc.)                         | 4  | 4,2%  | Insécurité (liée au banditisme, à la criminalité, etc.)                            | 38 | 39,6% |
|   | Instabilité politique / conflits armés  | 5  | 5,2%  | Instabilité politique / conflits armés   | 40 | 41,7% |
|   | Crise sanitaire   | 31 | 32,3% | Crise sanitaire  | 19 | 19,8% |
|   | Sècheresse / Changement climatique  | 37 | 38,5% | Sècheresse / Changement climatique   | 11 | 11,5% |
|   | Perte d'emploi  | 15 | 15,6% | Perte d'emploi   | 8  | 8,3%  |
|   | Perte moyens d'existence (bétail, terre)  | 4  | 4,2%  | Perte moyens d'existence (bétail, terre)   | 5  | 5,2%  |
|   | Ne pas pouvoir rentrer au pays  | 0  |       | Ne pas pouvoir rentrer au pays   | 31 | 32,3% |
|   |   |    |       |  |    |       |

### CONTEXTUELLE (COURT RAYON)

- UNHCR. *Identification d'opportunités économiques pour la population du camp de réfugiés de Mbera et les populations hôtes voisines. Analyse des chaînes de valeur.* Avril 2018.
- En Haut. *Etude environnementale de base sur le territoire du camp de Mbera et des villages environnants.* BIT, Octobre 2019
- *Diagnostic de l'impact des réfugiés sur les populations hôtes.* UNHCR, octobre 2019.
- Ministère des Affaires Economiques et du Développement. Office National de la Statistique. Direction des Statistiques Régionales. Service Régional de Hodh Chargui. *Hodh EChargui en chiffres (2014-2018).* 2019. *Monographie Hodh Echargui.*
- PNUD. *Analyse des types et des causes de conflits dans la région de Hodh El Chargui, Mauritanie.* Aout 2020.
- MID/DGAT, PNUD. *Enquête sur les perceptions du terrorisme et les conflits dans la zone de Hodh Echargui.* 2019.
- RIM, SNU. *Rapport de l'atelier sur la « Programmation Saisonnière basée sur les Moyens d'Existence » (PSME),* Bassikounou, du 22 au 26 Janvier 2018
- SNU. *Stratégie des Nations unies pour le renforcement des moyens d'existence des communautés hôtes et réfugiés de la Moughataa de Bassikounou, 2018-2022.*
- PDL Bassikounou, Fassala, M'berra
- Projet PBF
- Ministère des Affaires Économiques et de la Promotion des Secteurs Productifs. ONS. *Enquête régionale sur le suivi des indicateurs de performance. Rapport d'analyse Hodh Chargui.* 2020.
- WFP. *Stratégie multisectorielle intégrée d'appui aux populations hôtes et réfugiés de la Moughataa de Bassikounou 2018-2022 Orientations Stratégiques et Opérationnelles.* Février 2018.

### CONTEXTUELLE (ÉCHELLE PAYS)

- UE. *Cartographie des OSC.* Avril 2016
- RIMRAP. *L'agropastoralisme, un rempart au terrorisme.* Juin 2019.
- Ministère de l'Élevage. *Plan national de développement de l'élevage 2018 -2025.* Juin 2017
- Code Pastoral et Code Forestier de la Mauritanie.
- Enquête National sur la Jeunesse du Ministère de l'Emploi
- Ministère de la Jeunesse et des sports, *Etude des dynamiques de conflits, des OSC émergentes et de ciblage des jeunes les plus exposés aux idéologies extrémistes dans les régions cibles du Projet de prévention des conflits et du dialogue interculturel,* 2016
- RIM, Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports. *Stratégie Nationale de la Jeunesse 2020-2024 : Note de cadrage conceptuelle.*
- Stratégie de Développement du Secteur Rural
- Ressources pratiques RIM Rural
- Demande d'éligibilité de la Mauritanie au Fonds de Consolidation de la Paix (PBF). *Analyse des fragilités et des risques en Mauritanie.* Septembre 2019.

- PNUD / ONG ADICOR. *Etude sur le discours haineux véhiculé via les réseaux sociaux en Mauritanie.* Janvier 2020
- HD. UNDP. *Radicalisation et citoyenneté. Ce que disent 800 sahéliens. Rapport National Mauritanie.* 2016.
- MID/DGAT, PNUD, *Enquête sur les perceptions du terrorisme et les conflits dans la zone de Hodh El Chargui.* 2019 et *Etude sur les déterminants socioéconomiques du terrorisme.*

### THÉMATIQUE

- *Être jeune en Afrique rurale.* Afrique contemporaine 2016/3 (N° 259) De Boeck Supérieur.
- Jean Comaroff, John Comaroff. *Réflexions sur la jeunesse. Du passé à la postcolonie.* Karthala | « Politique africaine » 2000/4 N° 80.
- *Les dynamiques du pastoralisme au Sahel.* Afrique contemporaine 2014/1 (n° 249).
- (Clara Arnaud) URD. *Jeunesses sahéliennes : dynamiques d'exclusion, moyens d'insertion.* Notes techniques de l'URD n.15, Mars 2016.
- Véronique Ancey, Denis Pesche, Benoît Daviron. *Résilience et développement : complément, substitut ou palliatif ? Le cas du pastoralisme au Sahel.* « Revue internationale des études du développement » 2017/3 N° 231, pages 57 à 89. Éditions de la Sorbonne.
- *Bercés par le conflit : l'implication des enfants au sein des conflits armés contemporains.* United Nations University. 2019.
- (Luca Ranieri) International Alert. *Si les victimes deviennent bourreaux. Facteurs contribuant à la vulnérabilité et à la résilience à l'extrémisme violent au Sahel central.* Juin 2018.
- PNUD. *Prévenir et lutter contre l'extrémisme violent en Afrique : une approche axée sur le développement.* 2017
- Abel Wedoud Ould Cheikh. *Etat et société en Mauritanie. Cinquante ans après l'Indépendance.* Karthala, 2014.
- PNUD. *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique : moteurs, dynamiques et éléments déclencheurs.* 2017
- Cédric Jourde. *Politique des récits de l'islamisme en Mauritanie. Entre « marée montante » et « islamisme kalachnikov ».* Karthala, « Politique africaine » 2009/2 N° 114.
- Union Africaine. *Charte africaine de la jeunesse.* 2006.
- Mathieu Pèlerin. *Les trajectoires de radicalisation au Sahel.* Notes de l'IFRI. Février 2017.
- UN, Affaires Economiques et Sociales. *Programme d'Action Mondiale sur la Jeunesse.* 2010

